

JOURNAL OFFICIEL

DES

ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie

PARAISANT LE 15 ET LE DERNIER JOUR DE CHAQUE MOIS

MATAHITI 88.
N° 26.

TE VEA A TE HAU NO TE MAU HAAPAO RAA FARANI I OTEANIA

MAHANA 15
NO TITEMA 1939.

ABONNEMENTS

UN AN SIX MOIS 3 MOIS

Etablissements français de l'Océanie.	60 fr.	32 fr.	18 fr.
France et Colonies.	64 fr.	35 fr.	21 fr.
Etranger	71 fr.	42 fr.	23 fr.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être adressées au Chef de l'Imprimerie à Papeete.

PRIX DU NUMÉRO : 3 Francs 50.

Les abonnements et les annonces sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS

Annonces judiciaires : la ligne	4 fr.
Les mêmes, renouvelées : la ligne	2 fr.
Annonces commerciales et avis divers :	5 fr.
Les mêmes renouvelées	2 50
Publication de sociétés philanthropiques, artistiques, littéraires, scientifiques, et sportives etc	2fr.

NÉCROLOGIE

Le **GOUVERNEUR** a le regret de faire part du décès de **Monsieur DE CHAPPE-DELAINE**, ancien Ministre, Délégué des Etablissements français de l'Océanie au Conseil Supérieur de la France d'Outre-mer. Il exprime à la famille et aux collaborateurs de **Monsieur DE CHAPPEDELAINE** les sentiments de respectueuses condoléances et de vive sympathie de la colonie.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1939 10 août	Décret rendant applicables aux colonies les décrets des 3 mars 1937 et 5 mai 1939 (sécurité de la navigation maritime et hygiène à bord des navires) (Arrêté de promulgation n° 4196 c., du 11 décembre 1939)	549
27 août	Décret portant prorogation des mandats des délégués au conseil supérieur de la France d'outre-mer (Arrêté de promulgation n° 4196 c., du 11 décembre 1939)	550
28 août	Arrêté ministériel portant extension aux colonies des prohibitions d'exportation établies dans la métropole (Arrêté de promulgation n° 4196 c., du 11 décembre 1939)	550
28 août	Décret étendant aux colonies les prohibitions établies dans la métropole (Arrêté de promulgation n° 4196 c., du 11 décembre 1939)	551

Pages

31 août	Décret étendant les délais pour les élections partielles (Arrêté de promulgation n° 4196 c., du 11 décembre 1939)	551
2 sept.	Décret relatif à l'emploi des ressources des territoires d'outre-mer dépendant de l'autorité du ministre des colonies (Arrêté de promulgation n° 4196 c., du 11 décembre 1939)	552
8 sept.	Décret créant des comités généraux, coloniaux et régionaux de la production agricole (Arrêté de promulgation n° 4196 c., du 11 décembre 1939)	553
9 sept.	Décret déclarant applicables aux territoires relevant du ministère des colonies autres que les Antilles, la Guyane et la Réunion les dispositions du décret du 1 ^{er} septembre 1939 relatif aux actions en justice et aux prescriptions et délais de procédure intéressant les mobilisés, suivi du décret du 1 ^{er} septembre 1939 susvisé, et d'un rectificatif (Arrêté de promulgation n° 4196 c., du 11 décembre 1939)	554
9 sept.	Décret portant application aux territoires relevant du ministère des colonies autres que les Antilles et la Réunion, des dispositions du décret du 1 ^{er} septembre 1939 relatif à la suspension de l'exécution des condamnations à l'emprisonnement en cas de mobilisation générale suivi du décret du 1 ^{er} septembre 1939 susvisé et d'un rectificatif (Arrêté de promulgation n° 4196 c., du 11 décembre 1939)	557
9 sept.	Décret relatif aux avoirs à l'étranger (Arrêté de promulgation n° 4196 c., du 11 décembre 1939)	558
10 sept.	Décret relatif au dénombrement dans les colonies, protectorats et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies des étrangers sans nationalité et des autres étrangers bénéficiaires du droit d'asile (Arrêté de promulgation n° 4196 c., du 11 décembre 1939)	559
4 oct.	Décret relatif aux avoirs à l'étranger (Arrêté de promulgation n° 4196 c., du 11 décembre 1939)	561
21 oct.	Décret portant application des décrets du 9 septembre et 4 octobre 1939 relatifs aux avoirs à l'étranger (Arrêté de promulgation n° 4196 c., du 11 décembre 1939)	561

TEXTE OFFICIEL PUBLIÉ A TITRE D'INFORMATION

1939 29 juillet	Décret relatif à la situation des fonctionnaires rappelés sous les drapeaux	563
-----------------	---	-----

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

18 nov.	Décision n° 1107 c., accordant un congé de 6 mois pour affaires personnelles à M. Liauzun, Trésorier-Payeur des Etablissements français de l'Océanie...	564
25 nov.	Arrêté n° 1132 i.c., relatif à la revision de la classe de 1940.....	564
28 nov.	Arrêté n° 1146 j., accordant dispense d'acte de naissance aux fins de mariage à M. Colombani (Ambroise).....	564
28 nov.	Arrêté n° 1147 j., accordant dispense d'acte de naissance aux fins de mariage à M. John Arthur Moon.....	565
28 nov.	Arrêté n° 1148 j., accordant dispense d'acte de naissance aux fins de mariage à M. Edmond Lenoir.....	565
28 nov.	Arrêté n° 1149 j., accordant dispense d'acte de naissance aux fins de mariage à M. John Martin.....	565
28 nov.	Arrêté n° 1150 a.g.f., portant ouverture de 897.000 francs de crédits supplémentaires au titre du budget de l'exercice en cours.....	565
28 nov.	Arrêté n° 1151 a.g.f., approuvant le budget de la commune mixte d'Uturoa.....	565
28 nov.	Arrêté n° 1152 co., autorisant MM. le Trésorier-Payeur, le Préposé du Trésor et les gérants de comptes du Trésor à faire emploi dans leurs écritures du montant de divers dégrèvements accordés sur les exercices 1936, 1937, 1938 et 1939.....	565
28 nov.	Arrêté n° 1153 co., rendant exécutoires des rôles supplémentaires de l'impôt des routes, des patentes fixes et du droit supplémentaire sur les asiatiques pour l'exercice 1939.....	566
28 nov.	Arrêté n° 1154 co., portant annulation de liquidations émises à tort au titre des licences au cours des premier et deuxième trimestres de l'année 1935 pour une somme globale de : <i>Mille vingt francs</i>	567
28 nov.	Arrêté n° 1155 co., portant réduction et annulation de quatre liquidations émises au titre de la taxe sur les armes, année 1939, pour une somme de : <i>Cinquante francs</i>	567
28 nov.	Arrêté n° 1156 a.g.f., réglant la comptabilité des dépenses engagées par le Service des Travaux publics et instituant un service régi par économie pour le paiement des salaires.....	567
28 nov.	Arrêté n° 1157 i.p., nommant la commission d'examen pour le Certificat d'études primaires élémentaires métropolitain, centre de Papeete, année 1939.....	570
29 nov.	Arrêté n° 1158 a.g.f., modifiant l'arrêté n° 81 a.g.f., du 27 janvier 1939, réglant les conditions des passagers à bord de la goélette "Tamara".....	570
29 nov.	Arrêté n° 1159 a.g.f., complétant la composition de la commission de réforme militaire des Etablissements français de l'Océanie.....	570
30 nov.	Décision n° 1168 c., acceptant la démission de ses fonctions d'agent de police présentée par M. Arlifaite François a Teuinatua.....	570
30 nov.	Arrêté n° 1170 d., fixant la mercuriale officielle en vigueur dans la colonie au 29 novembre 1939.....	571
1 ^{er} déc.	Arrêté n° 1171 c., nommant un juge de paix à compétence étendue, par intérim, des Iles Sous-le-Vent.....	571
1 ^{er} déc.	Décision n° 1172 c., accordant une réquisition de passage sur le paquebot des Messageries Maritimes "Ville d'Amiens" au médecin-capitaine des troupes coloniales Brault (Jacques).....	571
1 ^{er} déc.	Décision n° 1173 s., affectant à l'Hôpital de Papeete, le sergent-chef infirmier Davezac (Roger), à compter du jour de son débarquement dans la Colonie.....	571
2 déc.	Décision n° 1175 i.p., portant titularisation de quatre instituteurs et institutrices admis aux épreuves pratiques et orales du C.A.P. local en 1939.....	572

4 déc.	Décision n° 1176 a.g.f., désignant un contrôleur des dépenses engagées par le service des travaux publics et un régisseur des dépenses engagées.....	572
4 déc.	Arrêté n° 1178 c., nommant M. Fontana (Narcisse), Commis principal hors classe des Secrétariats généraux, greffier près la justice de paix à compétence étendue de Raiatea (Iles Sous-le-Vent).....	572
4 déc.	Décision n° 1179 c., nommant M. Picard (Louis), instituteur de 4 ^{me} classe, gérant des comptes du Trésor, à Borabora, en remplacement de M. Fontana (Narcisse), commis principal hors classe des Secrétariats généraux, appelé à d'autres fonctions.....	573
6 déc.	Décision n° 1180 c., nommant M. Labbeyie (Emile, Kote), agent auxiliaire et l'affectant au Service de santé.....	573
6 déc.	Arrêté n° 1181 i.p., modifiant l'article 50 de l'arrêté n° 154 i.p., du 9 février 1938, organisant l'Instruction Publique dans les Etablissements français de l'Océanie.....	573
6 déc.	Décision n° 1182 a.g.f., désignant les fonctionnaires appelés à vérifier le 31 décembre 1939, les caisses et portefeuilles de certains comptables.....	573
6 déc.	Arrêté n° 1184 s., organisant le fonctionnement du poste médical de Taravao et créant la régie des recettes.....	574
6 déc.	Arrêté n° 1185 a.p.e., rapportant provisoirement les mesures prévues à l'arrêté n° 824 du 27 août 1939, concernant la déclaration des stocks de farine.....	575
8 déc.	Décision n° 1192 s., fixant la date d'examen de fin d'année scolaire des élèves-infirmiers, élèves-infirmières et élèves-sages-femmes.....	576
9 déc.	Décision n° 1193 i.p., nommant les membres de la commission d'examen du brevet élémentaire métropolitain, 1 ^{re} session, année scolaire 1939-1940.....	576
9 déc.	Arrêté n° 1194 p.t., retirant pour une période de dix-huit mois, au maître au petit cabotage Teraitai a Haupuni, le droit de commander les bâtiments armés au cabotage, qui lui est conféré par son brevet.....	576
9 déc.	Arrêté n° 1195 a.g.f., rendant provisoirement exécutoire le budget local des Etablissements français de l'Océanie, pour l'exercice 1940, et le tarif des taxes à percevoir pendant l'exercice 1940 au profit du Service local y annexé.....	577
11 déc.	Arrêté n° 1197 t.p., portant classement des adductions d'eau.....	596
12 déc.	Décision n° 1203 a.g.f., portant reclassement d'agents auxiliaires (liste n° 2) et annulant certaines dispositions de la décision n° 1014 a.g.f., du 25 octobre 1939.....	596
12 déc.	Arrêté n° 1206 i.c., relatif à l'incorporation du premier tiers de la classe 1939.....	599
	Extraits.....	599

ACTE MUNICIPAL

(Commune de Papeete).

1939 28 oct.	Arrêté municipal n° 126 modifiant l'arrêté municipal n° 50 du 28 juin 1938 créant une taxe sur les panneaux-réclame, enseignes, affiches.....	599
--------------	---	-----

AVIS OFFICIELS

Résultat des élections du 1 ^{er} octobre 1939 (conseil de district de Ahe, Tuamotu).....	599
Souscription pour élever un monument au Roi Pomare V. — Avis et listes de souscription.....	599

PARTIE NON OFFICIELLE

STATISTIQUE

Mouvements du Port de Papeete pendant le mois de novembre 1939. 600

DIVERS

Annonces judiciaires..... 601

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ARRÊTÉ n° 1196 c., promulguant dans les Etablissements français de l'Océanie: un décret du 10 août, un décret du 27 août, un arrêté ministériel et un décret du 28 août, un décret du 31 août, un décret du 2 septembre, un décret du 8 septembre, trois décrets du 9 septembre, un décret du 10 septembre, un décret du 4 octobre, un décret du 21 octobre 1939.

(Du 11 décembre 1939).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu la circulaire ministérielle n° 511 du 10 septembre 1931, relative à la promulgation et à la publication dans les colonies, des lois, décrets, instructions et arrêtés ministériels;

Vu le télégramme n° 66 du 16 septembre 1939,

ARRÊTE:

Article 1^{er}. — Sont promulgués dans les Etablissements français de l'Océanie pour y être exécutés selon leurs forme et teneur:

1^o — le décret du 10 août 1939 rendant applicables aux colonies les décrets des 3 mars 1937 et 5 mai 1939 (sécurité de la navigation maritime et hygiène à bord des navires) (J.O.R.F. du 29 août 1939, page 10831); voir décret du 3 mars 1937 (J.O.R.F. du 48 mai 1937 page 3224); et décret du 5 mai 1939, (J.O.R.F. du 7 mai 1939 page 5787);

2^o — le décret du 27 août 1939 portant prorogation des mandats des délégués au conseil supérieur de la France d'outre-mer (J.O. R.F. du 29 août 1939, page 10832);

3^o — l'arrêté ministériel du 28 août 1939 portant extension aux colonies des prohibitions d'exportation établies dans la métropole, (J.O.R.F. du 30 août 1939, page 10878);

4^o — le décret du 28 août 1939 étendant aux colonies les prohibitions établies dans la métropole, (J.O.R.F. du 29 août 1939, page 10814);

5^o — le décret du 31 août 1939 étendant les délais pour les élections partielles, (J.O.R.F. du 1^{er} septembre 1939, page 10934);

6^o — le décret du 2 septembre 1939 relatif à l'emploi des ressources des territoires d'outre-mer dépendant de l'autorité du ministère des colonies (J.O.R.F. du 3 septembre 1939, page 11051)

7^o — le décret du 8 septembre 1939 créant des comités généraux, coloniaux et régionaux de la production agricole, (J.O.R.F. du 13 septembre 1939, page 11391);

8^o — le décret du 9 septembre 1939 déclarant applicables aux territoires relevant du ministère des colonies autres que les Antilles, la Guyane et la Réunion les dispositions du décret du 1^{er} septembre 1939 relatif aux actions en justice et aux prescriptions et délais de procédure intéressant les mobilisés, (J.O.R.F. du 13 septembre 1939, page 11391) suivi du décret du 1^{er} septembre 1939

susvisé (J.O.R.F. du 2 septembre 1939, page 10976) Rectificatif, (J.O.R.F. du 15 septembre 1939, page 11433);

9^o — le décret du 9 septembre 1939 portant application aux territoires relevant du ministère des colonies autres que les Antilles et la Réunion des dispositions du décret du 1^{er} septembre 1939 relatif à la suspension de l'exécution des condamnations à l'emprisonnement en cas de mobilisation générale, (J.O.R.F. du 13 septembre 1939, page 11391) et Rectificatif (J.O.R.F. du 15 septembre 1939, page 11474) suivi du décret du 1^{er} septembre 1939 susvisé (J.O.R.F. du 2 septembre 1939, page 10994) et Rectificatif (J.O.R.F. du 3 septembre 1939, page 11029);

10^o — le décret du 9 septembre 1939 relatif aux avoirs à l'étranger, (J.O.R.F. du 17 septembre 1939, page 11535);

11^o — le décret du 10 septembre 1939 relatif au dénombrement dans les colonies, protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies, des étrangers sans nationalité et des autres étrangers bénéficiaires du droit d'asile, (J.O.R.F. du 17 septembre 1939, page 11565);

12^o — le décret du 4 octobre 1939 relatif aux avoirs à l'étranger (J.O.R.F. du 9 octobre 1939, page 12200);

13^o le décret du 21 octobre 1939 portant application des décrets du 9 septembre et 4 octobre 1939 relatifs aux avoirs à l'étranger, (J.O.R.F. du 22 octobre 1939, page 12554).

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 11 décembre 1939.

CHASTENET DE GÉRY.

Application dans les colonies françaises, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies du règlement d'administration publique pour l'application aux navires métropolitains d'une jauge brute égale ou inférieure à 250 tonneaux, de la loi du 16 juin 1933 sur la sécurité de la navigation maritime et l'hygiène à bord des navires de commerce, de pêche et de plaisance.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Paris, le 10 août 1939.

Monsieur le Président,

Le décret du 3 mars 1937, qui vient d'être modifié par un décret du 5 mai 1939, a déterminé les modalités d'application aux navires d'une jauge brute égale ou inférieure à 250 tonneaux, de la loi du 16 juin 1933 sur la sécurité de la navigation maritime et l'hygiène à bord des navires de commerce, de pêche et de plaisance, immatriculés dans la métropole.

Le développement des entreprises coloniales nous a amené à envisager le cas où des navires soumis aux prescriptions du décret du 3 mars 1937 seraient amenés à exercer leur activité dans nos territoires d'outre-mer tout en continuant à être immatriculés dans un port de la métropole.

Les dispositions des décrets des 3 mars 1937 et 5 mai 1939 étant applicables, depuis leur mise en vigueur, aux navires métropolitains, quels que soient les parages où ils naviguent, il est apparu nécessaire, pour permettre aux autorités maritimes aux colonies d'en assurer l'application, de rendre exécutoires dans les territoires d'outre-mer les deux décrets susvisés.

Tel est l'objet du présent projet de décret que nous avons l'honneur, monsieur le président, de soumettre à votre haute sanction.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le président, l'hommage de notre profond respect.

Le ministre des colonies,

GEORGES MANDEL.

Le ministre de la marine marchande,

LOUIS DE CHAPPEDELAINE.

DÉCRET

(Du 10 août 1939.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies et du ministre de la marine marchande,

Vu les sénatus-consulte des 3 mai 1854 et 4 juillet 1866 ;

Vu le décret du 21 décembre 1911 sur la marine marchande aux colonies ;

Vu le décret du 23 février 1912 sur la réorganisation du service de l'inscription maritime aux colonies ;

Vu la loi du 16 juin 1933 portant révision de la loi du 17 avril 1907 sur la sécurité de la navigation maritime et l'hygiène à bord des navires de commerce, de pêche et de plaisance ;

Vu le décret du 1^{er} septembre 1934 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 16 juin 1933 aux bâtiments d'une jauge brute supérieure à 250 tonneaux ;

Vu le décret du 2 février 1937 rendant exécutoires dans les colonies françaises, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies la loi du 16 juin 1933 et le décret du 1^{er} septembre 1934 ;

Vu le décret du 3 mars 1937 portant règlement d'administration publique pour l'application aux navires d'une jauge brute égale ou inférieure à 250 tonneaux de la loi du 16 juin 1933 ;

Vu le décret du 5 mai 1939 portant modification au décret du 3 mars 1937,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Sont déclarés exécutoires dans les colonies françaises, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant de l'autorité du ministre des colonies, les décrets susvisés des 3 mars 1937 et 5 mai 1939 (1).

Art. 2. — L'application des décrets susvisés des 3 mars 1937 et 5 mai 1939 demeure soumise aux règles fixées par le décret du 2 février 1937 relatif à l'application de la loi du 16 juin 1933 et du décret du 1^{er} septembre 1934.

Art. 3. — Le ministre des colonies et le ministre de la marine marchande sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal Officiel* de la République Française et aux *journaux officiels* des colonies et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies et du ministère de la marine marchande.

Fait à Mercy-le-Haut, le 10 août 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

GEORGES MANDEL.

Le ministre de la marine marchande,

LOUIS DE CHAPPEDELAINE.

(1) Voir le décret du 3 mars 1937 (J.O.R.F. du 18 mars 1937, page 3224) et le décret du 5 mai 1939 (J.O.R.F. du 7 mai 1939, page 5787).

Conseil supérieur de la France d'Outre-mer.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Paris, le 27 août 1939.

Monsieur le Président,

Le mandat des délégués élus au conseil supérieur de la France d'outre-mer expire normalement dans le courant de l'année 1940.

Un récent décret-loi a prorogé le mandat législatif.

Il semble que, pour les motifs qui ont imposé cette mesure, la désignation de nouveaux délégués au conseil supérieur doit être également différée.

J'ai, en conséquence, l'honneur de soumettre à votre haute sanction le présent décret qui prolonge, pour une période de deux ans, les mandats en cours des délégués élus au conseil supérieur de la France d'outre-mer.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des colonies,

GEORGES MANDEL.

DÉCRET

(Du 27 août 1939.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 20 juin 1936 fixant les modalités d'élection des délégués au conseil supérieur de la France d'outre-mer, modifié par le décret du 14 août 1936 ;

Vu le décret du 19 juin 1937 portant réorganisation du conseil supérieur de la France d'outre-mer ;

Sur le rapport du ministre des colonies,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. — Les mandats des délégués élus au conseil supérieur de la France d'outre-mer sont prorogés pour une période de deux ans.

Art. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française, aux *journaux officiels* des colonies et pays de protectorat et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 27 août 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

GEORGES MANDEL.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL portant extension aux colonies des prohibitions d'exportation établies dans la métropole.

(Du 28 août 1939.)

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu le décret-loi du 28 août 1939, étendant aux colonies, protectorats français et aux territoires sous mandat relevant du ministère des colonies, les prohibitions de sortie établies dans la métropole ;

Vu le décret du 28 août 1939, réglementant la sortie des marchandises ;

Vu l'arrêté interministériel du 28 août 1939, fixant les conditions d'application du décret du 28 août susvisé,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Des dérogations aux prohibitions de sortie édictées dans la métropole et applicables aux colonies, protectorats français et aux territoires sous mandat pourront être accordées, soit par voie générale, soit à titre individuel, dans des conditions qui seront fixées par arrêtés des gouverneurs généraux, gouverneurs, commissaires de la République et administrateur de chacune de ces colonies et territoires. Il devra en être rendu compte immédiatement par les voies les plus rapides au ministre des colonies.

Art. 2. — Les gouverneurs généraux et gouverneurs des colonies, commissaires de la République au Cameroun et au Togo et administrateur des Iles Saint-Pierre et Miquelon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 28 août 1939.

GEORGES MANDEL.

DÉCRET étendant aux colonies les prohibitions de sortie établies dans la métropole.

(Du 28 août 1939.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 19 mars 1939 accordant au Gouvernement des pouvoirs spéciaux ;

Vu le décret du 25 mars 1939 fixant la procédure de centralisation et d'examen des décrets-lois ;

Vu le décret du 26 décembre 1934 portant codification des textes législatifs concernant les douanes, et notamment l'article 26 ;

Le conseil des ministres entendu,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Il est ajouté au code des douanes un article n° 322 bis, rédigé comme suit :

§ 3 *Dispositions communes aux deux groupes.*

Art. 322 bis. — Les prohibitions de sortie qui peuvent être établies dans la métropole s'appliquent, sauf dispositions contraires, aux exportations de marchandises à destination de l'étranger, visées par ces prohibitions, effectuées des colonies, protectorats français et des territoires sous mandat relevant du ministère des colonies.

Art. 2. — Des dérogations à ces prohibitions pourront être accordées dans la colonie, protectorats français et les territoires sous mandat, selon les modalités qui seront déterminées par arrêté du ministre des colonies :

Art. 3. — Sont rendues applicables dans les colonies, protectorats français et les territoires sous mandat, dans les conditions prévues aux articles précédents, les prohibitions de sortie actuellement en vigueur dans la métropole.

Art. 4. — Le présent décret sera soumis à la ratification des chambres conformément aux dispositions de la loi du 19 mars 1939.

Art. 5. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 28 août 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil, ministre de la
défense nationale et de la guerre,*

EDOUARD DALADIER

Le ministre des colonies,

GEORGES MANDEL.

Le ministre du commerce,

FERNAND GENTIN.

Le ministre des affaires étrangères,

GEORGES BONNET.

Le ministre des finances,

PAUL REYNAUD.

Le ministre de l'intérieur,

ALBERT SARRAUT.

Le ministre de l'agriculture,

HENRI QUEUILLE.

Le ministre des travaux publics,

A. DE MONZIE.

Le ministre de l'économie nationale,

RAYMOND PATENOTRE

*Le ministre de la marine, ministre
de la marine marchande, par intérim,*

C. CAMPINCHI.

DECRET étendant les délais pour les élections partielles.

(Du 31 août 1939.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, du ministre de l'intérieur et du ministre des colonies ;

Vu l'article 1^{er} de la loi du 2 août 1875 sur l'élection des sénateurs ;

Vu l'article 16 de la loi du 30 novembre 1875 sur l'élection des députés ;

Vu l'article 22 de la loi du 10 août 1871 sur les conseils généraux ;

Vu l'article 11 de la loi du 22 juin 1933 sur les élections aux conseils d'arrondissement ;

Vu la loi du 5 avril 1884 sur les conseils municipaux ;

Vu la loi du 19 mars 1939 accordant au gouvernement des pouvoirs spéciaux ;

Le conseil des ministres entendu,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Au cas où les collèges électoraux convoqués ou devant être convoqués, à l'occasion d'une élection partielle au Sénat, à la chambre des députés, aux conseils généraux, aux conseils d'arrondissement, aux conseils municipaux et aux délégations financières algériennes, se trouvent réduits, par le rappel des disponibles ou des réservistes sous les drapeaux, dans des conditions qui ne permettent pas à un nombre important d'électeurs de prendre part au vote, le ministre de l'intérieur et le préfet, chacun en ce qui le concerne, sont autorisés à fixer ou à reporter la date des élections partielles au delà des délais prévus, pour celles-ci, par les lois en vigueur.

En ce cas, les opérations préparatoires au scrutin auxquelles il a pu être procédé sont nulles et non avenues.

Art. 2. — Le présent décret est applicable à l'Algérie et aux colonies.

En ce qui concerne les colonies, l'arrêté visé à l'article 1^{er} est pris, soit par le ministre des colonies, soit par le gouverneur général ou par le gouverneur.

Art. 3. — Le présent décret sera soumis à la ratification des chambres dans des conditions fixées par la loi du 19 mars 1939.

Art. 4. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, le ministre de l'intérieur et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui recevra exécution immédiate.

Fait à Paris, le 31 août 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil, ministre de la
défense nationale et de la guerre,*

EDOUARD DALADIER.

Le ministre de l'intérieur,

ALBERT SARRAUT.

Le ministre des colonies,

GEORGES MANDEL.

DÉCRET relatif à l'emploi des ressources des territoires d'outre-mer dépendant de l'autorité du ministère des colonies.

(Du 2 septembre 1939.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, des ministres des colonies, de la marine, de l'air, des finances, des affaires étrangères, du travail et des travaux publics,

Vu la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre, en particulier les articles 20 à 25 ;

Vu les règlements d'administration publique du 28 novembre 1938 sur les réquisitions et ceux du 5 janvier 1939 sur les accords amiables et les recensements ;

Vu le décret du 6 décembre 1938 relatif aux réquisitions militaires dans les territoires relevant du ministère des colonies ;

Vu le décret du 2 mai 1939 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre, dans les territoires d'outre-mer dépendant de l'autorité du ministre des colonies, en particulier son article 28 ainsi libellé :

Un décret ultérieur déterminera les conditions d'emploi des ressources des territoires d'outre-mer dépendant de l'autorité du ministre des colonies ;

Vu les avis du garde des sceaux, ministre de la justice, des ministres de l'économie nationale, des postes, télégraphes et téléphones, du commerce et de la marine marchande ;

Le conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Dans les territoires d'outre-mer relevant du ministre des colonies, la fourniture des prestations nécessaires pour assurer les besoins de la métropole et desdits

territoires est obtenue par accord amiable ou à défaut par réquisition.

Tout bénéfice sur ces prestations est exclu. La rémunération des prestations ayant donné lieu à des accords amiables fera l'objet d'un décret ultérieur.

La rémunération des prestations obtenues par réquisitions est assurée conformément aux dispositions des articles ci-après.

Art. 2. — Sur toute l'étendue des territoires relevant du ministère des colonies et dans leurs eaux territoriales, à défaut d'accords amiables, la propriété ou l'usage de tous les biens, meubles et immeubles, brevets d'invention, licences d'exploitation, peuvent être requis pour les besoins de la métropole ou des territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies.

La réquisition peut porter sur les biens appartenant à des étrangers, mais sous réserve des conventions internationales en vigueur.

A toute époque, l'autorité requérante peut transformer la réquisition du droit d'usage d'un bien en réquisition de la propriété de ce bien.

La nature et la quotité des ressources qui pourraient être soustraites à la réquisition soit dans un but d'intérêt général, soit comme indispensable au producteur, détenteur ou occupant, sont fixées par arrêté du chef du territoire.

Art. 3. — En temps de paix, les chefs de territoire peuvent, selon les instructions reçues du ministre des colonies et prises en accord avec le ministre de la défense nationale, procéder à tout recensement de personnes, d'animaux, matériels, matières ou objets, produits, denrées alimentaires, outillages, immeubles, installations ou entreprises... susceptibles d'être requis à la mobilisation et dans les cas prévus à l'article 2 du décret du 2 mai 1939.

Les recensements peuvent comporter non seulement des déclarations faites aux autorités municipales ou aux administrations dans les conditions notifiées par voie d'affiches ou autrement, mais aussi l'obligation de présenter les ressources soumises au recensement au lieu, au point et à l'heure fixée ou de se soumettre à la visite sur place des ressources à recenser par les autorités qui en sont chargées.

L'obligation de fournir les renseignements demandés ou de présenter les ressources à recenser incombe à toute personne en mesure de donner ces renseignements et notamment aux propriétaires, occupants ou détenteurs et à tous préposés.

Sera passible de peines édictées par les paragraphes 3 et 4 de l'article 31 de la loi du 11 juillet 1938, quiconque aura utilisé ou divulgué, tenté d'utiliser ou de divulguer les renseignements obtenus par application du présent article. Les fonctionnaires ou agents de l'autorité, leurs commis ou préposés qui se sont rendus coupables des délits prévus par l'alinéa précédent seront punis d'un emprisonnement d'une année au moins et de quatre ans au plus.

Art. 4. — La réquisition est effectuée dans les conditions prévues à l'article 22 du décret du 2 mai 1939.

La prise de possession de biens ayant fait l'objet de réquisition est effectuée conformément aux règles posées par les articles 28 à 37 du décret du 28 novembre 1938 sur les réquisitions sauf modifications que les chefs de territoire jugeraient indispensables d'y apporter par arrêté en raison des conditions locales.

Art. 5. — Les indemnités dues à la suite de réquisition

sont calculées en tenant compte uniquement de la perte effective que la dépossession définitive ou temporaire impose au prestataire au jour de la réquisition, abstraction faite du gain qu'aurait pu lui procurer la libre disposition de cette chose et la hausse des prix faussés par la spéculation ou l'accaparement ou par toute autre circonstance imputable à l'état de guerre ou de tension extérieure.

Pour les biens dont le droit d'usage a seul été requis, le propriétaire a droit à une indemnité tenant compte de la privation de jouissance qui lui est imposée et qui lui sera réglée à l'expiration de chaque période fixée par la commission d'évaluation.

Dans le cas où un bien dont l'usage a été requis aurait subi au cours de la période de réquisition, une détérioration dépassant celle que comporte l'usage normal de ce bien, l'indemnité de réparation ou de remise en état, destinée à couvrir cette dépréciation anormale, est calculée au cours du jour de la restitution, sans que toutefois, elle puisse être supérieure à la valeur vénale du bien au jour de la réquisition.

Lorsqu'après avoir requis l'usage d'un bien, l'autorité requérante étend la réquisition à la propriété de ce bien, ou lorsqu'au moment de la cessation, le bien requis ne peut être restitué à son propriétaire soit par suite de perte, soit pour toute autre cause, l'indemnité de dépossession définitive doit représenter la valeur du bien à la date de la réquisition initiale, sous la seule déduction des sommes déjà allouées en raison de la dépréciation normale du bien pendant la période de cette dernière réquisition.

Art. 6. — L'indemnité ne peut, pour les produits taxés, être supérieure au prix de la taxe,

L'indemnité peut être déterminée par barèmes et tarifs établis dès le temps de paix ou adoptés, sur proposition des commissions d'évaluation, par le chef de territoire et révisés chaque fois que les circonstances l'exigent.

Les réquisitions effectuées par l'intermédiaire des commissions de réquisition ou de commissions de réception du service de ravitaillement d'après des barèmes approuvés par le chef de territoire ne donnent pas lieu à la procédure devant les commissions d'évaluation.

Art. 7. — La réquisition des établissements industriels et commerciaux donne lieu à une indemnité dont les modes d'évaluation seront précisés par un décret ultérieur.

Art. 8. — L'évaluation de l'indemnité est faite par des commissions d'évaluation qui devront comprendre en nombre égal, des représentants des administrations publiques et des représentants des groupements économiques, industriels, commerciaux ou agricoles.

En outre des commissions spéciales d'évaluation pourront être constituées pour certaines catégories de bien et en particulier pour les établissements industriels et commerciaux.

Le chef de territoire déterminera la composition, les attributions, le siège, le ressort et les règles de fonctionnement de ces commissions.

Le chef de territoires ou son délégué, sur la proposition des commissions d'évaluation, fixe le montant de l'indemnité à allouer, sauf recours du prestataire devant les juridictions de droit commun.

La commission centrale, prévue à l'article 29 de la loi du 11 juillet 1938, correspond avec les commissions coloniales d'évaluation en vue d'assurer l'uniformité et la régularité des liquidations et émet son avis sur toutes les difficultés dont

elle est saisie par le ministre des colonies relativement au règlement des indemnités de réquisition dans les territoires d'outre-mer.

Art. 9. — Le règlement des indemnités est fait conformément aux articles 10 à 13 du décret du 6 décembre 1938 sur les réquisitions militaires aux colonies; il doit intervenir dans un délai maximum de deux mois pour les objets mobiliers et de six mois pour les immeubles à dater de la fixation définitive de l'indemnité.

Le paiement peut avoir lieu en numéraire, en bons du trésor portant intérêt à compter de la réquisition de la propriété du bien ou selon tout autre moyen résultant des textes applicables dans chaque territoire.

Art. 10. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, le ministre des colonies, les ministres de la marine, de l'air, des finances, des affaires étrangères, du travail et des travaux publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française, aux Journaux officiels de chaque territoire intéressé et inséré aux bulletins officiels des ministères de la défense nationale et de la guerre et des colonies.

Fait à Paris, le 2 septembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil, ministre de la
défense nationale et de la guerre,*

ÉDOUARD DALADIER

Le ministre des colonies,
GEORGES MANDEL.

Le ministre des finances,
PAUL REYNAUD.

DÉCRET *créant des comités généraux, coloniaux et régionaux
de la production agricole.*

(Du 8 septembre 1939.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,
Sur le rapport du ministre des colonies,
Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;
Vu la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre;
Vu le décret du 2 mai 1939 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre dans les territoires d'outre-mer dépendant de l'autorité du ministre des colonies,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Il est créé, au chef-lieu de chaque gouvernement général, un comité général de la production agricole en temps de guerre.

Ce comité comprend :

Le gouverneur général, président.
Le directeur des services économiques.
Le chef des services d'agriculture.
Le chef des services vétérinaires.

Trois membres du conseil de gouvernement (pour l'Indochine et l'Afrique occidentale française) ou du conseil d'administration (pour l'Afrique équatoriale française et Mada-

gascar) spécialisés dans les questions de production et désignés par le gouverneur général.

L'inspecteur du travail et de la main-d'œuvre.

Le représentant de la succursale de la banque d'émission.

Art. 2. — Il est créé, au chef-lieu de chaque colonie, un comité colonial de la production agricole en temps de guerre.

Ce comité comprend :

Le gouverneur ou résident supérieur, président.

Le directeur des services économiques.

Le chef du service de l'agriculture.

Le chef du service vétérinaire.

L'inspecteur du travail et de la main-d'œuvre.

Le représentant de la banque d'émission.

Un représentant des producteurs européens.

Deux représentants des producteurs indigènes.

(Ces trois derniers désignés par le gouverneur.)

Art. 3. — Il est créé, au chef-lieu de chaque circonscription administrative, un comité régional de la production agricole en temps de guerre.

Ce comité comprend :

Le chef de la circonscription administrative, président.

Un fonctionnaire du service de l'agriculture ;

Un fonctionnaire du service vétérinaire.

Un représentant des producteurs européens.

Deux représentants des producteurs indigènes.

Tous ces membres sont désignés par le gouverneur.

Art. 4. — Ces comités proposent toutes mesures ou donnent tous avis en vue de la réalisation du plan de production agricole établi pour le gouvernement général, la colonie, ou la circonscription administrative :

a) Ils établissent les besoins en main-d'œuvre, engrais, semences, outillage des exploitations agricoles et des artisans ruraux ;

b) Ils font connaître les conditions de toute nature qui sont susceptibles d'aider à l'accroissement de la production agricole, notamment la rémunération des producteurs, l'achalandage des magasins et factoreries ;

c) Ils font des propositions concernant la distribution du crédit (avances en espèces ou en nature) et l'organisation des transports intérieurs.

Art. 5. — Les comités généraux et coloniaux dirigent et coordonnent l'action des comités régionaux.

Les comités se réunissent obligatoirement avant le début de chaque campagne agricole et en vue de sa préparation, et en outre, une fois au moins par trimestre.

Chaque comité régional établit après chaque réunion une note sommaire sur les questions prévues à l'article 4 sur les difficultés rencontrées et les solutions proposées. Il transmet d'urgence cette note au chef de la colonie qui établit dans les mêmes conditions une nouvelle note sommaire pour l'ensemble du territoire.

Le chef de la colonie envoie par les voies les plus rapides cette note, soit au gouverneur général, soit directement au département.

Le gouverneur général centralise les notes de chefs de territoires et établit dans les mêmes conditions, pour l'ensemble du gouvernement général, une note résumant l'ensemble des observations recueillies, et la transmet par les voies les plus rapides au département.

Art. 6. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 8 septembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

GEORGES MANDEL.

Application aux territoires relevant du ministère des colonies autres que les Antilles, la Guyane et la Réunion du décret du 1^{er} septembre 1939 relatif aux actions en justice et aux prescriptions et délais de procédure intéressant les mobilisés.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 9 septembre 1939.

Monsieur le Président,

Il nous est apparu opportun de rendre applicables aux colonies autres que les Antilles, la Guyane et la Réunion, aux pays de protectorat et aux territoires sous mandat relevant du ministère des colonies, les dispositions du décret-loi du 1^{er} septembre 1939 relatif aux actions en justice et aux prescriptions et délais de procédure intéressant les mobilisés.

Le projet de décret que nous avons l'honneur de soumettre ci-joint à votre haute sanction répond à cette préoccupation.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

Le ministre des colonies,

GEORGES MANDEL.

*Le garde des sceaux, ministre
de la justice,*

PAUL MARCHANDEAU.

DÉCRET

(Du 9 septembre 1939.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice ;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu le mandat sur le Togo et le Cameroun confirmé à la France par la Société des nations en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles en date du 28 juin 1919 ;

Vu le décret du 1^{er} septembre 1939 relatif aux actions en justice et aux prescriptions et délais de procédure intéressant les mobilisés,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Les dispositions du décret-loi susvisé du 1^{er} septembre 1939 sont déclarées applicables aux territoires relevant du ministère des colonies autres que les Antilles, la Guyane et la Réunion.

Art. 2. — Le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié aux

Journaux officiels de la République française et des colonies intéressées.

Fait à Paris, le 9 septembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

GEORGES MANDEL.

*Le garde des sceaux, ministre
de la justice,*

PAUL MARCHANDEAU.

**Décret relatif aux actions en justice et aux prescriptions
et délais de procédure intéressant les mobilisés.**

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Paris, le 1^{er} septembre 1939.

Monsieur le Président,

En cas de guerre, il est indispensable de prendre des dispositions en faveur des citoyens appelés aux armées et qui se trouvent par là même empêchés d'accomplir les actes juridiques nécessaires à la sauvegarde de leurs intérêts : poursuite en justice ou défense à une instance devant les tribunaux, interruption de prescription, ou de péremption, formalités de toutes sortes à remplir dans certains délais pour la conservation de droits nés de la loi ou d'un contrat.

Pendant la guerre de 1914-1918, le décret du 10 août 1914 pris en vertu de la loi du 5 août 1914 avait suspendu pendant la durée de la mobilisation et jusqu'à la cessation des hostilités toutes actions en justice et tous délais de prescription ou de procédure en matière civile, commerciale ou administrative. Cette suspension des instances et des délais était générale et s'appliquait indistinctement sur tout le territoire aux mobilisés et non mobilisés.

Ce décret prévoyait cependant que la continuation des instances et l'exécution des décisions définitives pourraient être exceptionnellement autorisées par ordonnance sur requête, rendue par le président du tribunal.

Des textes ultérieurs vinrent élargir les exceptions à la suspension générale des procédures et des délais.

La levée de cette suspension ne fut d'abord possible qu'à l'égard des individus qui n'étaient ni présents sous les drapeaux, ni domiciliés dans certaines circonscriptions de la zone des armées.

Mais par la suite, la loi du 26 juillet 1918 permit de suivre des instances et de procéder à des actes d'exécution contre les mobilisés au cas où ceux-ci auraient renoncé à se prévaloir de la suspension ou lorsqu'ils auraient continué ou repris, personnellement ou par mandataire, une exploitation commerciale ou industrielle.

On peut se poser la question de savoir s'il y a lieu de remettre purement et simplement cette législation en vigueur ou si, au contraire, on doit prévoir des mesures différentes.

Il nous est apparu que la législation de 1914-1918 avait une portée trop large. S'il est juste et nécessaire de protéger les mobilisés contre les actions judiciaires, il nous semblerait excessif de suspendre les délais à l'égard de tous, même des non mobilisés.

Une telle mesure comporterait de nombreux inconvé-

nients ; notamment elle aurait pour conséquence une paralysie générale des affaires alors que, par ailleurs, le Gouvernement s'efforce de maintenir l'activité économique indispensable au pays.

Sans doute avec le système en usage en 1914 et 1918 eût-il été possible de demander contre les personnes non mobilisées résidant à l'intérieur du pays la levée de la suspension des délais.

Mais au lieu de prévoir, à l'égard de ces derniers, la suspension des délais avec la possibilité d'obtenir la levée de cette suspension, il serait préférable, à notre avis, d'adopter la règle inverse, c'est-à-dire ne pas suspendre le délai en ce qui touche les non mobilisés de l'intérieur, quitte à permettre au président de leur accorder des délais, s'il y a lieu.

D'autre part, en ce qui concerne les catégories d'intéressés qu'il y a lieu de protéger, il faut observer que la notion de "mobilisé" est très large et couvre des personnes dont la situation en temps de guerre ne justifierait pas l'octroi d'une suspension générale des délais et des mesures d'exécution.

En effet, en dehors des hommes appelés sous les drapeaux et incorporés dans une formation militaire, on doit tenir compte des assujettis au service militaire qui sont mobilisés dans la position d'"affecté spécial", ainsi que d'autres personnes "requisées", bien que dégagées de toute obligation militaire. Les uns et les autres toucheront des émoluments correspondant à leur emploi et jouiront en fait d'une liberté suffisante pour parer à la défense normale de leurs intérêts.

Le cas des engagés volontaires civils pourrait sembler motiver un traitement analogue à ceux des militaires. Mais il y a lieu de remarquer que ces personnes choisissent, en principe, l'emploi auquel elles seront affectées et touchent une rémunération correspondante au salaire normal attaché à cet emploi, ainsi que des indemnités de déplacement pour elles et leur famille.

Il ne reste donc que les militaires proprement dits qui aient besoin d'une protection spéciale. On n'envisage pas, en ce qui les concerne, de distinguer entre ceux envoyés aux armées et ceux restant à l'intérieur. Les uns et les autres, pris en charge par l'administration militaire ne percevront plus qu'une solde ou des prestations en nature et leur activité sera le plus souvent totalement absorbée par le service. Il en sera de même des hommes des deux dernières classes libérées d'obligations militaires qui restent à la disposition du ministre de la guerre pour la défense passive.

C'est pour ces motifs qu'à l'expression de "mobilisé" employée en 1914-1918, nous proposons de substituer celle de "militaires appartenant aux formations de l'armée ou du territoire et personnel des formations visées par l'article 11, alinéa 1, paragraphe e de la loi sur l'organisation de la nation en temps de guerre".

À l'égard des militaires ainsi protégés aucune action en justice ne pourra être engagée ou continuée sans une autorisation préalable du président ou du juge de paix.

La loi de 1918 ne donnait pas à ce magistrat d'autre pouvoir que celui d'accorder ou de refuser l'autorisation. Le "mobilisé" étant avisé de la demande de poursuite. Il semble utile d'élargir les pouvoirs du président, en lui permettant de procéder à un aménagement des échéances du débiteur, avec l'assentiment de ce dernier. Les magistrats auront donc, par conséquent, le devoir de rechercher tout ce qui pourrait amener les parties en cause à une conciliation. Dans tous

les cas, ils veilleront à ce qu'il ne soit suivi contre les militaires aucune instance à laquelle ces derniers ne seraient pas en mesure d'assurer leur défense dans des conditions normales.

Enfin, il importe d'éviter que le système de protection institué puisse nuire à une catégorie de créanciers particulièrement intéressants, savoir les salariés et les créanciers d'aliments.

En matière fiscale, il résulte des dispositions du présent projet que les impôts continueront, en principe, d'être exigibles dans les mêmes conditions qu'en temps de paix. Mais le recouvrement en sera assuré, à l'égard des personnes ou sociétés visées à l'article 1^{er}, avec tous les ménagements désirables. L'administration s'abstiendra, en règle générale, d'engager ou de poursuivre des instances et d'accomplir des actes d'exécution contre les redevables. Il ne pourra être dérogé à cette règle qu'exceptionnellement et dans des conditions qui seront fixées par décret.

Tel est l'objet du projet de décret que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute approbation.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

*Le président du conseil, ministre de la
défense nationale et de la guerre,*

EDOUARD DALADIER.

*Le garde des sceaux, ministre
de la justice,*

PAUL MARCHANDEAU

Le ministre des finances,

PAUL REYNAUD.

Le ministre de l'intérieur,

ALBERT SARRAUT.

Le ministre des colonies,

GEORGES MANDEL.

DÉCRET

(Du 1^{er} septembre 1939).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre des finances, du ministre de l'intérieur et du ministre des colonies,

Vu la loi du 19 mars 1939, accordant au Gouvernement des pouvoirs spéciaux ;

Le conseil des ministres entendu,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}.— A dater du 2 septembre 1939 et jusqu'à la date qui sera fixée ultérieurement par décret, aucune prescription, expiration de délais ou péremption en matière civile, commerciale ou administrative, ne peut être opposée autrement que dans les conditions fixées à l'article 2, aux militaires appartenant aux formations de l'armée et du territoire, aux personnes appartenant aux formations visées par l'article 11, alinéa 1^{er}, paragraphe "e" de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation en temps de guerre, ou aux sociétés de commerce dont tous les associés en nom collectif, les gérants ou les administrateurs appartiennent aux dites formations.

La suspension des prescriptions, délais et péremptions, s'applique à tous délais impartis pour signifier, exécuter ou attaquer les décisions des tribunaux judiciaires ou administratifs, aux inscriptions hypothécaires, aux délais de présentation des effets de commerce et généralement à tous les actes qui, d'après la loi, doivent être accomplis dans un délai déterminé. Toutefois, les délais fixés pour les actes de l'état civil ne sont pas suspendus. Il en est de même des délais impartis par les lois fiscales.

Pendant le même temps et dans les mêmes conditions cessent de produire effet à l'égard des personnes et des sociétés susvisées, les clauses des contrats qui stipulent une déchéance en cas d'inexécution dans un délai ou à une date préfixe, à condition que ces contrats aient été conclus avant le 2 septembre 1939.

Pendant le même temps, à l'égard des personnes et des sociétés susvisées, les instances seront engagées ou poursuivies, les actes d'exécution seront accomplis dans les conditions fixées à l'article 2.

Pour la sauvegarde des droits qui ne pourraient être exercés en vertu des dispositions ci-dessus, tous délais sont prorogés et aucune forclusion ne peut être encourue.

Art. 2.— La levée de la suspension des délais, la levée de la suspension des effets des contrats, l'exercice des actions en justice et l'exécution des décisions judiciaires ou administratives définitives, ne peuvent intervenir, à l'égard des personnes ou sociétés visées à l'article 1^{er}, que sur ordonnance, en matière civile, du président du tribunal civil, ou du juge de paix pour les litiges de sa compétence, en matière commerciale, du président du tribunal de commerce du domicile de la personne ou du siège social de la société, la continuation des instances engagées ne pourra, de même, intervenir que sur ordonnance du président de la juridiction saisie.

La demande sera introduite par simple requête.

Le président du tribunal appréciera, après s'être entouré de tous les renseignements utiles, notamment, s'il y a lieu, auprès des parties ou de leurs représentants, si la personne ou la société se trouve en état de soutenir l'instance et de satisfaire à la poursuite.

Sur la demande du débiteur, le président pourra procéder à un aménagement des échéances, y compris celles des effets de commerce, à telles conditions d'intérêts qu'il estimera, à défaut d'intérêts contractuels ou de droit. Par dérogation à l'article 1244 du code civil, les délais accordés par le président pourront dépasser un an.

L'autorisation sera accordée sans frais.

L'ordonnance n'est susceptible ni d'opposition, ni d'appel, elle est dispensée d'enregistrement.

L'autorisation pourra, s'il y a lieu, être révoquée par la juridiction saisie.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux créances de l'Etat, des collectivités et des établissements publics. En ce qui concerne ces créances, un décret pris sur les propositions des ministres intéressés fixera les conditions dans lesquelles pourront être accomplis les actes d'exécution et engagements aux poursuites, et autres actions en justice.

Art. 3.— Les personnes ou sociétés visées à l'article 1^{er} peuvent renoncer à se prévaloir des dispositions de cet article.

Seront présumées y avoir renoncé, pour ce qui concerne leur exploitation, les personnes ou sociétés qui, directement ou par préposé, auront continué ou repris, depuis la mobilisation, une exploitation commerciale ou industrielle ; tout gé-

rant ou toute personne préposés par elles, à l'exploitation de leur entreprise commerciale ou industrielle, est présumé avoir reçu un pouvoir l'autorisant à soutenir l'instance en leur nom.

Art. 4. — A dater du 2 septembre 1939, les juges peuvent renouveler pour une période qui ne pourra excéder un an, les délais accordés en application de l'article 1244 du code civil antérieurement à la promulgation du présent décret.

Art. 5. — Les dispositions de l'article 1^{er} du présent décret ne sont pas opposables au ministère public, ni à la partie civile devant les juridictions répressives, ni aux créanciers de salaires ou d'aliments, ni à l'administration chargée du recouvrement des cotisations d'assurances sociales, ni aux caisses de compensation d'allocations familiales.

Art. 6. — Le présent décret est applicable à l'Algérie et aux colonies des Antilles, de la Guyane et de la Réunion.

Art. 7. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre des finances, le ministre de l'intérieur et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera soumis à la ratification des chambres, conformément à la loi du 19 mars 1939.

Fait à Paris, le 1^{er} septembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,
ministre de la défense nationale
et de la guerre,*

EDOUARD DALADIER.

*Le garde des sceaux,
ministre de la justice,*
PAUL MARCHANDEAU.

Le ministre des finances,
PAUL REYNAUD.

Le ministre de l'intérieur,
ALBERT SARRAUT.

Le ministre des colonies,
GEORGES MANDEL.

Application aux territoires relevant du ministère des colonies autres que les Antilles et la Réunion des dispositions du décret relatif à la suspension de l'exécution des condamnations à l'emprisonnement en cas de mobilisation générale.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Paris, le 9 septembre 1939.

Monsieur le Président,

Un décret-loi du 1^{er} septembre 1939 a prévu la suspension de l'exécution des condamnations à l'emprisonnement en cas de mobilisation générale.

Il nous est apparu opportun d'en adapter les dispositions telles qu'elles figurent au *Journal officiel* du 2 septembre 1939 avec rectificatif au *Journal officiel* du 3 septembre 1939, aux colonies autres que les Antilles et la Réunion, aux pays de protectorat et aux territoires sous mandat relevant du ministère des colonies.

Le projet de décret que nous avons l'honneur de soumettre ci-joint à votre haute sanction répond à cette préoccupation.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

Le Ministre des colonies,
GEORGES MANDEL.

*Le garde des sceaux, ministre
de la justice,*
PAUL MARCHANDEAU.

DÉCRET

(Du 9 septembre 1939).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Sur le rapport du ministre des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu le mandat sur le Togo et le Cameroun confirmé à la France par la Société des nations en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles en date du 28 juin 1919 ;

Vu le décret-loi du 1^{er} septembre 1939 relatif à la suspension de l'exécution des condamnations à l'emprisonnement en cas de mobilisation générale,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Les dispositions du décret-loi susvisé du 1^{er} septembre 1939 sont déclarées applicables aux territoires relevant du ministère des colonies autres que les Antilles et la Réunion.

Art. 2. — Les attributions dévolues par le texte susvisé au préfet et au procureur de la République seront exercées respectivement par le gouverneur ou le chef du territoire, par le procureur de la République ou le juge de paix à compétence étendue.

Les pouvoirs dévolus par l'article 4 au garde des sceaux seront exercés par le ministre des colonies.

Art. 3. — Le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié aux *Journaux officiels* de la République française et des territoires intéressés et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 9 septembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
GEORGES MANDEL.

*Le garde des sceaux, ministre
de la justice,*
PAUL MARCHANDEAU.

DÉCRET relatif à la suspension de l'exécution des condamnations à l'emprisonnement en cas de mobilisation générale.

(Du 1^{er} septembre 1939).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la dé-

fense nationale et de la guerre, du ministre de l'intérieur et du garde des sceaux, ministre de justice ;

Vu la loi du 19 mars 1939 accordant au gouvernement des pouvoirs spéciaux ;

Le conseil des ministres entendu,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — En cas de mobilisation générale les individus de nationalité française, soumis à des obligations militaires et détenus en exécution d'une condamnation, prononcée par une juridiction de droit commun, à une peine d'emprisonnement inférieure à six mois, bénéficieront de plein droit d'une suspension d'exécution de leur peine et seront libérés.

Toutefois, sur avis du procureur de la République dans le ressort duquel se trouve l'établissement pénitentiaire où la peine est subie, le préfet du département dans lequel est situé cet établissement, pourra ordonner le maintien en détention d'un condamné.

Art. 2. — Les individus de nationalité française soumis à des obligations militaires en cas de mobilisation générale et condamnés, par une juridiction de droit commun, à une peine correctionnelle de plus de six mois, ainsi que les individus de nationalité étrangère condamnés, par une juridiction de droit commun, à une peine correctionnelle d'emprisonnement, qui s'engageraient dans l'armée française, pourront bénéficier d'une mesure de suspension d'exécution de leur peine par décision individuelle prise par le préfet sur avis du procureur de la République.

Art. 3. — L'exécution des peines d'emprisonnement provisoirement suspendues dans les conditions prévues par les articles 1^{er} et 2 ci-dessus, sera reprise sur arrêté du garde des sceaux révoquant cette suspension.

Toutefois, le préfet du département dans lequel la peine était en cours d'exécution au moment de la mobilisation, pourra, à tout moment, sur avis du procureur de la République, révoquer par mesure individuelle la suspension d'exécution de la peine d'un condamné ayant bénéficié des dispositions des articles 1^{er} ou 2 ci-dessus.

Art. 4. — Le présent décret sera soumis à la ratification des chambres, conformément aux dispositions de la loi du 19 mars 1939.

Art. 5. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, le ministre de l'intérieur et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 1^{er} septembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil, ministre
de la défense nationale et de la guerre,*

EDOUARD DALADIER.

Le ministre de l'intérieur,

ALBERT SARRAUT.

*Le garde des sceaux, ministre
de la justice,*

PAUL MARCHANDEAU.

Décret relatif aux avoirs à l'étranger.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Paris, le 9 septembre 1939.

Monsieur le Président,

A l'heure où le pays mobilise tous les hommes valides, il a le droit de soumettre les fortunes aux réglementations les plus sévères, dès lors que le salut public l'exige.

Le contrôle des changes nous garantit dans les circonstances présentes la conservation sur le territoire de toutes les ressources qui y sont disponibles. Les mêmes raisons qui nous ont conduit à vous proposer l'institution de ce contrôle, imposent de procéder dès maintenant à un recensement complet des biens français situés à l'étranger.

Les personnes physiques de nationalité française étaient, certes, déjà tenues de produire chaque année, en même temps que la déclaration de leurs revenus de l'année précédente, la déclaration détaillée de leurs avoirs à l'étranger. Mais ainsi limité, l'inventaire eût été incomplet. Il était indispensable de demander aussi des déclarations à toutes les personnes physiques ou morales ayant leur résidence habituelle ou possédant des établissements sur le territoire de l'empire français.

Ces nouvelles déclarations seront exclusives de toute préoccupation fiscale.

Déjà, dans bien des domaines, depuis le début de la guerre, le service de la nation apporte avec lui l'absolution des fautes passées. Dans le domaine fiscal, l'amnistie sera subordonnée soit au rapatriement immédiat des avoirs possédés à l'étranger, soit à la production régulière et sincère de la déclaration nouvelle.

Par contre, nous avons prévu les pénalités les plus dures pour ceux qui essaieraient encore de se soustraire à leur devoir en dissimulant à l'office des changes tout ou partie de leur avoir à l'étranger.

Ces pénalités comportent, à la fois, une sévère peine d'emprisonnement, sans possibilité de sursis, la confiscation des avoirs dissimulés ou de leur contre-valeur en francs, des amendes élevées, non susceptibles de remise, la perte des droits civiques et des mesures de publicité au domicile et à la mairie du domicile du condamné. Le recouvrement de la valeur des biens dissimulés sera poursuivi même sur les héritiers du délinquant.

Telles sont les principales dispositions du texte que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute approbation. Ce texte ne comporte aucune mesure générale à l'égard des avoirs détenus en France. Toutefois, afin de permettre à l'office des changes de mieux apprécier le bien-fondé des demandes de changes qui lui seront adressées pour répondre à des besoins commerciaux, il nous a paru nécessaire de demander aux personnes morales la déclaration de l'or et des devises qu'elles peuvent détenir en France.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

*Le président du conseil, ministre
de la défense nationale et
de la guerre,*

EDOUARD DALADIER.

Le ministre des finances,
PAUL REYNAUD.

DÉCRET

(Du 9 septembre 1939.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et du ministre des finances,

Vu la loi du 19 mars 1939 tendant à accorder au Gouvernement des pouvoirs spéciaux ;

Vu le décret du 9 septembre 1939 prohibant ou réglementant en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or ;

Vu le décret du 9 septembre 1939 portant application aux colonies et territoires africains sous mandat de ce dernier décret ;

Le conseil des ministres entendu,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. — Toutes personnes physiques de nationalité française ayant leur résidence habituelle dans la métropole, en Algérie, dans les colonies et dans les territoires africains sous mandat français et toutes personnes morales françaises ou toutes personnes morales étrangères pour les établissements qu'elles possèdent dans la métropole, en Algérie, dans les colonies et dans les territoires africains sous mandat français, conservant à l'étranger des biens mobiliers ou immobiliers, ou possédant des créances sur l'étranger, non représentées par des valeurs mobilières détenues en France, ou encore ayant conclu des conventions quelconques leur assurant directement ou indirectement des participations, intérêts ou revenus à l'étranger, doivent faire, à l'office des changes créé par le décret du 9 septembre 1939, la déclaration de ces avoirs, par nature et valeur, arrêtée à la date du 15 octobre 1939. Elles sont également tenues de justifier à tout moment, sur demande de l'office des changes, l'existence de ces avoirs ou les modifications survenues dans leur consistance depuis le 15 octobre 1939.

Art. 2. — Les déclarations visées à l'article précédent doivent être souscrites avant le 1^{er} décembre 1939. Toutefois, cette date est reportée au 1^{er} février 1940, lorsque, s'agissant d'une personne physique, le possesseur des avoirs est présent sous les drapeaux ou que, s'agissant d'une personne morale, tous les associés en nom collectif, gérants, administrateurs ou autres représentants, sont également présents sous les drapeaux. En outre, un délai supplémentaire pourra être accordé par l'office des changes aux personnes qui justifieront d'un cas de force majeure les mettant dans l'impossibilité de déposer leurs déclarations dans les délais impartis.

Art. 3. — Les personnes morales visées à l'article 1^{er} ci-dessus sont, en outre, tenues de faire à l'office des changes, dans les conditions stipulées à l'article précédent, la déclaration détaillée de l'or et des devises étrangères leur appartenant à la date du 15 octobre 1939 et qui n'entrent pas dans la catégorie des biens à comprendre dans la déclaration prévue par ledit article 1^{er}.

Art. 4. — Les défauts de déclarations, retards, omissions ou insuffisances sont constatés par les agents désignés à l'article 24 du décret du 9 septembre 1939 pris pour l'application du décret du même jour réglementant en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or.

Les poursuites tendant à la répression de ces infractions sont engagées sur la plainte du ministre des finances.

Ces infractions sont punies :

- 1^o D'un emprisonnement de six mois à cinq ans ;
- 2^o D'une amende de 1.000 à 100.000 fr. ;
- 3^o De la confiscation des avoirs non déclarés. Au cas où les avoirs n'ont pas été saisis, le délinquant et en cas de décès de celui-ci ses héritiers ou ayants-cause, sont condamnés à en payer la valeur ;
- 4^o De l'interdiction de l'exercice des droits civiques ;
- 5^o De l'affichage du jugement pendant trois mois à la porte du domicile du condamné et à la mairie du lieu de ce domicile ;
- 6^o De la publication dudit jugement dans cinq journaux aux frais du condamné ;
- 7^o De l'exclusion de plein droit, s'il y a lieu, de l'ordre national de la Légion d'honneur.

Il ne peut être fait application de la loi du 26 mars 1891.

Si les avoirs dissimulés appartiennent à une personne morale, celle-ci et ses représentants légaux ou statutaires y compris, le cas échéant, chacun des membres du conseil d'administration, sont tenus personnellement et solidairement responsables des condamnations pécuniaires prononcées.

Art. 5. — Aucune réclamation fiscale ne pourra pour le passé, sous la réserve que ces avoirs n'aient fait l'objet d'aucune procédure administrative ou judiciaire à la date de la promulgation du présent décret, être formulée du chef d'avoirs à l'étranger qui seront :

Soit rapatriés avant le 15 octobre 1939 ;

Soit régulièrement déclarés dans les conditions prévues au présent décret.

Art. 6. — Des décrets, pris sous la signature des ministres intéressés, fixeront les conditions d'application du présent décret, qui sera soumis à la ratification des Chambres, conformément aux dispositions de la loi du 19 mars 1939.

Art. 7. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 9 septembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre,

EDOUARD DALADIER.

Le ministre des finances,
PAUL REYNAUD.

Dénombrement, dans les colonies, protectorats et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies, des étrangers sans nationalité et des autres étrangers bénéficiaires du droit d'asile.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Paris, le 10 septembre 1939.

Monsieur le Président.

Un décret du 20 juillet 1939, pris en application du décret-loi du 12 avril 1939, relatif à l'extension aux étrangers béné-

ficiers du droit d'asile des obligations imposées aux français, par les lois de recrutement et la loi sur l'organisation de la nation en temps de guerre, a fixé les règles de dénombrement des étrangers bénéficiaires dudit droit d'asile et des étrangers sans nationalité.

Le décret du 18 mai 1939 ayant étendu aux territoires relevant du ministère des colonies les dispositions du décret-loi précité, il nous a paru nécessaire d'y appliquer également les dispositions du décret du 20 juillet 1939 en adaptant son texte aux contingences locales.

Tel est l'objet du projet de décret ci-joint, que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

*Le président du conseil, ministre de la
défense nationale et de la guerre.*

EDOUARD DALADIER.

*Le ministre des affaires
étrangères,*

GEORGES BONNET.

Le ministre des colonies,
GEORGES MANDEL.

DÉCRET.

(Du 10 septembre 1939.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, du ministre des affaires étrangères et du ministre des colonies;

Vu le décret du 18 mai 1939, étendant aux territoires relevant du ministère des colonies les dispositions du décret du 12 avril 1939, concernant l'utilisation militaire des étrangers sans nationalité et des étrangers bénéficiaires du droit d'asile;

Vu le décret du 20 juillet 1939 sur le dénombrement en France des étrangers sans nationalité et des autres étrangers bénéficiant du droit d'asile.

Vu l'article 3 du décret susvisé;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Il est institué, dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies, un relevé général des étrangers visés par l'article 3 du décret du 12 avril 1939 susvisé.

Ce relevé ne constitue que le dénombrement provisoire de ces étrangers et ne préjuge pas les décisions qui seront prises par la commission de révision qui sera instituée par un décret ultérieur.

Art. 2. — Les étrangers, âgés de vingt à quarante-huit ans qui, ne justifiant d'aucune nationalité, n'ont pas encore été recensés en vertu de l'article 3 de la loi du 31 mars 1928, seront dénombrés et portés sur le « relevé général ».

Art. 3. — Les autres étrangers, âgés de vingt à quarante-huit ans, qui déclarent être réfugiés dans un des territoires relevant du ministère des colonies et sont admis au bénéfice du droit d'asile, seront également dénombrés et portés sur le « relevé général », s'ils séjournent sur ce territoire dans les conditions énoncées à l'article 5.

Art. 4. — Les étrangers visés aux articles 2 et 3 du présent décret et remplissant les conditions de séjour énoncées à l'article 5 ci-après, sont tenus, sur convocation par voie d'affiches, de se présenter à l'autorité administrative dans les délais et dans les conditions qui seront fixés par des arrêtés locaux.

Les étrangers qui ne se seront pas présentés mais qui, néanmoins, rempliraient les conditions prévues par l'article 3 du décret du 12 avril 1939, pourront être appelés par convocation individuelle.

Art. 5. — Tout étranger ayant été admis au bénéfice du droit d'asile sera inscrit sur le « relevé général » s'il est muni des pièces de séjour ou d'identité réglementaire. S'il n'est pas muni de ces documents, l'étranger admis au bénéfice du droit d'asile sera néanmoins dénombré, après un séjour de deux mois dans la colonie, pays de protectorat ou territoire sous mandat relevant du ministère des colonies, conformément à l'article 8 du décret du 12 avril 1939, à moins qu'il ne justifie de démarches pour quitter la colonie, le pays de protectorat ou le territoire sous mandat.

En ce cas, il sera sursis à son dénombrement pendant un délai qui sera fixé par arrêté local et qui pourra, éventuellement, être renouvelé par l'autorité administrative sans que sa durée totale puisse en aucun cas, excéder un an.

Pour les étrangers admis au bénéfice du droit d'asile, résidant dans la colonie, le pays de protectorat ou le territoire depuis plus de deux mois lors de la publication du présent décret, le point de départ du délai visé à l'alinéa précédent sera fixé à cette dernière date.

Art. 6. — Les étrangers qui, à l'occasion des opérations de dénombrement, auront déclaré qu'ils ne se considèrent pas comme réfugiés ou qui n'auront pas été admis au bénéfice du droit d'asile, ne pourront se prévaloir de ce droit s'ils rejoignent ultérieurement l'ordre de quitter le territoire.

Il en sera de même s'ils ne répondent pas, dans un délai qui sera fixé par arrêté local, aux convocations qui leur seront adressées.

Art. 7. — Toutefois, si en raison d'un fait nouveau, l'étranger remplit ultérieurement les conditions définies à l'article 4, il sera dénombré.

Art. 8. — Le dénombrement des étrangers sans nationalité et des autres étrangers bénéficiaires du droit d'asile, s'effectuera d'après l'âge qui aura été atteint par les intéressés au 1^{er} janvier de l'année,

Les étrangers sans nationalité, âgés de vingt à quarante-huit ans, non encore recensés, seront inscrits sur le « relevé général » avant le 1^{er} janvier 1940.

Le dénombrement des autres étrangers bénéficiaires du droit d'asile, s'accomplira de la façon suivante :

Les hommes âgés de vingt à vingt-sept ans, seront dénombrés avant le 1^{er} janvier 1940;

Les hommes âgés de vingt-sept à trente-cinq ans, seront dénombrés avant le 1^{er} mars 1940;

Les hommes âgés de trente-cinq à quarante ans avant le 1^{er} mai 1940;

Les hommes de quarante à quarante-huit ans avant le 1^{er} mai 1940;

Les étrangers qui seront reconnus comme ne justifiant d'aucune nationalité ou comme bénéficiaires du droit d'asile, postérieurement à ces dates, seront inscrits dès que cette reconnaissance aura été effectuée.

Art. 9. — Le dénombrement sera effectué dans les condi-

tions qui seront fixées par des arrêtés locaux par les autorités administratives du lieu de résidence des intéressés.

Ces derniers seront inscrits, soit d'office, soit sur la demande de leurs parents ou représentants légaux.

Art. 10. — Un décret complémentaire déterminera dans quelles conditions s'effectuera la révision de ces étrangers, fixera les unités dans lesquelles ils serviront et la durée de leur service.

Art. 11. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, le ministre des affaires étrangères et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française ainsi qu'aux *Journaux officiels* des territoires intéressés et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 10 septembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil, ministre de la
défense nationale et de la guerre,*

EDOUARD DALADIER.

Le ministre des affaires étrangères,

GEORGES BONNET.

Le ministre des colonies,

GEORGES MANDEL.

DÉCRET fixant les conditions d'application du décret du 9 septembre 1939 relatif aux avoirs à l'étranger.

(Du 4 octobre 1939.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères et du ministre des finances,

Vu la loi du 19 mars 1939 tendant à accorder au Gouvernement des pouvoirs spéciaux ;

Vu le décret du 9 septembre 1939 relatif aux avoirs à l'étranger ;

Le conseil des ministres entendu,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Toute personne morale française doit faire à l'office des changes la déclaration des participations qu'elle possède, à la date du 15 novembre 1939, dans toutes sociétés étrangères, lorsque ces participations atteignent au moins 30 p. 100 du capital desdites sociétés, et ce quel que soit le lieu où sont détenus les titres correspondants.

Ces déclarations sont faites dans les mêmes conditions et sous les mêmes sanctions que les déclarations prévues par le décret du 9 septembre 1939 relatif aux avoirs à l'étranger.

Art. 2. — A la date du 15 octobre 1939 prévue par le décret du 9 septembre 1939 relatif aux avoirs à l'étranger, est substituée la date du 15 novembre 1939.

Art. 3. — Le présent décret sera soumis à la ratification des Chambres, conformément aux dispositions de la loi du 19 mars 1939.

Art. 4. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le con-

cerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 4 octobre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil, ministre
de la défense nationale et de la guerre,
et des affaires étrangères,*

EDOUARD DALADIER.

Le ministre des finances,

PAUL REYNAUD.

DÉCRET fixant les conditions d'application aux colonies et territoires africains sous mandat français des décrets du 9 septembre et du 4 octobre 1939 relatifs aux avoirs à l'étranger.

(Du 21 octobre 1939.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, du ministre des finances et du ministre des colonies,

Vu le décret du 9 septembre 1939 relatif aux avoirs étrangers ;

Vu le décret du 4 octobre 1939 modifiant le décret précédent,

DÉCRÈTE :

TITRE 1^{er}

Personnes assujetties à la déclaration.

Article 1^{er}. — Toutes personnes physiques, de nationalité française, sont tenues de produire la déclaration prévue par l'article 1^{er} du décret relatif aux avoirs à l'étranger, dès lors qu'au 15 novembre 1939 elles possèdent dans une colonie ou un territoire africain sous mandat français leur résidence habituelle.

Sont présumées résider habituellement dans une colonie ou un territoire africain sous mandat français, les personnes physiques de nationalité française qui y possèdent une résidence ou y exercent une activité professionnelle. Il appartient, le cas échéant, aux intéressés d'établir la preuve que leur résidence habituelle ou le lieu de leur principal établissement est en territoire étranger.

Lorsque des personnes physiques ont une résidence à la fois dans une colonie ou un territoire africain sous mandat français et en France, la déclaration doit être faite à la résidence principale.

Art. 2. — Sont tenues de produire les déclarations visées par les articles 1^{er} et 3 du décret susvisé, toutes personnes morales françaises existant à la date du 15 novembre 1939.

Sont considérées comme personnes morales françaises toutes les personnes morales de nationalité française ainsi que les personnes morales de nationalité étrangère dont le principal champ d'activité se trouve dans une colonie ou un territoire africain sous mandat français.

Art. 3. — Sous réserve des dispositions du deuxième alinéa de l'article précédent, les personnes morales étrangères sont tenues d'établir les déclarations susvisées pour les établissements qu'elles possèdent dans les colonies et dans les territoires africains sous mandat français à la date du 15 novembre 1939. Il doit être établi une déclaration distincte pour chaque établissement doté d'une comptabilité propre ou jouissant d'une organisation autonome.

TITRE II.

Avoirs à mentionner dans la déclaration.

Art. 4. — Doivent figurer dans la déclaration prévue par l'article 1^{er} du décret du 9 septembre 1939, tous biens meubles ou immeubles situés matériellement à l'étranger, tous droits corporels ou incorporels à l'étranger, toutes créances sur l'étranger non représentées par des titres négociables détenues dans la métropole, en Algérie, dans les pays de protectorat, dans les colonies ou territoires africains sous mandat français, toutes conventions assurant, directement ou indirectement, des participations, intérêts ou revenus à l'étranger, telles que, notamment, les conventions de trustees, les contrats de capitalisation, d'épargne ou d'assurance, les fondations constituées dans un intérêt privé.

Pour l'application des dispositions qui précèdent, ne sont pas considérés comme territoires étrangers, la métropole, l'Algérie, les pays de protectorat, les autres colonies et territoires africains sous mandat français.

Art. 5. — Ne sont pas considérés comme avoirs à l'étranger, ni par conséquent assujettis à la déclaration visée à l'article précédent, les comptes en devises étrangères ouverts dans des établissements de banque en France, en Algérie, dans les pays de protectorat et dans les colonies et territoires africains sous mandat français, non plus que les valeurs étrangères situées matériellement à l'étranger mais placées sous le dossier desdits établissements pour le compte de leurs propriétaires.

Art. 6. — Les déclarations sont établies sur des formules mises à la disposition des intéressés par l'administration, et dont le modèle sera fixé par un arrêté du ministre des finances et du ministre des colonies. Elles doivent donner toutes indications utiles sur la nature, la consistance et la valeur des avoirs détenus à l'étranger.

En ce qui concerne les établissements que les personnes physiques ou morales, telles qu'elles sont définies aux articles 1^{er} et 2, possèdent à l'étranger, les déclarations doivent comporter une déclaration d'existence, un bilan établi, soit au 15 novembre 1939, soit au jour de clôture du dernier exercice social précédant cette date. Dans ce dernier cas, une situation sommaire des comptes au 15 novembre 1939 doit être jointe au bilan. L'office colonial des changes est en droit de demander toutes justifications à l'égard de ces établissements.

TITRE III

Production de la déclaration.

Art. 7. — En ce qui concerne les personnes physiques, la déclaration doit être souscrite par le propriétaire des avoirs à l'étranger ou par son représentant légal. Ce dernier, en cas de défaut de déclaration, de retard, d'omission, ou d'insuffisance, s'expose aux peines prévues par l'article 4 du décret du 9 septembre 1939 susvisé.

Dans le cas d'un compte joint ou d'un coffre à l'étranger loué conjointement par plusieurs personnes, ainsi que dans le cas de propriétés indivises, chacun des déposants ou propriétaires est tenu de déclarer l'ensemble commun.

Art. 8. — En ce qui concerne les personnes morales françaises et les personnes morales étrangères pour leurs établissements dans les colonies et territoires africains sous mandat français, les déclarations doivent être souscrites par la ou les personnes chargées de la direction desdits établissements, lesquelles sont responsables sous les peines prévues par l'article 4 du décret susvisé du 9 septembre 1939

des défauts de déclaration, retards, omissions ou insuffisances.

Art. 9. — Dans le cas de force majeure prévue par l'article 2 du décret relatif aux avoirs à l'étranger, une demande doit être adressée à l'office colonial des changes, suivant les cas, avant le 1^{er} décembre 1939 ou avant le 1^{er} février 1940, en vue de l'obtention d'un délai supplémentaire.

Art. 10. — Dans le cas où, sans être victime d'un événement de force majeure, les personnes assujetties à la déclaration ne disposeraient pas en raison de difficultés de transmission ou de déplacement, des renseignements nécessaires à l'établissement de leur déclaration, conformément aux conditions prévues au présent décret, une déclaration provisoire pourrait être déposée avant le 1^{er} décembre 1939. Le dépôt de cette déclaration provisoire mettra le signataire à l'abri de toutes poursuites jusqu'au 1^{er} avril 1940, date extrême à laquelle devra être produite la déclaration détaillée et définitive.

Dans le même cas, lorsque, s'agissant d'une personne physique, le possesseur des avoirs est présent sous les drapeaux ou que, s'agissant d'une personne morale, tous les associés en nom collectif, gérants, administrateurs ou autres représentants sont également présents sous les drapeaux, une déclaration provisoire pourra être déposée avant le 1^{er} février 1940, la déclaration détaillée et définitive devant intervenir avant le 1^{er} juin 1940.

TITRE IV

Déclarations particulières aux personnes morales.

Art. 11. — Les biens détenus dans la métropole, en Algérie, dans les pays de protectorat et dans les colonies et territoires africains sous mandat, dont la déclaration par les personnes morales françaises ou par les personnes morales étrangères pour leurs établissements dans les colonies et dans les territoires africains sous mandat, est prévue par l'article 3 du décret du 9 septembre 1939, sont : l'or en lingots ou en barres, les pièces de monnaie d'or françaises ou étrangères, les billets de banque étrangers, les chèques, lettres de change et traites libellées en monnaies étrangères, les soldes au 15 novembre 1939 de tous comptes courants en monnaies étrangères ouverts dans des banques dans la métropole, en Algérie, dans les pays de protectorat et dans les colonies et territoires africains sous mandat.

Les déclarations sont faites dans les mêmes formes et conditions que les déclarations prévues par l'article 1^{er} du décret susvisé.

Art. 12. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, le ministre des finances et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 21 octobre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil, ministre
de la défense nationale et de
la guerre et des affaires étrangères,*

ÉDOUARD DALADIER.

Le ministre des finances,

PAUL REYNAUD.

Le ministre des colonies,

GEORGES MANDEL.

Texte officiel publié à titre d'information.

Décret relatif à la situation des fonctionnaires rappelés sous les drapeaux.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Paris, le 29 juillet 1939.

Monsieur le Président,

Conformément à la décision adoptée lors des événements de septembre 1938, il a été admis jusqu'à présent à titre provisoire, que les fonctionnaires, agents et ouvriers de l'Etat rappelés sous les drapeaux en vertu des dispositions du décret-loi du 20 mars dernier seraient placés sous le régime de la loi du 1^{er} juin 1878 relative « au cumul de la solde militaire avec les traitements pour les militaires de réserve appelés en temps de paix à des exercices ou manœuvres » et qu'ils seraient en conséquence autorisés à cumuler leur traitement ou salaire avec leur solde ou prestations militaires dans les conditions prévues par ladite loi et par les dispositions réglementaires prise en vue de son application.

Ce cumul, qui pouvait être considéré comme normal en cas de rappel sous les drapeaux pour une courte période d'instruction, ne saurait, sans abus évident, continuer d'être autorisé en faveur des fonctionnaires ou agents rappelés pour une période qui excède dès à présent trois mois et est susceptible de se prolonger.

Il convient, par suite, de régler sur des bases nouvelles la situation des fonctionnaires, agents et ouvriers de l'Etat rappelés sous les drapeaux en vertu des dispositions du décret-loi du 20 mars précité. Les mesures que nous avons envisagées maintiennent pendant une durée d'un mois à compter de leur rappel, et dans les conditions fixées par la réglementation actuellement en vigueur, les dispositions de la loi du 1^{er} juin 1878.

A l'expiration de ce délai, les intéressés ne bénéficieront que des allocations de solde journalière ou mensuelle attachées à leur grade et à leur situation militaire.

Il nous a paru toutefois qu'il convenait, dans l'hypothèse où les allocations de solde seraient inférieures au traitement ou salaires que percevraient les intéressés dans leur administration, de leur allouer une indemnité différentielle.

Aucun reversement ne sera exigé en ce qui concerne les sommes qui ont été perçues ou qui seraient dues en vertu de la réglementation en vigueur pour la période antérieure au 30 juin 1939.

Ces diverses mesures s'appliquent aux militaires de la disponibilité et des réserves rappelés sous les drapeaux ou conservés temporairement au delà d'une période réglementaire d'instruction, à l'exclusion de ceux qui ont été maintenus à leur corps après avoir terminé leurs obligations légales d'activité.

Tel est l'objet du présent projet de décret que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction, conformément aux dispositions de la loi du 19 mars 1939.

Veillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre respectueux dévouement.

*Le président du conseil, ministre de la
défense nationale et de la guerre,*

EDOUARD DALADIER.

Le ministre des finances,
PAUL REYNAUD.

DÉCRET

(Du 29 juillet 1939).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et du ministre des finances ;

Vu la loi du 1^{er} juin 1878 ;

Vu la loi du 19 mars 1939 tendant à accorder au gouvernement des pouvoirs spéciaux ;

Vu le décret du 20 mars 1939 modifiant la loi du 31 mars 1928 en ce qui concerne le rappel des réservistes ;

Le conseil des ministres entendu,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. — Les fonctionnaires, agents et ouvriers de l'Etat, de la disponibilité et des réserves, rappelés sous les drapeaux, en vertu du décret-loi du 20 mars 1939, bénéficient, pendant une durée d'un mois, à compter de leur rappel, et dans les conditions fixées par la réglementation actuellement en vigueur, des dispositions de la loi du 1^{er} juin 1878, relative au cumul de la solde militaire avec le traitement pour les militaires de réserve appelés en temps de paix à des exercices de manœuvres.

Art. 2. — A l'expiration du délai d'un mois prévu ci-dessus les fonctionnaires, agents et ouvriers visés à l'article précédent reçoivent les allocations de solde journalière ou mensuelle attachées à leur grade et à leur situation militaire.

Toutefois, sous réserve des dispositions de l'article 3, lorsque les allocations de solde sont inférieures au traitement ou salaire dont les intéressés bénéficieraient dans leur administration, il leur est accordé, par cette administration, une indemnité différentielle soumise aux retenues pour pensions dans la mesure où le sont les émoluments afférents à l'emploi civil auxquels elle se rapporte.

Les modalités d'application des dispositions qui précèdent, ainsi que les conditions suivant lesquelles les fonctionnaires, agents et ouvriers précités, pourront conserver les indemnités pour charges de famille et à caractère résidentiel seront fixées par décrets simples.

Art. 3. — L'application du présent décret n'entraînera pour les fonctionnaires, agents et ouvriers qui en font l'objet, aucun reversement des sommes qu'ils ont perçues ou qui leur seraient dues en vertu de la réglementation en vigueur pour la période antérieure au 30 juin 1939.

Art. 4. — Le présent décret sera soumis à la ratification des Chambres, conformément aux dispositions de la loi du 19 mars 1939.

Art. 5. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et le ministre des finances sont chargés de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 29 juillet 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil, ministre de la
défense nationale et de la guerre,*

EDOUARD DALADIER.

Le ministre des finances,
PAUL REYNAUD.

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

DÉCISION n° 1107 c., accordant un congé de 6 mois pour affaires personnelles à M. Liauzun, Trésorier-Payeur des Etablissements français de l'Océanie.

(Du 18 novembre 1939.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 3 juillet 1897 portant règlement sur les indemnités de route et de séjour, les concessions de passage et les frais de voyage du personnel colonial ;

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux ;

Vu la demande de congé pour affaires personnelles de M. Liauzun, Trésorier-Payeur des Etablissements français de l'Océanie, datée du 14 novembre 1939 ;

Vu l'autorisation de rentrer en France accordée à titre exceptionnel à M. Liauzun par le Ministre des colonies (télégramme n° 159 du 1^{er} novembre 1939) ;

Vu le certificat de visite n° 2 (n° d'ordre 29) du 14 novembre 1939 du Conseil de santé des Etablissements français de l'Océanie,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Un congé pour affaires personnelles de 6 mois, à passer en France, est accordé à M. Liauzun (Jean, Henri), Trésorier-Payeur des Etablissements français de l'Océanie,

Art. 2. — Le présent congé prendra effet pour compter du jour de débarquement en France de M. Liauzun qui est autorisé à embarquer sur le premier paquebot à destination de la Métropole.

Art. 3. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 18 novembre 1939.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 1132 i.c., relatif à la revision de la classe de 1940.

(Du 25 novembre 1939.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR.

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'instruction ministérielle du 4 décembre 1935 sur le recensement et la revision du contingent ;

Vu ensemble les lois des 31 mars 1928, 22 janvier 1931 et du 17 mars 1936 ;

Vu le câble colonies c/117 du 15 novembre 1939 relatif à la formation de la classe de 1940 dans les établissements français de l'Océanie,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Le conseil de revision appelé à examiner les jeunes gens de la classe de 1940, ainsi que les ajournés des classes de 1939 et 1938, se réunira aux lieux, jours et heures ci-après :

à Tahiti (le 20 décembre 1939)

1^o - A la Mairie de Papeete à partir de 7 h. 30 pour les jeunes gens de la commune de Papeete et des districts de : Faaa, Punaauia, Paea, Pare-Pirae, Arue, Mahina et Papenoo.

2^o - A Taravao, le 21 décembre 1939 à 8 heures pour les jeunes gens des districts de : Papara, Mataiea, Papeari, Vairao, Teahupoo, Tautira, Pueu, Afaahiti, Hitiaa-Faaone, Tiarei-Ma-haena.

Art. 2. — La séance de clôture des opérations de revision aura lieu le 20 janvier 1940 à la Mairie de Papeete à 14 heures.

Art. 3. — Conformément aux dispositions de l'article 18 de la loi du 31 mars 1928, Messieurs le maire de Papeete et les chefs de districts auxquels appartiennent les jeunes gens appelés devant le conseil de revision seront tenus d'assister aux séances.

Ils ont le droit de présenter des observations et doivent en application de l'article 28 de la loi, signer la liste de recensement concernant leur commune ou district.

Ils sont revêtus de leurs insignes ainsi d'ailleurs que les membres du conseil de revision.

Art. 4. — Après lecture publique des tableaux de recensement, la constatation de l'aptitude physique des jeunes gens aura lieu à huis clos.

Toutefois, pourra être admis sur sa demande à assister à la visite, le père ou le tuteur du jeune homme présenté à l'examen.

Art. 5. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué, et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 25 novembre 1939.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 1146 j., accordant dispense d'acte de naissance aux fins de mariage, à M. Colombani Ambroise.

(Du 28 novembre 1939.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR.

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'article 15 du décret du 5 mars 1927 ;

Vu les décrets des 28 juin 1877 et 18 octobre 1891 ;

Vu la requête présentée par M. Colombani Ambroise, tendant à obtenir dispense de la production de son acte de naissance à l'effet de contracter mariage avec la Dame Ani Pau a Viriamu Poe ;

Vu les raisons invoquées par le requérant et les pièces fournies à l'appui de la requête ;

Sur le rapport du Chef du Service Judiciaire ;

Le Conseil Privé entendu dans sa séance en date du 27 novembre 1939,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Dispense de la production de son acte de naissance est accordée à M. Colombani Ambroise, né à Belgodère (Corse), le 21 décembre 1877, fils de Antoine, François et de Marie Malaspina, à l'effet de contracter mariage avec la Dame Ani Pau a Viriamu Poe.

Art. 2. — Ampliation du présent arrêté sera annexée au registre de l'état civil sur lequel sera inscrit l'acte constatant la célébration du mariage.

Art. 3. — Le Chef du Service Judiciaire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 28 novembre 1939.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 1147 j.

(Du 28 novembre 1939.)

Par arrêté du Gouverneur pris en conseil privé, dispense de la production de son acte de naissance tel qu'il est prévu à l'art. 70 du Code civil, est accordée à M. John Arthur Moon, né le 27 octobre 1905, Southport U. D., district de Ormskirk, Comté de Lancaster, fils de Reginald Blakeney Moon et de Lucy Annie Crowther, à l'effet de contracter mariage avec la Demoiselle Renée, Henriette Amédet.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 1148 j.

(Du 28 novembre 1939.)

Par arrêté du Gouverneur pris en conseil privé, dispense de la production de son acte de naissance est accordée à M. Edmond Lenoir, né le 22 avril 1892, à Amaru, île Rimatara, fils de Teua Lenoir et de Teheimoroura a Turana, à l'effet de contracter mariage avec la Dame Mataitaupua a Amateau.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 1149 j.

(Du 28 novembre 1939.)

Par arrêté du Gouverneur pris en conseil privé, dispense de la production de son acte de naissance est accordée à M. John Martin, né le 1^{er} juin 1894, à Pokes Down (Angleterre), fils de John et de Emilie Suter, à l'effet de contracter mariage avec la Demoiselle Hélène Teriihoatauvahine Tuarae Mercier,

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 1150 a.g.f., portant ouverture de 897.000 francs de crédits supplémentaires au titre du budget de l'exercice en cours.

(Du 28 novembre 1939.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'insuffisance de prévisions budgétaires à l'exercice 1939 au titre des dépenses pour dettes exigibles de celles pour les exploitations industrielles;

Vu la délibération de la commission permanente des délégations économiques et financières dans la séance du 14 novembre 1939;

Sur le rapport du Chef du Service d'Administration Générale et des Finances;

Le Conseil Privé entendu dans sa séance du 27 novembre 1939,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— Il est ouvert au titre du budget local, exercice 1939, des crédits supplémentaires s'élevant à huit cent quatre vingt dix sept mille francs (897.000 fr) au titre des chapitres ci-après :

Chapitre 1 ^{er} : Dettes exigibles.....	432.000 »
— 40 : Dépenses des exploitations industrielles (matériel).....	765.000 »

Art. 2.— Il sera pourvu à la réalisation de ces dépenses, au moyen de virement des sommes correspondantes et provenant de crédits disponibles aux chapitres ci-après :

Chapitre 3 : Gouvernement—dépenses de matériel	25.000 »
— 4 : Service d'administration générale—dépenses de personnel.....	30.000 »
— 5 : Service d'administration générale—dépenses de matériel.....	55.000 »
— 6 : Services financiers—dépenses de personnel.....	50.000 »
— 9 : Dépenses des exploitations industrielles—main-d'œuvre.....	30.000 »
— 11 : Service d'intérêt social et économiques—personnel.....	300.000 »
— 18 : Dépenses imprévues.....	407.000 »
	<u>897.000 »</u>

Art. 3.— En attendant son approbation par décret, le présent arrêté est, vu l'urgence, rendu provisoirement exécutoire.

Art. 4.— Le chef du service d'administration générales et des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 28 novembre 1939.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 1151 a.g.f. approuvant le budget de la commune mixte d'Uturoa.

(Du 28 novembre 1939.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 17 décembre 1931, organisant la commune mixte d'Uturoa (Iles-sous-le-Vent);

Vu l'arrêté du 29 avril 1932, déterminant le régime financier de la commune mixte d'Uturoa;

Vu la délibération de la commission municipale en date du 10 octobre 1939;

Sur la proposition du Chef du Service d'Administration Générale et des Finances,

Le Conseil privé entendu dans sa séance du 27 novembre 1939,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— Le budget de la commune mixte d'Uturoa, pour l'exercice 1940, est approuvé, tant en recettes qu'en dépenses, à la somme de Quatre vingt quatre mille sept cents francs (84.700 fr).

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera

Papeete, le 28 novembre 1939.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 1152 co., autorisant MM. le Trésorier-Payeur, le Préposé du Trésor et les Gérants de comptes du Trésor à faire emploi dans leurs écritures du montant de divers dégrèvements accordés sur les exercices 1936, 1937, 1938 et 1939.

(Du 28 novembre 1939.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté du 16 février 1881, articles 43, 44 et 45 et le décret financier du 30 décembre 1912, articles 173, 174 et 177 ;

Vu l'arrêté n° 591 c., promulguant dans la Colonie le décret du 3 juin 1935, modifiant l'assiette de l'impôt foncier sur la propriété bâtie dans la Colonie ;

Vu l'arrêté du 29 janvier 1936, promulguant dans la Colonie le décret du 4 décembre 1935, instituant un impôt dit des routes en remplacement de l'impôt des prestations ;

Vu l'arrêté municipal n° 87 du 6 janvier 1939 créant 5 centimes additionnels ordinaires et 5 centimes additionnels extraordinaires sur les patentes, la propriété bâtie, le droit fixe et supplémentaire dans la Commune de Papeete ;

Vu l'arrêté n° 207 c., du 28 février 1939, portant majoration ou création de taxes ;

Vu les arrêtés 1050 a.g.f., 4259 a.g.f., 4447 a.g.f. et 2171 a.g.f. des 28 novembre 1935, 29 décembre 1936, 28 décembre 1937 et 20 décembre 1938 approuvant le tarif des taxes pour les années 1936, 1937 1938 et 1939 ;

Vu le rapport du Chef du Service des Contributions et l'avis conforme de M. le Chef du Service d'Administration Générale et des Finances ;

Le Conseil Privé entendu dans sa séance du 27 novembre 1939,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— MM. le Trésorier-Payeur, le Préposé du Trésor à Uturoa et les Gérants de comptes du Trésor à Huahine sont autorisés à faire emploi dans leurs écritures du montant des dégrèvements accordés à divers contribuables sur les exercices 1936, 1937, 1938 et 1939, s'élevant à la somme de : *Trente trois mille cent soixante treize francs soixante quatorze centimes*, savoir :

Perception de Tahiti.

Ordre n° 1.— Etat de cotes irrécouvrables, Exercice 1936	3.055 25
Ordre n° 2.— Etat de cotes irrécouvrables, Exercice 1936	207 90
Ordre n° 8.— Etat de cotes indûment imposées, Exercice 1936	100 50
Ordre n° 4.— Etat de cotes indûment imposées, Exercice 1936	403 90

Perception de Raiatea-Tahaa.

Ordre n° 5.— Etat de cotes indûment imposées, Exercice 1937	26 50
Ordre n° 6.— Etat de cotes irrécouvrables, Exercice 1937	45 25
Ordre n° 7.— Etat de cotes indûment imposées, Exercice 1938	45 25
Ordre n° 8.— Etat de cotes indûment imposées, Exercice 1938	337 25

Perception de Tahiti.

Ordre n° 9.— Etat de cotes irrécouvrables, Exercice 1938	115 75
Ordre n° 10.— Etat de cotes indûment imposées, Exercice 1938	1.426 75
Ordre n° 11.— Etat de cotes irrécouvrables, Exercice 1938	1.394 75

Perception de Raiatea-Tahaa.

Ordre n° 12.— Etat de cotes irrécouvrables, Exercices 1939	496 50
Ordre n° 13.— Etat de cotes indûment imposées, Exercice 1939	3.235 58

Perception de Huahine.

Ordre n° 14.— Etat de cotes indûment imposées, Exercice 1939	514 13
--	--------

Perception de Tahiti.

Ordre n° 15.— Etat de cotes indûment imposées, Exercice 1939	6.834 »
Ordre n° 16.— Etat de cotes irrécouvrables, Exercice 1939	6.231 »
Ordre n° 17.— Etat de cotes indûment imposées, Exercice 1939	1.162 75
Ordre n° 18.— Etat de cotes indûment imposées, Exercice 1939	6.101 73
Ordre n° 19.— Etat de cotes irrécouvrables, Exercice 1939	241 25
Ordre n° 20.— Etat de cotes indûment imposées, Exercice 1939	1.557 75
Total	33.473 74

Art. 2. — Les ordonnances de "remise et modération" de "décharge et réduction" seront mises à l'appui de leur comptabilité.

Art. 3. — Le Chef du Service d'Administration Générale et des Finances et le Chef du Service des Contributions sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 28 novembre 1939.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 1153 co., *rendant exécutoires des rôles supplémentaires de l'impôt des routes, des patentes fixes et du droit supplémentaire sur les asiatiques pour l'exercice 1939.*

(Du 28 novembre 1939),

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté du 16 février 1881 sur l'assiette, la liquidation et la perception des Contributions Directes ;

Vu l'arrêté n° 108 c du 29 janvier 1936 promulguant dans la Colonie le décret du 4 décembre 1935 instituant un impôt dit des routes en remplacement de l'impôt de la prestation rurale ;

Vu l'arrêté n° 2171 a.g.f. du 20 décembre 1938 approuvant le tarif des taxes locales pour l'année 1939 ;

Le Conseil Privé entendu dans sa séance du 27 novembre 1939,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— Sont rendus exécutoires les rôles supplémentaires 3^e trimestre 1939 Rurutu-Rimatarā, s'élevant à la somme de *neuf cent soixante douze francs vingt cinq centimes*.

Savoir :

Impôt des routes	250 »
Patentes fixes	600 »
Droit supplémentaire	100 »
Formules et avis	22.25
Total	972.25

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 28 novembre 1939.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 1154 co., portant annulation de liquidations émises à tort au titre des licences au cours des premier et deuxième trimestres de l'année 1935 pour une somme globale de mille vingt francs.

(Du 28 novembre 1939).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté n° 689 du 8 novembre 1930, assujettissant à la contribution des licences le commerce en gros et en détail de toute nature;

Vu l'arrêté du 22 janvier 1932 portant règlement de la liquidation et du recouvrement des impôts indirects autres que les droits de douane et octroi de mer;

Vu la lettre n° 2270/450 du 26 octobre 1939 de M. le Trésorier-Payeur;

Vu le rapport du Chef du Service des Contributions et l'avis conforme de M. le Chef du Service d'Administration Générale et des Finances;

Le Conseil Privé entendu dans sa séance du 27 novembre 1939,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— Sont annulées comme indûment émises les liquidations suivantes :

N° 71 - 1 ^{er} trimestre 1935	520 »
N° 149 - 2 ^e trimestre 1935	500 »
	<u>1.020 »</u>

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 28 novembre 1939.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 1155 co. portant réduction et annulation de quatre liquidations émises au titre de la taxe sur les armes, année 1939, pour une somme de cinquante francs.

(Du 28 novembre 1939).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 27 août 1931 réglementant le régime des armes et des munitions dans les Etablissements français de l'Océanie;

Vu l'arrêté n° 920 d. fixant la quotité et les règles de perceptions des taxes relatives à la détention, à la cession et au magasinage des armes;

Vu l'arrêté n° 67 du 22 janvier 1932 portant règlement de la liquidation et du recouvrement des impôts indirects autres que les droits de douanes et octroi de mer;

Vu le rapport du Chef du service des Contributions;

Le Conseil privé entendu dans sa séance du 27 novembre 1939,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— Sont réduites ou annulées comme irrécouvrables et indûment imposées les liquidations suivantes :

N° 77 - Ex. 1939 - Frogier Marcel V. - Indûment imposée (réduite de)	20 »
N° 225 - Ex. 1939 - Hardley Raymond - Indûment imposée (annulée)	40 »
N° 122 - Ex. 1939 - Lugagne Emile - Irrécouvrable (annulée)	10 »
N° 92 - Ex. 1939 - Bunckley Thomas E. - Indûment imposée (annulée)	10 »
Total	<u>50 »</u>

Art. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 28 novembre 1939.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 1156 a. g. f., réglementant la comptabilité des dépenses engagées par le service des travaux publics et instituant un service régi par économie pour le paiement des salaires.

(Du 28 novembre 1939.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies, notamment les articles 147 à 153 et 354 à 377;

Vu, comme raison écrite, la loi du 10 août 1922;

Vu les instructions, du 12 septembre 1933, sur la comptabilité des dépenses engagées du service des travaux publics;

Vu l'arrêté n° 677/s.g., du 6 novembre 1930, relatif au service régi par économie pour le paiement des salaires des travaux publics;

Sur la proposition concertée du chef du service d'administration générale et des finances, du trésorier-payeur et du chef du service des travaux publics;

Le conseil privé entendu le 27 novembre 1939.

ARRÊTE :

Comptabilité des dépenses engagées.

Article 1^{er}.— Il est institué dans le service des travaux publics une sous-section de comptabilité et de contrôle des dépenses engagées relevant de la section correspondante du bureau des finances.

Art. 2.— L'agent chargé de la sous-section est nommé par décision du gouverneur et placé sous la seule autorité du chef du service d'administration générale et des finances. Il est choisi parmi les agents remarqués par leur compétence financière et comptable, autant que possible employés au service des travaux publics; ses appointements sont imputables au chapitre 8 du budget local. Il ne peut être chargé d'aucune autre fonction en dehors de son service de contrôle. Il prend le titre de contrôleur des dépenses engagées par le service des travaux publics.

Art. 3.— La centralisation de la comptabilité des dépenses engagées par le service des travaux publics est tenue suivant les instructions du chef du service d'administration générale et des finances, conformément aux principes généraux en la matière, rappelés par le titre V, chapitre 23, du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies. Elle a pour but essentiel, en réunissant tous les éléments de

comptes tenus par les agents chargés de la partie technique du service des travaux publics, de suivre l'utilisation des crédits sur lesquels le chef de ce service aura été autorisé à dépenser.

Le contrôleur tient un livre-journal des dépenses engagées et un grand-livre à feuillets mobiles. Ces deux livres ne doivent pas faire double emploi avec ceux du service des travaux publics. Il tient en outre autant de livres auxiliaires qu'il est nécessaire. Le livre-journal est coté et paraphé par le chef du service d'administration générale et des finances.

Art. 4. — Les résultats de cette comptabilité sont fournis mensuellement au bureau des finances et au chef du service des travaux publics dans les cinq premiers jours du mois suivant. Ils sont transmis à l'ordonnateur par les soins du chef du service d'administration générale et des finances.

Cette communication est accompagnée d'un relevé explicatif, appuyé de tous renseignements utiles, des suppléments et des annulations de crédits que l'état des engagements pourrait motiver au cours de l'exercice.

Art. 5. — Le contrôleur donne, au seul point de vue financier, son avis motivé sur les projets d'arrêtés, contrats, mesures ou décisions soumis au contreseing du gouverneur, ainsi que sur les propositions budgétaires (plan de campagne) et les demandes de crédits additionnels de toute nature du service des travaux publics auquel il est attaché. Il reçoit, à cet effet, communication de tous documents ou renseignements utiles.

Cet avis est transmis au bureau des finances en même temps que le projet, proposition ou demande auquel il se rapporte.

Art. 6. — Tous les autres actes émanant du personnel du service des travaux publics et ayant pour effet d'engager une dépense, sont soumis au visa préalable du contrôleur.

Le contrôleur les examine au point de vue de l'imputation de la dépense, de la disponibilité des crédits, de l'exactitude de l'évaluation, de l'application des dispositions d'ordre financier des lois et règlements, de l'exécution du plan de campagne et travaux sur autres crédits le cas échéant, en conformité du vote des délégations économiques et financières et des autorisations de dépenses accordées par le gouverneur au service des travaux publics et des conséquences que les mesures proposées peuvent entraîner pour les finances publiques, à cet effet, il reçoit communication de toutes les pièces justificatives des engagements de dépenses du service des travaux publics.

Si les mesures proposées lui paraissent entachées d'irrégularités, le contrôleur refuse son visa. En cas de désaccord persistant, il en réfère au chef du service d'administration générale et des finances.

Il ne peut être passé outre au refus de visa du contrôleur approuvé par le chef du service d'administration générale et des finances que par le gouverneur.

Le personnel du service des travaux publics, chacun pour ce qui le concerne, est personnellement et civilement responsable des décisions prises sciemment à l'encontre des dispositions qui précèdent.

Le contrôleur est avisé sans délai de la suite donnée par le gouverneur ou son délégué aux propositions qui lui ont été soumises.

Art. 7. — Le contrôleur vise également l'état nominatif annuel des créances restant à payer en fin d'exercice, dressé avant le 30 juin par le chef du service des travaux publics

Il en est de même des états de nouvelles créances constatées en addition des restes à payer, lesquels sont visés et vérifiés préalablement à toute demande de crédits spéciaux. Il vise aussi le compte d'emploi du dernier exercice écoulé; ce compte d'emploi doit lui être transmis avant le 30 juin.

Art. 8. — Aucun mandat ou ordre de paiement relatif aux dépenses de salaires ou de matériel du service des travaux publics ne peut être présenté à la signature de l'ordonnateur ou de son délégué qu'après avoir été soumis au visa du contrôleur des dépenses engagées par ce service. Les mandats et ordres de paiement non revêtus du visa du contrôleur sont nuls et sans valeur pour les comptables auxquels ils pourraient être présentés.

Art. 9. — Le contrôleur s'assure notamment que les mandats et ordres de paiement soumis à son visa se rapportent soit à des engagements de dépenses déjà visés par lui, soit à des états de prévisions de dépenses dont il a préalablement pris charge dans ses écritures, et se maintiennent à la fois dans la limite de ces engagements ou états de prévisions, dans celle des autorisations de dépenses accordées au service des travaux publics et dans celle des crédits. Il reçoit communication de toutes les pièces justificatives des dépenses, ainsi que des états de liquidation et des pièces d'ordonnancement. Si les mandats ou ordres de paiement lui paraissent entachés d'irrégularités, le contrôleur les vise avec observations.

En aucun cas, il ne pourra être procédé à l'ordonnancement et au paiement des mandats ou ordres de paiement visés avec observations qu'après autorisation du gouverneur.

Le délégataire du pouvoir d'ordonnancer est personnellement et civilement responsable des décisions prises sciemment à l'encontre des prescriptions de l'article 8 ci-dessus et du présent article.

Les mandats revêtus du : « Vu bon à payer » du Trésor sont communiqués au contrôleur accompagnés des justifications d'ordonnancement. Il en note l'émission au livre-journal des dépenses engagées.

Art. 10. — Chaque année, avant le 10 juillet, le contrôleur des dépenses engagées par le service des travaux publics établit un rapport d'ensemble relatif au compte d'emploi du dernier exercice écoulé, exposant les résultats de ses opérations et les propositions qu'il a à présenter. Ce rapport est dressé par ligne de dépenses prévues au plan de campagne primitif, compte tenu des modifications ultérieures régulières. Il est annexé au compte définitif du budget local, à la suite du compte d'emploi des crédits mis à la disposition du service des travaux publics.

Art. 11. — Il est interdit, à peine de sanctions pouvant aller jusqu'à la révocation, au personnel du service des travaux publics, de prendre sciemment et en violation des formalités prescrites par les articles 6 à 9 du présent arrêté, des mesures ayant pour objet d'engager des dépenses sans autorisation préalable ou dépassant les crédits ouverts ou les autorisations de dépenses accordées ou qui ne résulteraient pas de l'application des règlements.

Le personnel du service des travaux publics, chacun pour ce qui le concerne, est civilement responsable des décisions prises sciemment à l'encontre des dispositions de l'alinéa précédent.

Néanmoins, si au cours d'un exercice, le chef du service des travaux publics juge indispensable et urgent, pour des nécessités impérieuses, d'engager des dépenses au delà et

en dehors des crédits ouverts, il le pourra après y avoir été préalablement autorisé par le gouverneur en conseil privé autant que possible au moyen d'un virement de crédits, et sous réserve de présenter immédiatement aux délégations économiques et financières ou à leur commission permanente une demande motivée d'ouverture spéciale de crédits.

Art. 12. — Les instructions du 12 septembre 1933 (J.O.O. 1933 p. 359) sont rapportées.

Art. 13. — La situation des dépenses engagées, par exercice d'origine et ligne de dépenses, sera arrêtée au 31 décembre 1939 par le chef du service des travaux publics et visée par le chef du service d'administration générale et des finances pour établir le point de départ de la comptabilité du contrôleur.

Exceptionnellement, un état nominatif des créances restant à payer à la même date sera dressé par le chef du service des travaux publics, visé par le chef du service d'administration générale et des finances et remis au contrôleur.

Toute créance antérieure au 1^{er} janvier 1940, présentée après le 31 décembre 1939, si elle n'est pas comprise sur l'état nominatif ci-dessus engagera la responsabilité personnelle et civile du fonctionnaire ou de l'agent qui l'avait créée.

Il n'est rien changé aux règles et forme de la comptabilité spéciale du service des travaux publics pour l'ensemble de la colonie qui reste tenue sous la seule autorité du chef de service.

Régie des salaires.

Art. 14. — Il est institué dans le service des travaux publics un service régi par économie pour la liquidation et le paiement des salaires.

Art. 15. — Le régisseur est nommé par décision du gouverneur et placé sous la seule autorité du chef du service d'administration générale et des finances. Son choix, ses appointements et ses charges sont soumis aux règles de l'article 2 ci-dessus concernant le contrôleur des dépenses engagées. Il prend le titre de régisseur des dépenses de salaires.

Art. 16. — La comptabilité du régisseur est tenue suivant les instructions du chef du service d'administration générale et des finances, conformément aux principes généraux tracés par le décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies et aux prescriptions des articles 17 à 26 ci-dessous.

Art. 17. — Le régisseur reçoit une provision renouvelable dont il est débité; cette provision est imputée au chapitre 17 des dépenses d'ordre du budget local ou directement au chapitre intéressé si possible; elle est proportionnée aux salaires à payer au titre de la quinzaine en cours, évalués par le chef du service des travaux publics au moins cinq jours d'avance.

Art. 18. — Le chef du service des travaux publics fait parvenir au régisseur, au plus tard le 5 et le 20 de chaque mois, pour la quinzaine écoulée, les éléments nécessaires à l'établissement des états de salaires. Le régisseur dresse les états de salaires de cette quinzaine et les soumet au visa préalable du contrôleur des dépenses engagées qui les examine dans les conditions prévues à l'article 6 ci-dessus.

Art. 19. — Les états de salaires non revêtus du visa du contrôleur sont nuls et sans valeur pour le régisseur et les comptables auxquels ils pourraient être présentés.

Art. 20. — Le régisseur justifie des salaires payés par lui au titre d'une quinzaine, au plus tard dans le courant de la deuxième quinzaine suivante. Si tous les salariés n'ont pas acquitté, l'état est arrêté à nouveau par le régisseur pour le total des sommes effectivement payées et passé définitivement en écritures. En attendant cette dernière opération, l'état constitue pour le régisseur valeur de caisse correspondant au total des acquits donnés. Les créanciers, sur leur demande, sont repris jusqu'à expiration des délais de prescription, sur un état ultérieur. Référence réciproque est faite d'un état à l'autre.

Une provision ne peut être ordonnancée au titre d'une quinzaine avant production des justifications de paiement des salaires de l'avant-dernière quinzaine.

Art. 21. — Les opérations du régisseur sont rattachées à la gestion du trésorier-payeur par l'intermédiaire de l'ordonnateur.

Art. 22. — L'ordonnateur et le trésorier-payeur suivent dans leurs écritures les opérations du régisseur. Ce dernier est débité du montant des provisions successivement allouées et du montant des états de salaires rejetés; il est crédité du montant des acquits régulièrement reçus par ses soins et admis par l'ordonnateur et le comptable supérieur et des versements de fonds faits à la caisse du trésor.

Art. 23. — Le régisseur constate toutes ses opérations dans un livre-journal coté et paraphé par le chef du service d'administration générale et des finances. Les doubles des états de salaires sont brochés périodiquement. Il crédite le trésorier-payeur du montant des provisions successivement reçues et du montant des états de salaires qui lui sont rejetés; il débite le trésorier-payeur du montant des acquits régulièrement reçus des salariés et admis par l'ordonnateur et le comptable supérieur et des versements de reliquat de provisions constituées.

Art. 24. — Le dernier jour de chaque mois les écritures du régisseur sont arrêtées, visées par le contrôleur et par le chef du bureau des finances.

Art. 25. — Le dernier jour de chaque trimestre civil, les comptes, après arrêt des écritures comme il est dit à l'article précédent, sont apurés et soldés et l'encaisse est versée au trésor par le régisseur. Une nouvelle provision lui est consentie au titre du nouveau trimestre.

Art. 26. — Dans le courant de chaque trimestre, des provisions successives peuvent être consenties au régisseur suivant les besoins du service et sous réserve qu'il n'y ait jamais plus de deux quinzaines de salaires à justifier.

Art. 27. — Chaque année, avant le 31 mars, le régisseur des dépenses de salaires établit un rapport d'ensemble relatif à son service, exposant les résultats de ses opérations et les propositions qu'il a à présenter.

Art. 28. — L'arrêté n° 677/s.g., du 6 novembre 1930 susvisé, et tous actes antérieurs au présent arrêté, instituant des régies d'avances pour le paiement des salaires, sont rapportés.

Des régisseurs spéciaux peuvent être nommés pour le paiement de certains salaires. Les décisions individuelles précisent leurs rôles et obligations, dans le cadre des dispositions des articles 14 à 27 ci-dessus.

Art. 29. — Le chef du service d'administration générale et des finances, le trésorier-payeur et le chef du service des travaux publics sont chargés, chacun pour ce qui le concer-

ne, de l'exécution du présent arrêté dont les effets partiront du 1^{er} janvier 1940.

Papeete, le 28 novembre 1939.

CHASTENET DE GÉRY.

DÉCISION n° 1157 i. p., nommant la commission d'examen pour le Certificat d'études primaires élémentaires métropolitain, centre de Papeete, année 1939.

(Du 29 novembre 1939.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR.

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté 154 i.p., du 9 février 1938;

Sur la proposition du Chef du Service de l'Instruction Publique;

DÉCIDE:

Article 1^{er}. — La commission d'examen du Certificat d'études primaires élémentaires, centre de Papeete, année 1939 est composée comme suit:

Président

M. Delage, Inspecteur de l'Enseignement du 1^{er} degré.

Membres

a) *Enseignement public*

M^{mes} Gillot Suzanne, Institutrice du cadre métropolitain,
Terorotua Madeleine, Institutrice du cadre local,
Keck Tepuairaiteraï,

MM. Gillot Roger, Instituteur du cadre métropolitain,
Taura Tauraa, Instituteur du cadre local,
Maoni Taataroa, Instituteur du cadre local.

b) *Enseignement privé.*

M^{mes} Cook, Directrice de l'École protestante des jeunes filles,
Toscer, Institutrice libre à l'École des Sœurs,
Perrier, Institutrice libre à l'École protestante des garçons.
M. Talvat, Directeur de l'École des Frères.

Art. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 29 novembre 1939.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 1158 a.g.f., modifiant l'arrêté n° 81/a.g.f., du 27 janvier 1939, réglant les conditions des passagers à bord de la goélette "Tamara".

(Du 29 novembre 1939.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR.

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté n° 81 a.g.f., du 27 janvier 1939, réglant les conditions des passagers à bord de la goélette "Tamara";

Sur la proposition concertée du chef du service d'administration générale et des finances et du trésorier-payeur,

ARRÊTE:

Article 1^{er}. — L'article 6 de l'arrêté n° 81 a.g.f., du 27 janvier 1939, susvisé, est rapporté et remplacé comme suit:

Art. 6. — (nouveau). Le passager même réquisitionnaire, peut recevoir la nourriture du bord s'il en règle le montant directement au représentant du restaurateur et au tarif du contrat en cours. L'administration ni le capitaine n'interviennent dans cet accord.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 29 novembre 1939.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 1159 a.g.f., complétant la composition de la commission de réforme militaire des Etablissements français de l'Océanie.

(Du 29 novembre 1939.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR.

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu la loi du 31 mars 1919, sur les pensions militaires;

Vu les lettres n°s 655 et 656 des 18 et 22 novembre 1939 du Chef du Service de Santé,

ARRÊTE:

Article 1^{er}. — Le Médecin-capitaine de Curton, en service à Papeete est nommé médecin assistant auprès de la commission de réforme militaire de Papeete, en remplacement du médecin-capitaine Pojo, affecté aux îles Marquises.

Art. 2. — Le Médecin-lieutenant Mille, est nommé médecin expert près la même commission.

Art. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 29 novembre 1939.

CHASTENET DE GÉRY.

DÉCISION n° 1168 c., acceptant la démission de ses fonctions d'agent de police présentée par M. Ariifaite François a Teuinatua.

(Du 30 novembre 1939.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR.

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté du 9 décembre 1920 réorganisant le cadre local de la Police et les actes modificatifs subséquents;

Vu la décision n° 281 c. du 14 avril 1934 promouvant au grade d'agent de police de 1^{re} classe, M. Ariifaite François a Teuinatua;

Vu la démission présentée par cet agent de police, pour raisons personnelles, en date du 23 novembre 1939;

Vu le rapport de M. le Chef du Service de la Sûreté, en date du 27 novembre 1939,

DÉCIDE:

Article 1^{er}. — La démission de ses fonctions, présentée par M. Ariifaite François a Teuinatua agent de police de 1^{re} classe, est acceptée pour compter du 1^{er} décembre 1939.

Art. 2. — Le Chef du service de la Sûreté est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 30 novembre 1939.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 1170 d., fixant la mercuriale officielle en vigueur dans la Colonie au 29 novembre 1939.

(Du 30 novembre 1939.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté du 20 décembre 1928, instituant une mercuriale officielle dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu l'arrêté du 15 mai 1931, ensemble celui du 30 novembre 1928 ;

Vu la décision du 17 février 1938, fixant la composition de la commission dite "des mercuriales" ;

Vu le procès-verbal de la commission dite des mercuriales en date du 29 novembre 1939,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — La mercuriale officielle du 29 novembre 1939, pour les produits exportés de la Colonie est fixée ainsi qu'il suit :

Vanille	165'	» le kilo
Coprah local	1 15	»
Coprah d'importation	0 95	»
Nacre	2 25	»
Café en parches	5	» le kilo
Café décortiqué	8	»

Art. 2. — Le Chef du Service des Douanes est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 30 novembre 1939.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 1171 c., nommant un juge de paix à compétence étendue, par intérim, des Iles Sous-le-Vent.

(Du 1^{er} décembre 1939.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents,

Vu le décret du 20 août 1939 établissant une justice de paix à compétence étendue à Raiatea (Iles Sous-le-Vent) ;

Vu le décret du 22 août 1928 fixant le statut de la magistrature coloniale ;

Vu la liste des personnes qualifiées pour exercer des fonctions intérimaires dans la magistrature ;

Vu l'arrêté n° 83 a.g.f. du 27 janvier 1939 fixant le statut du personnel auxiliaire ;

Vu la délibération du Tribunal supérieur d'Appel en date du 15 novembre 1939 désignant M. Simon (Jean, Tematuanui) en qualité de juge de paix à compétence étendue, par intérim, de Raiatea ;

Vu les nécessités du service,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — M. Simon (Jean, Tematuanui) agent auxiliaire du service local de 2^e catégorie, 4^e degré, est nommé juge de paix à compétence étendue, par intérim, aux Iles Sous-le-Vent aux appointements annuels du 4^e degré se décomposant comme suit :

Juge de paix auxiliaire p. i. 20.000 frs imputables au chap. 4 du budget local.

Surclassement de 3 degrés (affecté aux Iles Sous-le-Vent) 7.000 frs.

Art. 2. — Avant d'entrer en fonctions, M. Simon, (Jean, Tematuanui) prêtera devant le tribunal supérieur d'appel le serment prescrit par la loi.

Art. 3. — Sont abrogées pour compter du 1^{er} décembre 1939 en ce qui concerne M. Simon (Jean, Tematuanui) les dispositions de la décision n° 1014 a.g.f. du 25 octobre 1939.

Art. 4. — Le Chef du service Judiciaire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 1^{er} décembre 1939.

CHASTENET DE GÉRY.

DÉCISION n° 1172 c., accordant une réquisition de passage sur le paquebot des Messageries Maritimes "Ville d'Amiens" au Médecin-Capitaine des Troupes Coloniales Brault Jacques.

(Du 1^{er} décembre 1939.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 3 juillet 1897 portant règlement sur les passages du personnel colonial et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la dépêche Ministérielle n° 6028 I/S du 27 août 1937 portant avis de désignation pour servir hors cadre aux Etablissements français de l'Océanie du Médecin Capitaine Brault et son arrivée dans la colonie ;

Vu la décision n° 1249 s, du 29 novembre 1937 affectant l'intéressé au poste médical de Taravao ;

Vu le certificat de visite n° 1 (n° d'ordre 31) en date du 29 novembre 1939 du Conseil de Santé,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Une réquisition de passage en 1^{re} classe (2^e catégorie) de Papeete à Marseille sur le paquebot de la Compagnie des Messageries "Ville d'Amiens" est accordée à M. le Médecin-Capitaine des Troupes Coloniales Brault Jacques rapatrié pour raisons de santé.

Art. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 1^{er} décembre 1939.

CHASTENET DE GÉRY.

DÉCISION n° 1173 s., affectant à l'Hôpital de Papeete, le sergent-chef infirmier Dacezac Roger, à compter du jour de son débarquement dans la colonie.

(Du 1^{er} décembre 1939.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté du 11 mars 1932, réorganisant le fonctionnement du service de Santé dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu l'arrivée dans la colonie du sergent-chef infirmier Dacezac Roger, de la section des troupes coloniales, placé hors cadres ;

Sur la proposition du chef du service de Santé,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Le sergent-chef infirmier Davezac Roger, de la section des troupes coloniales, placé hors cadres, affecté à Papeete par câble ministériel n° 155 du 27 octobre 1939, est affecté à l'Hôpital de Papeete, en qualité d'infirmier-chef, en remplacement du sergent-chef infirmier Cadart Paul, dont le séjour colonial a expiré le 11 novembre 1939.

Une passation de service, dans les formes réglementaires, aura lieu, entre ces deux sous-officiers, la veille de l'embarquement du sergent-chef infirmier Cadart.

Art. 2. — Le chef du service d'Administration générale et des finances et le chef du service de Santé sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui aura son effet pour compter du 21 novembre 1939, date du débarquement du sergent-chef infirmier Davezac dans la colonie.

Papeete, le 1^{er} décembre 1939.

CHASTENET DE GÉRY.

DÉCISION n° 1175 i. p. portant titularisation de quatre instituteur et institutrices admis aux épreuves pratiques et orales du C.A.P. local en 1939.

(Du 2 décembre 1939.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 154 i. p. du 9 février 1938 ;

Vu les procès-verbaux des commissions d'examen ;

Sur la proposition du chef du service de l'Instruction publique ;

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Sont titularisés dans les fonctions d'instituteur et d'institutrices du cadre local des Etablissements français de l'Océanie les maîtres dont les noms suivent :

Madame Juventin Marthe

Mademoiselle Mollon Odette

— Maoni Marguerite

Monsieur Pihaatae Jiémite.

Art. 2. — Les instituteur et institutrices désignés à l'article 1^{er} sont rangés dans la 5^{me} classe des instituteurs et institutrices du cadre local à dater du 1^{er} août 1939.

Art. 3. — La présente décision prendra effet du 1^{er} août 1939 et sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 2 décembre 1939.

CHASTENET DE GÉRY.

DÉCISION n° 1176 a.g.f. désignant un contrôleur des dépenses engagées par le service des travaux publics et un régisseur des dépenses de salaires.

(Du 4 décembre 1939.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 83 a.g.f. du 27 janvier 1939 fixant le statut du personnel auxiliaire ;

Vu la décision n° 1014 a.g.f. du 25 octobre 1939 ;

Vu l'arrêté n° 1156 a.g.f. du 28 novembre 1939, réglementant la comptabilité des dépenses engagées par le service des travaux publics et instituant un service régi par économie pour le paiement des salaires,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — M. Chevalier (François), agent auxiliaire du service local de 4^{me} catégorie, 14^{me} degré, est nommé contrôleur des dépenses engagées par le service des travaux publics aux appointements annuels de 12.000 frs imputables au chapitre 8 du budget local.

Art. 2. — M. Brander (Marcel), auxiliaire au salaire de 50 frs par jour ouvrable, est nommé régisseur des dépenses de salaires.

Il aura droit à ce titre à l'indemnité de responsabilité prévue au tableau "B" annexé à l'arrêté n° 1453 a.g.f. du 28 décembre 1937.

La décision n° 167 t.p. du 15 février 1939 est rapportée.

Art. 3. — Le Chef du service d'administration générale et des finances est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 4 décembre 1939.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 1178 c. nommant M. Fontana (Narcisse), commis principal hors classe des Secrétariats Généraux, greffier près la Justice de Paix à compétence étendue de Raiatea (Iles Sous-le-Vent),

(Du 4 décembre 1939.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 754 c. en date du 23 octobre 1934 chargeant M. Simon (Jean) des fonctions de greffier près la Justice de Paix à compétence ordinaire des Iles Sous-le-Vent ;

Vu l'arrêté n° 1454 a.g.f. du 28 décembre 1937 approuvé par D.M. 18.488 du 20 juillet 1937 fixant le taux de certaines indemnités perçues dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu le décret du 20 août 1939 établissant une justice de Paix à compétence étendue à Raiatea (Iles Sous-le-Vent) ;

Vu la décision n° 1871 du 1^{er} décembre 1939 nommant M. Simon (Jean) Juge de Paix à compétence étendue p.i. aux Iles Sous-le-Vent ;

Sur la proposition du Chef du service Judiciaire,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est rapporté l'arrêté n° 754 c. du 23 octobre 1934 chargeant M. Simon (Jean) agent auxiliaire du service local, des fonctions de greffier près la Justice de Paix à compétence ordinaire des Iles Sous-le-Vent.

Art. 2. — M. Fontana (Narcisse) commis principal hors classe du cadre local des Secrétariats Généraux, est nommé greffier-notaire près la Justice de Paix à compétence étendue de Raiatea (Iles Sous-le-Vent) et aura droit à ce titre de la remise de 3 % prévue au tableau E de l'arrêté n° 1454 a.g.f. du 28 décembre 1937 susvisé.

Art. 3. — M. Fontana (Narcisse) prêterait serment conformément à la loi et rejoindra son poste par première occasion.

Art. 4. — Le Chef du service Judiciaire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistrée, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 4 décembre 1939.

CHASTENET DE GÉRY.

DÉCISION n° 1179 c., nommant *M. Picard (Louis) Instituteur de 4^e classe, Gérant de comptes du Trésor, à Borabora, en remplacement de M. Fontana, Narcisse, commis principal hors classe des Secrétariats Généraux, appelé à d'autres fonctions.*

(Du 4 décembre 1939.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 1453 a.g.f., du 28 décembre 1937 approuvé par D.M. 18.488 du 20 juillet 1937 maintenant ou réduisant certaines indemnités perçues dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu la décision n° 600 c. du 19 juin 1939 affectant M. Fontana, Narcisse Commis principal hors classe des Secrétariats Généraux, à la Circonscription administrative des Iles Sous-le-Vent, en qualité de Chef de poste administratif de Borabora ;

Vu la décision n° 772 c. du 14 septembre 1932 chargeant M. Picard Louis, Instituteur de 5^e classe de la direction de l'Ecole de Vaitape ;

Vu l'arrêté n° 918 a.g.f. du 28 septembre 1939 relatif aux titres des fonctionnaires et agents d'autorité ;

Vu la décision n° 1178 c. du 4 décembre 1939 nommant M. Fontana, Narcisse, Greffier près la Justice de paix à compétence étendue de Raiatea (Ile Sous-le-Vent),

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — La décision n° 600 c. du 19 juin 1939 affectant M. Fontana (Narcisse), Commis principal hors classe des Secrétariats Généraux en qualité de Chef de poste administratif de Borabora est rapportée.

Art. 2. — M. Picard (Louis) Instituteur de 4^e classe, Directeur de l'Ecole de Vaitape (Borabora) est chargé des fonctions de Gérant de comptes du Trésor et de la gérance postale en qualité d'agent auxiliaire des postes.

Art. 3. — Il sera notamment chargé des fonctions de Commissaire de Police et d'Huissier porteur de contraintes pour lesquelles il prêtera serment.

Art. 4. — M. Picard, Louis, percevra les indemnités prévues par les tableaux A et B de l'arrêté n° 1453 a.g.f., du 28 décembre 1937 susvisé.

Art. 5. — La passation de service entre M. Fontana et M. Picard aura lieu dans les formes réglementaires.

Art. 6. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 4 décembre 1939.

CHASTENET DE GÉRY.

DÉCISION n° 1180 c. nommant *M. Labbeyi (Emile, Kote), agent auxiliaire et l'affectant au service de santé.*

(Du 6 décembre 1939.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 83 a.g.f. du 27 janvier 1939, approuvé par dépêche ministérielle n° 1572/S du 5 juillet 1939 ;

Vu la décision n° 1169 c. du 30 novembre 1939 remettant au service général de la sûreté, l'agent de police de 2^{me} classe Coum Chin (Félix) ;

Vu la demande d'emploi présentée par M. Labbeyi (Emile), en date du 18 février 1938 et le dossier complet de candidature ;

Vu les nécessités du service,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — M. Labbeyi (Emile, Kote), demeurant à Papeete, célibataire, titulaire du certificat d'études primaires élémentaires, est nommé agent auxiliaire de 4^{me} catégorie du service local et percevra les appointements annuels prévus au 24^{me} degré de cette catégorie.

Art. 2. — M. Labbeyi (Emile) est affecté au service de santé où il remplira les fonctions de planton.

Art. 3. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera et aura effet pour compter du 1^{er} décembre 1939.

Papeete, le 6 décembre 1939.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 1181 i.p., modifiant l'article 50 de l'arrêté 154 I.P. du 9 février 1938, organisant l'Instruction Publique dans les Etablissements français de l'Océanie.

(Du 6 décembre 1939.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR.

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté organique du 18 janvier 1887, article 90 modifié le 9 février 1925 ;

Vu l'arrêté n° 154 i.p. du 9 février 1938 ;

Sur la proposition du Chef du Service de l'Instruction Publique ;

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — L'article 50 de l'arrêté 154 I.P. du 9 février 1938 est modifié ainsi qu'il suit :

"art. 50: La commission chargée d'examiner les candidats au brevet élémentaire métropolitain est composée comme suit : le Chef du Service de l'Instruction publique président ; huit membres de l'Enseignement public dont le Directeur et les maîtres du cours complémentaire de l'Ecole Centrale de Papeete ; quatre membres de l'Enseignement privé, désignés sur proposition du Chef de Service de l'Instruction publique".

Art. 2. — Le présent arrêté sera communiqué partout où besoin sera et publié au *Journal officiel* de la Colonie.

Papeete, le 6 décembre 1939.

CHASTENET DE GÉRY.

DÉCISION n° 1182 a.g.f. désignant les fonctionnaires appelés à vérifier le 31 décembre 1939, les caisses et portefeuilles de certains comptables.

(Du 6 décembre 1939.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies,

Sur la proposition du chef du service d'administration générale et des finances,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Sont chargés de procéder, le 31 décembre 1939, à la vérification des caisses et portefeuilles des comptables de deniers publics et agents intermédiaires du service local :

MM. Crève-Cœur, chef du 2 ^{me} bureau du service d'administration générale et des finances,	
	<i>pour le trésorier-payeur.</i>
Villant,	chef adjoint du 2 ^{me} bureau du service d'administration générale et des finances.
	<i>pour le receveur de l'enregistrement et le comptable de l'immigration.</i>
Allain,	chef du 1 ^{er} bureau du service d'administration générale et des finances,
	<i>pour le receveur des postes et l'économiste de l'hôpital.</i>
Barrier,	auxiliaire du service local,
	<i>pour la gendarmerie et le régisseur de la caisse de menues dépenses.</i>
Frogier,	aide géomètre principal de 1 ^{re} classe au service d'administration générale et des finances,
	<i>pour l'agent intermédiaire des recettes du pilotage et du port, l'agent percepteur des droits de bagages et le régisseur comptable pour le paiement des salaires des ouvriers des travaux publics.</i>
Chevalier,	auxiliaire du service local,
	<i>pour le chargé de la subdivision agricole (1^{er} jardin d'essai - 2^e station des haras - 3^e visite sanitaire des animaux importés dans la colonie) et imprimerie du gouvernement.</i>

La situation des caisses de ces comptables et agents intermédiaires sera constatée par un procès-verbal dont 3 expéditions seront immédiatement transmises au gouverneur.

Art. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 6 décembre 1939.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 1184 s., organisant le fonctionnement du poste médical de Taravao et créant la régie des recettes.

(Du 6 décembre 1939).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 août 1912 sur le fonctionnement des établissements hospitaliers aux colonies ;

Vu l'arrêté n° 245 s.g., du 11 mars 1932, réorganisant le fonctionnement du service de santé dans les établissements français de l'Océanie ;

Vu le rapport en date du 17 juillet 1939 du médecin chargé du poste médical de Taravao ;

Considérant que dans un but d'économie, et afin d'éviter tout préjudice aux cliniques tenues par des médecins patentés, il importe de réglementer le fonctionnement du poste médical de Taravao ;

Sur la proposition du chef du service de santé et l'avis conforme du chef du service d'administration générale et des finances,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Le poste médical de Taravao créé dans un but d'assistance médicale indigène est spécialement destiné à pourvoir aux soins des indigènes dans les conditions déterminées au titre I^{er} ci-dessous.

Il y sera pourvu, dans la mesure des moyens du poste, aux soins des autres personnes dans les conditions déterminées au titre II ci-dessous.

TITRE I

Soins aux indigènes

Art. 2. — Il sera assuré au profit des indigènes, au poste médical de Taravao, un service de consultations au cours desquelles seront donnés des soins gratuits comportant ou non délivrance de médicaments.

Il y sera également assuré et par priorité, l'hospitalisation et les soins aux malades indigènes admis sur prescription du médecin. Ces soins seront gratuits. Ils comprennent : les soins ordinaires du médecin, les interventions chirurgicales, les médicaments, les objets de pansement et appareils, le couchage.

Les soins aux indigènes qui pourraient être donnés à domicile sont également gratuits.

Art. 3. — Les malades hospitalisés devront pourvoir, à leurs frais et par eux-mêmes, ou par leur famille, à leur nourriture, à leur linge, à leur éclairage et en général à tout ce qui concerne leur entretien ainsi qu'aux frais de transport de leur domicile au poste médical, que ce transport ait lieu soit après prescription du médecin, soit à la demande du malade.

Il sera perçu pour cette catégorie de personnes l'indemnité journalière de dix francs prévue à l'article 76 de l'arrêté n° 245 s.g. du 11 mars 1932.

Néanmoins, lorsqu'un malade sans ressources dont la famille est également sans ressources sera reconnu indigent par son chef de district qui lui aura délivré un certificat attestant cette indigence, les frais de transport ainsi que les frais de nourriture au poste médical pourront être mis à la charge de l'administration.

Art. 4. — Hors les soins prévus aux articles précédents, les indigènes pourront se faire délivrer par le poste médical de Taravao des médicaments et objets de pansement à titre de cession dans les conditions prévues à l'article 75 de l'arrêté du 11 mars 1932 réorganisant le fonctionnement du service de santé dans les Etablissements français de l'Océanie.

TITRE II

Soins aux non-indigènes.

Art. 5. — Les européens et les étrangers de toute nationalité pourront se présenter aux heures de fonctionnement des consultations du poste médical de Taravao pour y recevoir des soins. Il sera perçu pour ces catégories de personnes une somme de vingt francs au profit du trésor, préalablement à chaque consultation.

Art. 6. — Ces mêmes personnes pourront recevoir du médecin du poste et au poste même tous soins dits de première urgence.

Ces soins ainsi que les médicaments et pansements qu'ils comporteraient sont gratuits.

Une fois les soins de première urgence reçus, les malades de cette catégorie seront dirigés selon leur état et à leur frais soit sur leur domicile personnel où ils recevront les soins du médecin de leur choix, soit sur une formation hospitalière de leur choix publique ou privée du chef-lieu de la colonie.

Art. 7. — Le médecin du poste médical de Taravao pourra être appelé au domicile d'un malade européen ou étranger mais uniquement pour les soins visés à l'article précédent.

Il emportera lors de son déplacement les médicaments et panse-

ments de première urgence ainsi que le matériel nécessaire à leur administration.

Ces soins ainsi que les médicaments et pansements qu'ils comportent sont gratuits.

Art. 8. — En tout état de cause le médecin du poste médical de Taravao n'a pas qualité pour soigner à domicile les affections aiguës ou chroniques des catégories de malades visés au présent titre.

Art. 9. — Il ne peut être effectué au poste médical de Taravao aucune hospitalisation d'européens ou d'étrangers autre que celles prévues à l'article 6 concernant les soins dits de première urgence. Il ne pourra notamment y être effectué d'hospitalisation de ces catégories de personnel soit pour affections aiguës ou chroniques, soit pour accouchement.

Art. 10. — Dans les cas prévus à l'article 5 ci-dessus les médicaments, pansements, appareils qui pourront être délivrés aux consultants sont à la charge de ceux-ci dans les conditions fixées à l'article 75 de l'arrêté du 11 mars 1932 réorganisant le fonctionnement du service de santé dans les établissements français de l'Océanie.

Dans les cas prévus à l'article 7, les frais afférents au transport du médecin du centre au domicile du malade sont à la charge de ce dernier, soit que le médecin utilise la voiture de l'administration lorsque le domicile du malade se trouvera dans un rayon de 1^{er} du poste médical, soit que l'intéressé pourvoie ou fasse pourvoir au transport du médecin lorsque son domicile sera situé dans un rayon supérieur.

Le coût de chaque transport du médecin par la voiture de l'administration établi sur état de remboursement et payable au trésor par les malades visés à l'article 6 ou leurs ayants-cause est fixé à un tarif unique de 30 francs.

Art. 11. — Par exception aux articles 4 et 8, les européens citoyens français, indigents notoires, pourront, s'ils sont en possession d'un certificat d'indigence émanant du chef de district et datant de moins de trois mois, être exonérés des frais de consultation, de médicaments, de pansements ou de transport que lesdits articles laissent à la charge des malades.

Ils pourront également, par exception à l'article 9 ci-dessus, et en cas de nécessité, être hospitalisés au même titre que les indigènes indigents, la priorité restant toutefois acquise à ceux-ci.

Art. 12. — Les fonctionnaires, militaires, agents de l'administration et leur famille pourront recevoir du poste médical de Taravao des soins gratuits dans les conditions prévues aux articles 72 et 73 de l'arrêté précité du 11 mars 1932.

Ils pourront également être hospitalisés dans les conditions fixées à l'article 3, 1^{er} alinéa.

L'indemnité journalière prévue à l'article 76 de l'arrêté du 11 mars 1932 ne sera pas perçue pour cette catégorie de personnes.

Ils pourront se faire délivrer à titre de cession des médicaments ou des objets de pansements par le poste médical de Taravao dans les conditions prévues aux articles 74 et 75 (2^e alinéa) de l'arrêté susvisé du 11 mars 1932.

Art. 13. — Hors les cas prévus à l'article précédent, et à l'article 10 alinéa 1^{er}, il ne peut être fait aux européens et aux étrangers aucune cession de médicament, objets de pansement, appareils, etc... par le poste médical de Taravao.

TITRE III

Régie des recettes.

Art. 14. — La régie des recettes est fixée de la manière suivante : L'infirmier du poste est régisseur des recettes. Il en encaissera

directement le montant et en délivrera immédiatement un récépissé numéroté extrait d'un carnet à souches. La souche et le récépissé devront indiquer la date, le nom de la partie versante, le motif et les éléments de décompte de la recette.

Le quittancier sera totalisé à chaque fin de mois et arrêté par le médecin du poste.

Tous les mois l'infirmier dressera un bordereau des recettes opérées pendant le mois, au verso d'un imprimé d'ordre de recette. Ce bordereau sera certifié conforme au quittancier par le médecin du poste et transmis au bureau des finances, pour établissement du titre de perception.

Si dans le courant d'un mois le montant des recettes atteignait deux cents francs (200 frs), le versement de cette somme devrait en être fait au bureau de poste de Taravao, dans les 24 heures.

Ces versements devront figurer au quittancier et au bordereau des recettes mensuelles transmis au bureau des finances.

Conformément à l'article 396 du décret financier du 30 décembre 1912 la caisse et les écritures du poste seront vérifiées à chaque cessation de fonctions et au 31 décembre de chaque année, dans les conditions fixées par l'arrêté n° 315/s.g. du 13 avril 1932, déterminant le mode de vérification des caisses des agents spéciaux et des agents intermédiaires du service local.

Art. 15. — Le chef du service d'administration générale et des finances et le chef du service de santé sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 6 décembre 1939.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 1185 a.p.e., rapportant provisoirement les mesures prévues à l'arrêté 824 du 27 août 1939, concernant la déclaration des stocks de farine.

(Du 6 décembre 1939.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la loi du 11 juillet 1939 sur l'organisation de la Nation en temps de guerre et le décret du 2 mai 1939 portant règlement d'administration publique pour l'application de cette loi dans les colonies ;

Vu l'arrêté 824, du 27 août 1939 concernant la déclaration des stocks de farine ;

Sur la proposition du Directeur des échanges commerciaux et du ravitaillement ;

Le Conseil privé entendu dans sa séance du 6 décembre 1939,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Sont rapportées jusqu'à nouvel ordre, les mesures concernant la déclaration des stocks de farine prévues à l'arrêté susvisé n° 824, du 27 août 1939.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 6 décembre 1939.

CHASTENET DE GÉRY.

DÉCISION n° 1192 s., *fixant la date d'examen de fin d'année scolaire des élèves-infirmiers, élèves-infirmières et élèves-sages-femmes.*

(Du 8 décembre 1939.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS, DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 82 a.g.f. en date du 27 janvier 1939, organisant le cadre des infirmières et sages-femmes et créant des cours pour ces professions ;

Sur la proposition du Chef du service de Santé, (lettres n° 688 et 697) ;

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — L'examen de fin d'année scolaire des élèves-infirmiers, élèves-infirmières et élèves sages-femmes, actuellement en stage à l'hôpital et à la maternité de Papeete, prévu à l'arrêté n° 82 a.g.f. susvisé, est fixé au 11 décembre 1939.

Le jury sera composé de :

MM. le Chef du service de santé,	<i>Président ;</i>
le Médecin-capitaine de Curton,	<i>Membre ;</i>
le Médecin-lieutenant Mille,	—
le Docteur Rollin du cadre local,	—
M ^{lle} Bornet, maîtresse sage-femme de la maternité	—

Art. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 8 décembre 1939.

CHASTENET DE GÉRY.

DÉCISION 1193 i. p., *nommant les membres de la Commission d'examen du brevet élémentaire métropolitain, 1^{re} session année scolaire 1939-1940.*

(Du 9 décembre 1939.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté 154 i. p. du 9 février 1938 réorganisant l'instruction publique dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu l'arrêté 1181 i. p. du 6 décembre 1939 modifiant l'arrêté 154 i. p. ;

Sur la proposition du Chef du Service de l'Instruction publique,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — La commission d'examen chargée de surveiller et de corriger les épreuves de l'examen du brevet élémentaire métropolitain, 1^{re} session, année 1939-1940, est composée ainsi qu'il suit :

M. Delage, Inspecteur de l'Enseignement du 1 ^{er} degré, Chef du Service de l'Instruction publique,	<i>Président ;</i>
--	--------------------

a/ *Enseignement public :*

M ^{mes} Gillot, Institutrice détachée du cadre métropolitain,	<i>Membre ;</i>
--	-----------------

Terorotua, Directrice de l'Ecole Communale de Papeete, —

Delage, Institutrice auxiliaire chargée du cours complémentaire ; —

Dardier, Institutrice auxiliaire, —

MM. Gillot, Directeur de l'Ecole Centrale de Papeete, —

Tauraa, Directeur de l'Ecole Communale de Paofai, —

Maoni, Directeur de l'Ecole de Mataiea, —

Chabana, chargé de cours au cours complémentaire de l'Ecole Centrale, —

b/ *Enseignement privé :*

M^{mes} Toscer, Institutrice à l'Ecole catholique de jeunes filles de Papeete, —

Cook, Directrice de l'Ecole protestante de jeunes filles de Papeete, —

MM. Talvat, Directeur de l'Ecole catholique des garçons, —

Ahne, Directeur de l'Ecole protestante des garçons, —

Art. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 9 décembre 1939.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 1194 p^t., *retirant pour une période de dix-huit mois, au maître au petit cabotage Teraitai a Haupuni, le droit de commander les bâtiments armés au cabotage, qui lui est conféré par son brevet.*

(Du 9 décembre 1939.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'article 4 du décret du 17 octobre 1929 et l'article 23 de la loi du 17 décembre 1936 attribuant au Gouverneur des Etablissements français de l'Océanie le droit de retrait des prérogatives afférentes au brevet dont un marin est titulaire lorsque celui-ci s'est rendu coupable d'une faute professionnelle ;

Vu l'arrêté n° 1041 p^t., du 31 octobre 1939 nommant une commission chargée de procéder à l'enquête réglementaire sur les causes ayant entraîné l'échouage de la goélette "Vaite" ;

Vu les conclusions de la dite commission, en date du 5 décembre 1939,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Le droit de commander les bâtiments armés au cabotage dans les Etablissements français de l'Océanie, tel qu'il lui est conféré par le brevet dont il est titulaire, est retiré au sieur Teraitai a Haupuni, maître au petit cabotage, pour une période de dix-huit mois à partir de la date de naufrage de la "Vaite".

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 9 décembre 1939.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 1495 a.g.f., rendant provisoirement exécutoire le budget local des Etablissements français de l'Océanie, pour l'exercice 1940.

(Du 9 décembre 1939.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu le décret du 1^{er} octobre 1932, instituant les Délégations Economiques et Financières dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu le projet de budget des recettes et des dépenses du Service Local pour l'exercice 1940, délibéré et voté par les Délégations Economiques et Financières au cours de leur session ordinaire d'août-septembre 1939 et arrêté en Conseil privé le 4 septembre 1939 ;

Sur le rapport du Chef du Service d'Administration Générale et des Finances ;

Le Conseil Privé entendu dans sa séance du 8 décembre 1939,

ARRÊTÉ :

Article 1^{er}. — Est rendu provisoirement exécutoire en attendant son approbation par décret le budget local des Etablissements français de l'Océanie, pour l'exercice 1940, arrêté en recettes et en dépenses à la somme de : *Vingt quatre millions neuf cent quarante et un mille francs* (24.941.000 frs) conformément aux tableaux A et B annexés au présent arrêté.

Art. 2. — Le tarif des taxes à percevoir au titre de l'exercice 1940, au profit de la Colonie, est rendu exécutoire conformément au tableau C ci-annexé.

Ces taxes seront perçues en conformité des lois, décrets, arrêtés et règlements en vigueur.

La perception des autres contributions ou taxes non régulièrement établies est formellement interdite, à peine contre les autorités qui l'ordonneraient, contre les employés qui établiraient les rôles et tarifs et ceux qui en assureraient le recouvrement, d'être poursuivis comme concussionnaires, sans préjudice de l'action en répétition pendant trois années contre tous receveurs, percepteurs ou individus qui auraient fait la perception.

Art. 3. — Des crédits sont ouverts pour le budget local de l'exercice 1940 jusqu'à concurrence de la somme de : *Vingt quatre millions neuf cent quarante et un mille francs* (24.941.000 frs),

Art. 4. — Le Chef du Service d'Administration Générale et des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 9 décembre 1939.

CHASTENET DE GÉRY.

TABEAU A. — RECETTES du Service Local des Etablissements français de l'Océanie, pour l'exercice 1940.

NATURE DES RECETTES	Prévisions
SECTION 1 ^{re} . — RECETTES ORDINAIRES.	
Chapitre 1 ^{er} . — Impôts perçus sur rôles	2.415.000 ^f »
— 2. — Contributions perçues sur liquidations ..	10.748.000 »
— 3. — Produits des exploitations industrielles ..	1.909.400 »
— 4. — Produits perçus sur ordres de recettes ..	3.527.900 »
— 5. — Prélèvements ordinaires sur la Caisse de réserve	»
— 6. — Recettes des exercices antérieurs	700.000 »
— 7. — Recettes d'ordre	»
SECTION 2. — RECETTES EXTRAORDINAIRES.	
Chapitre 8. — Recettes extraordinaires	3.881.000 »
— 9. — Prélèvements exceptionnels sur la Caisse de réserve	2.060.000 »
Total général des recettes	24.941.000 ^f »

Arrêté en Conseil Privé, dans sa séance du 4 septembre 1939, sous réserve de son approbation par décret, le présent Budget des Recettes du Service Local des Etablissements français de l'Océanie, s'élevant à la somme de : *Vingt quatre millions neuf cent quarante et un mille francs*.

Le Gouverneur,
CHASTENET DE GÉRY.

TABEAU B. — DÉPENSES du Service Local des Etablissements français de l'Océanie, pour l'exercice 1940.

NATURE DES DÉPENSES	Crédits alloués
SECTION 1 ^{re} . — DÉPENSES ORDINAIRES.	
Chapitre 1 ^{er} . — Dettes exigibles	479.550 ^f »
— 2. — Gouvernement : Dépenses de personnel ..	440.089 »
— 3. — Gouvernement : Dépenses de matériel ..	251.720 »
— 4. — Services d'Administration générale : Dépenses de personnel	2.673.860 »
— 5. — Services d'Administration générale : Dépenses de matériel	377.960 »
— 6. — Services financiers : Dépenses de personnel ..	1.109.710 »
— 7. — Services financiers : Dépenses de matériel ..	79.280 »
— 8. — Dépenses des exploitations industrielles : Dépenses de personnel	2.026.500 »
— 9. — Dépenses des exploitations industrielles : Salaires d'ouvriers, main-d'œuvre ..	879.470 »
— 10. — Dépenses des exploitations industrielles : Dépenses de matériel	3.370.600 »
— 11. — Services d'intérêt social et économique : Dépenses de personnel	4.003.690 »
— 12. — Services d'intérêt social et économique : Dépenses de matériel	1.933.370 »
— 13. — Dépenses diverses : Personnel	11.000 »
— 14. — Dépenses diverses : Matériel	1.029.750 »
— 15. — Fonds secrets	3.000 »
— 16. — Dépenses imprévues	360.460 »
— 17. — Dépenses d'ordre	»
SECTION 2. — DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.	
— 18. — Dépenses extraordinaires	5.941.000 »
Total général des dépenses	24.941.000 ^f »

Arrêté en Conseil Privé, dans sa séance du 4 septembre 1939, sous réserve de son approbation par décret, le présent Budget des Dépenses du Service Local des Etablissements français de l'Océanie, s'élevant à la somme de : *Vingt quatre millions neuf cent quarante et un mille francs*.

Le Gouverneur,
CHASTENET DE GÉRY.

Tableau C

TARIF DES TAXES

A PERCEVOIR PENDANT L'ANNÉE 1940.
AU PROFIT DU SERVICE LOCAL
DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie

CONTRIBUTIONS SUR ROLES.

Impôt dit des routes (Décret du 4 décembre 1935 J. O. E. F. O. du 1^{er} février 1936, page 94).

50 francs par habitant âgé de 18 à 60 ans.

Impôt foncier sur les propriétés bâties (Décret du 3 juin 1935).

Cet impôt est fixé à 5 p. 0/0 de la valeur locative annuelle.

Contribution des patentes (arrêtés des 16 février 1881 et 22 janvier 1921, décret du 23 janvier 1924, arrêtés des 2 juillet et 4 décembre 1928, 9 août et 13 décembre 1929, 8 novembre 1930, 16 septembre et 29 décembre 1932, 18 mars 1933, décret du 24 décembre 1938).

Les patentes sont divisées en patentes fixes et en patentes proportionnelles.

Le taux des patentes fixes est déterminé ainsi qu'il suit :

1^{re} PATENTES DE COMMERCE.

1 ^{re} classe. Commerçants en gros et en détail dont le chiffre d'importation dans l'année est supérieur à 500.000 francs . . .	4.000 "
2 ^e classe. Commerçants en gros et en détail dont le chiffre d'importation dans l'année est compris entre 100.000 et 500.000 fr. . .	850 "
3 ^e classe. Commerçants en gros et en détail dont le chiffre d'importation dans l'année est compris entre 30.000 et 100.000 fr. . .	700 "
4 ^e classe. Commerçants en gros et en détail dont le chiffre d'importation dans l'année ne dépasse pas 30.000 fr. . .	250 "
5 ^e classe. Commerçants en gros et en détail établis ailleurs qu'à Papeete et ne procédant à aucune importation directe . . .	150 "

2^e PATENTES D'INDUSTRIES ET DE PROFESSIONS DIVERSES

Armateurs, par tonneau de jauge, pour tout bâtiment jaugeant au moins 10 tonneaux.	2 "
Colporteurs à Tahiti.	187 50
Les mêmes à Moorea.	120 "
— aux Iles-Sous-le-Vent, y compris les embarcations armées dans l'archipel pour y faire le colportage. . .	150 "
— dans les autres archipels.	120 "
Entreprise pour l'exploitation des phosphates dans les Etablissements français de l'Océanie :	
1 ^{re} Catégorie. Patente d'entrepreneur pour l'exploitation des gisements de phosphates, afférente à la période d'installation, avant l'exportation de ce produit.	30 "
2 ^e catégorie. Patente d'entrepreneur pour l'exploitation des gisements de phosphates, à compter du jour où commence l'exportation de ce produit.	1.500 "
Capitaines ou subrécargues de navires armés au petit cabotage ou au bornage, faisant du commerce à bord dans les ports autres que celui de Papeete, mais ne vendant pas de liquides. . . .	240 "
Scaphandriers, par appareil employé à la pêche des nacres. . .	2.820 "
Marchands de perles	1.000 "
Préparateur de vanille.	300 "
Usines : 1 ^{re} catégorie	
Electrique à Papeete.	1.000 "
id. à Uturoa	500 "
Brasserie	1.000 "
Sucrerie	1.000 "
Usines : 2 ^{me} catégorie	
Distillerie	800 "
Parfumerie	800 "

Usines : 3 ^{me} catégorie	Fabricant de glace.	240 "
	— d'eau gazeuse	240 "
	— de savon.	240 "
	— d'huiles d'arachides	240 "
	Toutes autres usines industrielles ou agricoles.	240 "
	Agents d'assurances	800 "
	Commissionnaires.	1.000 "
	Gérants de Cercle (supprimée par application du décret du 14/12/36).	
	Constructeur de navires	500 "
	Directeurs de cinéma, à Papeete	500 "
	— autres qu'à Papeete	300 "
	Tenanciers de buvette	500 "
	Débitants : catégorie A	3.000 "
	— catégorie B	500 "
	Restaurants simples, à Papeete	300 "
	Restaurants simples, dans les districts de Tahiti, Moorea, à Makatea et aux Iles-Sous-le-Vent	150 "
	Entrepreneurs de Pompes funèbres.	300 "
	Photographes	300 "
	Agents d'affaires (1)	2.000 "
	Etablissements de crédit : } Banques publiques et d'émission.	25.000 "
	} Banques privées.	15.000 "
	Pharmaciens à Papeete.	1.000 "
	— autres qu'à Papeete.	500 "
	Tenanciers de dépôts de médicaments ailleurs qu'à Papeete. . .	200 "
	Toutes autres professions.	150 "

PATENTES D'EXPORTATEUR

1 ^{re} classe. Commerçants exportant pour plus de 200.000 fr. de marchandises.	500 "
2 ^e classe. Commerçants exportant jusqu'à 200.000 fr. de marchandises.	250 "

Les maisons de commerce faisant de l'exportation mais acquittant déjà une patente de 1^{re}, 2^e et 3^e classe sur le chiffre de leurs importations sont exonérées de la patente d'exportateur.

Les surveillants des « gites d'étapes » fondés par le Syndicat d'initiative de Tahiti, sont exonérés de la patente de loueur en garni s'ils ne reçoivent pas les touristes pendant plus de 24 heures.

3^o PATENTES POUR LES PROFESSIONS LIBÉRALES

Avocats ou défenseurs	2.500 "
Commissaires-priseurs	600 "
Dentistes (2).	1.000 "
Arpenteurs-géomètres et géomètres-experts.	600 "
Huissiers à Papeete.	600 "
Huissiers auxiliaires partout ailleurs.	300 "
Médecins à Papeete	1.000 "
— autres qu'à Papeete	500 "
Notaires	3.000 "
Vétérinaires	500 "

4^o PATENTES PROPORTIONNELLES

Les patentes proportionnelles, décomptées sur un minimum de 900 francs pour Papeete et 600 francs pour les districts et dépendances, sont fixées de la manière suivante :

Etablissements de crédit, et professions libérales de 1.000 frs et plus.	1/5 ^e de la valeur locative.
Négociants de troisième, quatrième, cinquième et sixième classe autres professions libérales	1/6 ^e id.
Usiniers	1/20 ^e id.
Entreprise pour l'exploitation des phosphates :	
1 ^{re} catégorie.	1/15 ^e id.
2 ^e catégorie.	1/5 ^e id.
Toutes autres professions.	1/15 ^e id.
Formules de patentes	5 "

(1) Par arrêté n° 507 a. g. f., du 26 mai 1937 les patentes d'Agents d'affaires, Banques publiques et d'émission, Etablissements de crédit, Pharmaciens à Papeete et autres qui à Papeete sont classées dans professions commerciales.

(2) Modifiée par décret du 14 décembre 1936.

Arrêté municipal n° 87 du 6 janvier 1939, créant cinq centimes additionnels ordinaires et cinq centimes additionnels extraordinaires sur les patentes fixes et proportionnelles, la contribution foncière (propriété bâtie) et le droit fixe et supplémentaire à la patente à laquelle sont assujettis les asiatiques étrangers dans la Commune de Papeete.

Les patentes fixes et proportionnelles des circonscriptions de Tahiti, Moorea et Makatea supportent une taxe additionnelle de 10 % au profit de la Chambre Commerce (arrêté du 18 juin 1923).

Droit fixe et droit supplémentaire à la patente à laquelle sont assujettis les asiatiques étrangers (arrêté du 31 juillet 1931).

Les asiatiques étrangers autorisés à exercer un commerce, une industrie ou une profession, sont astreints pour eux et pour chacun de leurs employés à un droit fixe de 20 francs et à un droit supplémentaire à la patente à laquelle ils sont assujettis.

Le droit supplémentaire à la patente est fixé comme suit :

1^o PATENTE DE COMMERCE

Banquier	5.000 »
Patentés de 1 ^{re} , 2 ^e et 3 ^e classe	1.000 »
Patentés de 4 ^e , 5 ^e et 6 ^e classe	600 »

2^o PATENTES D'INDUSTRIE ET DE PROFESSIONS
DIVERSES

Colporteur	100 »
Entrepreneur de phosphates	1.000 »
Marchand de perles	1.000 »
Préparateur de vanille	100 »
Usinier 1 ^{re} catégorie	1.000 »
Usinier 2 ^e catégorie	500 »
Usinier 3 ^e catégorie	240 »
Commissionnaires	500 »
Professions non dénommées et toutes autres professions	120 »

Taxes sur les voitures attelées (arrêtés des 22 mai 1929 et 8 novembre 1930).

TABLEAU A

Taxe pour les véhicules attelés appartenant aux particuliers et non utilisés pour la location ou le transport en commun.	Commune de Papeete et districts de Tahiti	Moorea et archipels
Voitures suspendues servant au transport des personnes et des marchandises :		
Voitures à 2 roues	40 »	20 »
Voitures à 4 roues	80 »	40 »
Charrettes, tombereaux, prolonges	40 »	20 »

TABLEAU B.

Taxes pour les véhicules attelés utilisés pour la location ou pour le transport en commun des voyageurs et des marchandises.	Commune de Papeete et districts de Tahiti	Moorea et archipels
Voitures suspendues servant au transport des personnes et des marchandises :		
Voitures à 2 roues	60 »	30 »
Voitures à 4 roues	120 »	60 »
Charrettes, tombereaux, prolonges	60 »	30 »

Droits de vérification des poids et mesures et instruments et pesage.

(Arrêtés des 15 mai 1889, et 21 novembre 1931.)

MESURES DE LONGUEUR.

Double décimètre	3 ^e »	Mètre	1 ^{er} »
Décimètre	2 »	Demi-mètre	0 50
Demi-décimètre	2 »	Décimètre	0 50
Double-mètre	1 50	Double-décimètre	0 50

MESURES DE SOLIDITÉ.

Double-stère	10 ^e »	Stère	3 ^e »
------------------------	-------------------	-----------------	------------------

MESURES DE CAPACITÉ POUR LES GRAINS ET LES MATIÈRES SÈCHES.

Hectolitre	10 ^e »	Double-litre	1 ^{er} 50
Demi-hectolitre	5 »	Litre	1 »
Double-décalitre	2 50	Demi-litre	1 »
Décalitre	2 »	Double-décilitre, décilitre et demi-décilitre	1 »
Demi-décalitre	2 »		

MESURES DE CAPACITÉ POUR LES LIQUIDES.

Double-décalitre	5 ^e »	Demi-litre	1 ^{er} »
Décalitre et demi-décalitre	3 »	Double-décilitre	0 70
Double-litre	2 »	Décilitre, demi-décilitre, double-centilitre et centilitre	0 50
Litre	1 50		

POIDS EN FER.

Cinquante kilogrammes.....	10' »	Deux hectogrammes, un hecto-	
Vingt, dix et cinq kilogrammes...	5 »	gramme, un demi-hectogram-	
Deux kilogrammes, un kilogramme		me et au-dessous.	1' »
et un demi-kilogramme.....	2 »		

POIDS EN CUIVRE.

Cinquante kilogrammes	10' »	Deux kilogrammes, un, et demi-kilo	2' »
Vingt, dix et cinq kilogrammes..	5 »	Deux hectogrammes et au-dessous	1 »

INSTRUMENTS DE PESAGE.

Pont-basculer pour les usines cen-		Balances à bras égaux et à bas-	
trales.....	20' »	cules, de magasin.....	8' »
Balances à bras égaux, de comptoir.	4 »	Balance à bras égaux, de précision.	4 »

Sont réputées balances de magasin toutes celles dont les fléaux dépassent 65 centimètres de longueur, balances de comptoir celles de 65 à 20 centimètres, et balances de précision celles de 20 centimètres et au-dessous.

Indépendamment du droit fixé pour la vérification de chacune des balances ci-dessus dénommées, les assujettis seront tenus de payer, pour la totalité des poids dont se forme la plus haute portée de chaque balance-basculer ou de chaque romaine oscillante, et par chaque 20 kilogrammes, un autre droit de 2 fr. sans que ce droit puisse être exigé pour plus de 1.000 kilogrammes.

Taxe sur les chiens (décret des 16 juin 1892 et 31 janvier 1928, arrêtés des 29 décembre 1928, 9 août 1929 et 25 septembre 1931).

Cette taxe qui frappe les chiens de toute catégorie, à l'exception des chiens ratiers, est fixée ainsi qu'il suit :

à Papeete	20 fr. par tête.
dans les districts de Tahiti et Moorea	
et dans les Archipels	15 fr. par tête

Frais d'avertissement (arrêté du 17 décembre 1932).

Par cote inscrite au rôle.....	0 25
--------------------------------	------

DROITS PERÇUS SUR LIQUIDATIONS.

Droit de licence pour le commerce en gros et en détail des boissons alcooliques de toute nature (Délibération approuvée en Conseil Privé le 27 octobre 1936 et par décret du 14 décembre 1936, décret du 24 décembre 1938).

1^{re} classe : Débitants, cafetiers, hôteliers-restaurateurs, restaurateurs, gérants de cercle, à Tahiti, vendant au détail, à consommer sur place, des boissons alcooliques ou d'alimentation.....	3.000 »
4^{re} classe : Marchands en gros ou en détail de boissons alcooliques, de boissons d'alimentation et hygiéniques à emporter.....	3.000 »

2^{me} classe : a) Hôteliers-restaurateurs et restaurateurs à Moorea vendant au détail à consommer sur place des boissons alcooliques, d'alimentation ou hygiéniques.	2.000 »
b) Débitants cafetiers, hôteliers-restaurateurs, restaurateurs et gérants de cercle, à Tahiti, vendant au détail à consommer sur place des boissons d'alimentation et des boissons hygiéniques à l'exclusion des boissons alcooliques.....	
c) Marchands en gros ou en détail de boissons d'alimentation et hygiéniques à emporter dans toutes les îles, autres que Tahiti.....	2.000 »
3^{me} classe : Hôteliers-restaurateurs, restaurateurs et gérants de Cercles à Uturoa (Raïatea) vendant au détail à consommer sur place, des boissons alcooliques, d'alimentation.....	1.500 »
4^{me} classe : a) Fabricants de boissons alcooliques vendant en gros le produit de leur industrie.....	
b) Fabricants de boissons d'alimentation vendant en gros le produit de leur industrie.....	1.000 »
5^{me} classe : Hôteliers-restaurateurs et restaurateurs, dans les îles autres que Tahiti, vendant au détail à consommer sur place, des boissons d'alimentation à l'exclusion des boissons alcooliques.....	750 »
Restaurateur des districts de Tahiti vendant des boissons hygiéniques et d'alimentation à consommer sur place aux personnes prenant effectivement leur repas, à l'exclusion des boissons alcooliques. Cette licence ne sera délivrée qu'après avis du Conseil de district intéressé.	
6^{me} classe : Buvettes occasionnelles installées par autorisation du Gouverneur pour la durée d'une fête publique, bal, kermesse, etc. :	
a) Ne livrant que des boissons d'alimentation et des boissons hygiéniques à consommer sur place, à Tahiti, Moorea et Makatea.....	100 »
b) Ne livrant que des boissons d'alimentation et des boissons hygiéniques à consommer sur place dans les autres îles.....	50 »
c) Livrant des boissons alcooliques, d'alimentation ou hygiéniques, à consommer sur place à Tahiti et Moorea.....	200 »
Formule de licence 20 francs.	

Droits de douane à l'importation (décrets des 9 mai 1892, 10 mars 1897, 2 mai 1904, 5 juillet 1921, 11 avril 1924, 23 décembre 1926, 17 novembre 1927, 8 juillet 1928, 1^{er} juin 1932, 20 juillet 1932, 11 avril, 28 octobre et 27 novembre 1934, 18 mars 1936, arrêté du 27 mai 1936 promulguant la délibération du C. P. du 28 novembre 1935, décrets des 14 août 1936 et 30 novembre 1937).

Droits d'octroi de mer (décrets des 11 mars 1897, 2 mai 1904, 26 février 1905, 22 février 1907, 29 décembre 1910, 9 mars 1919, 21 juin, 23 juillet et 9 septembre 1921, 23 décembre 1926, 20 décembre 1928 et Décret du 23 mai 1936).

Tarifs des droits d'octroi de mer et de douane.

Dénomination des produits	Unités sur lesquelles portent les droits	Octroi de mer — Taux du droit	Douane — Taux du droit
<i>Bois de toutes sortes.</i>			
Bois de sapin en grume, équarri ou débité à la scie.....	Le mètre cube	2 ^f »	4 ^f »
Bois rabotés d'un ou deux côtés, bouvetés.....	id.	3 »	5 »
Bois de cèdre, noyer ou chêne, pour menuiserie et ébénisterie.....	id.	5 »	8 »
Bois de cèdre ou autres pour charpente, navire ou charbonnage.....	id.	5 »	8 »
Bois de kaori.....	id.	5 »	n. d.
Bois des îles.....	id.	Ex. de droit	10 »
Poteaux.....	Le 1.000	35 »	50 »
Bardeaux.....	id.	0 75	1 »
Lattes.....	Ad valorem	8 0/0	10 0/0
Bois à brûler.....	Le stère	Ex. de droit	3 »
<i>Boissons. (1)</i>			
Vins provenant exclusivement de la fermentation des raisins frais et du jus de raisin frais en fûts.....	L'hectolitre	5 »	17 50
— — — en caisse.....	La caisse de 12 b. ou 24 1/2 bout.	6 »	10 »
— de champagne en caisse.....	id.	16 »	»
— mousseux.....	La caisse de 12 bout.	10 »	20 »
Vins de liqueurs ou de dessert, secs et doux (madère, frontignan, lunel, porto, paille, xérès, tokay, banyuls, sherry, etc.), provenant du raisin frais.....	La caisse de 12 bout.	14 »	20 »
Vins de dessert en barriques (les mêmes que ci-dessus)...	L'hectolitre	115 »	100 »
Sirops assortis.....	Le litre	0 30	0 50
Genièvre, whisky, old-tom (2).....	id.	2 50	2 »
Alcool (2) (3).....	le litre	Ex. de droit	(4)
Eau-de-vie en caisses ou en fûts (2).....	id.	1 75	1 50
Rhum et tafia en caisses ou en fûts (2).....	id.	Ex. de droit	2 25
Kirsch, kummel, en caisses ou en fûts.....	id.	1 75	1 50
Vermouth, en fûts.....	id.	1 25	»
Vermouth, en caisses.....	L'hectolitre	»	100 »
	le litre	1 25	»
	la caisse de 11 litres	»	20 »
Chartreuse.....	id.	2 »	»
Liqueurs assorties en caisses.....	id.	1 75	1 50
Cassis, guignolet, bigarreau.....	id.	1 50	1 50
Alcoolats de fruits en caisses.....	id.	0 70	0 75
Bitter.....	id.	1 75	2 »
Bitter angostura.....	id.	2 50	2 »
Amers.....	id.	1 50	1 50
Liqueurs apéritives (byrrh, croisette, apéritif Lemaire, etc.)	le litre	1 50	1 50
Bières de toute espèce.....	id.	Ex. de droit	1 60
Porter, etc.....	id.	0 15	0 25
Hydromel et cidre mousseux.....	id.	0 15	0 25
Boissons de gingembre.....	La bouteille	0 10	n. d.
Eau minérale.....	id.	0 10	0 05
Vinaigre.....	L'hectolitre	10 »	7 50
Boissons de raisins secs et toutes autres boissons non dénommées.....	id.	n. d.	1.800 »
	d'alcool pur	n. d.	(sans qu'en aucun cas le droit perçu soit inférieur à 90 fr. par hectolitre de liquide)
<i>Compositions diverses.</i>			
Amidon.....	Les 100 kil.	10 »	20 »
Opium.....	id.	Prohibé	Prohibé
Bougies de toutes sortes.....	id.	20 »	275 » s. d.
Cire d'abeilles.....	id.	Ex. de droit	40 »
Cirages divers.....	Ad valorem	12 0/0	15 0/0
Cire à cacheter.....	Les 100 kil.	30 »	15 »
Colle forte.....	id.	7 »	7 »
Bleu en boule ou en poudre.....	id.	15 »	20 »
Creusets en terre ou en minéral.....	id.	Ex. de droit	Ex. de droit

(1) Voir pour les droits de consommation, page 13 dudit tarif.

(2) Ne dépassant pas 56° à l'alcoomètre et à la température de 15° et acquittant au-dessus un droit supplémentaire de 0 fr. 90 par degré en sus et par litre. (Arrêté n° 73 du 27 janvier 1930, J. O. page 58).

(3) Alcool dénaturé : Exempt d'octroi de mer. — Décret du 26 février 1905. J. O. du 18 mai 1905. Non dénommé en douane : 8 %.

(4) Prohibition des mélasses, sirops de batterie et alcools d'origine et de provenance étrangère (Décret du 8 juillet 1919 - J. O. 1919, page 331).

Dénomination des produits	Unités sur lesquelles portent les droits	Octroi de mer — Taux du droit	Douane — Taux du droit
Encre à imprimer de toutes couleurs.....	Ad valorem	n. d.	»
Encre de toutes couleurs.....	Les 100 kil.	»	450 » s. d.
Emeri en poudre ou roche.....	Les 100 lit.	15 »	15 »
Graisse pour voitures ou harnais.....	Les 100 kil.	7 »	7 »
Noir à l'huile pour harnais.....	Les 100 kil.	7 »	7 »
Huile spéciale pour machine à coudre.....	id.	10 »	n. d.
Mastic.....	Ad valorem	12 0/0	id.
Savons ordinaires.....	Les 100 kil.	4 »	7 »
Vernis.....	id.	4 »	150 » s. d.
Confitures et marmelades.....	id.	20 »	20 »
Chocolat, cacao préparé, confiserie.....	id.	10 »	15 »
Cacao non préparé.....	id.	20 »	20 »
Pain d'épice.....	id.	Ex. de droit	20 »
Chicorée.....	id.	10 »	n. d.
Poudre de levain.....	id.	20 »	id.
Biscuits de dessert.....	id.	30 »	id.
Safran.....	id.	15 »	15 »
Vanille.....	id.	400 »	400 »
Savon médicinal.....	id.	Ex. de droit	208 »
Médicaments ordinaires.....	Ad valorem	12 0/0	5 0/0
— Spécialités.....	id.	8 0/0	5 0/0
Tabacs à fumer ou à chiquer, hachés ou en tablettes, à priser.....	id.	12 0/0	5 0/0
Tabacs en carottes ou en feuilles.....	Les 100 kil.	500 »	15 0/0
Cigares de toute sorte.....	id.	Ex. de droit	15 0/0
Cigarettes.....	id.	1.000 »	15 0/0
Parfumerie.....	id.	1.000 »	15 0/0
Elixirs, poudres et mastics dentifrices.....	Ad valorem	12 0/0	15 0/0
	id.	12 0/0	15 0/0
<i>Couleurs.</i>			
Couleurs à l'eau ou en poudre.....	Les 100 kil.	7 »	7 »
Couleurs broyées à l'huile, autres que les noirs de fumée et de pétrole.....	id.	7 »	35 » s. d.
Noir d'ivoire.....	id.	7 »	7 »
— de fumée.....	id.	7 »	7 »
Ocres diverses.....	id.	2 50	5 »
Plombagine.....	id.	7 »	7 »
Minium en poudre ou pâte.....	id.	7 »	7 »
<i>Denrées coloniales (alimentaires).</i>			
Sucres raffinés.....	Les 100 kil.	16 » s. d.	55 » s. d.
— candis.....	id.	6 »	55 » s. d.
— bruts.....	id.	15 » s. d.	55 » s. d.
Epices, cannelle, poivre, clous de girofle, muscade, poudre de carry, etc.....	id.	25 »	25 »
Thé.....	Ad valorem	12 0/0	8 0/0
Café.....	Les 100 kil.	Ex. de droit	350 »
Mélasses.....	id.	id.	25 »
Olives en saumure.....	Ad valorem	12 0/0	15 0/0
Capres au vinaigre.....	id.	12 0/0	15 0/0
Moutarde préparée, en poudre ou en graines.....	id.	12 0/0	15 0/0
<i>Farineux et conserves alimentaires.</i>			
Farine de froment.....	Les 100 kil.	1 80	2 »
Riz.....	id.	2 »	2 »
Fécule de pia, manioc et d'igname.....	id.	Ex. de droit	10 »
Pommes de terre.....	id.	0 50	0 50
Oignons, aulx.....	id.	2 »	2 »
Echalottes.....	id.	Ex. de droit	2 »
Légumes secs: haricots, lentilles, pois secs, fèves cassées, etc.....	id.	2 50	3 »
Légumes pressés en boîtes ou tablettes (méthode Appert).....	Ad valorem	8 0/0	10 0/0
	id.	12 0/0	»
Légumes confits au vinaigre: Cornichons.....	Les 100 kil.	»	10 »
— Achards.....	Ad valorem	12 0/0	15 0/0
— Pickles.....	id.	12 0/0	»
— Piccalilli.....	Les 100 kil.	»	10 »
	Ad valorem	12 0/0	»
— Autres.....	Les 100 kil.	»	10 »
	Ad valorem	12 0/0	»
Légumes salés.....	id.	3 »	n. d.
Tapioca.....	id.	8 »	10 »
Pâtes alimentaires dites d'Italie.....	id.	8 »	10 »
Fécules diverses.....	id.	10 »	10 »
Biscuits de mer.....	id.	2 50	3 »

Dénomination des produits	Unités sur lesquelles portent les droits	Octroi de mer — Taux du droit	Douane — Taux du droit
Conserves alimentaires en boîtes :	Les 100 kil.		
Petits pois au naturel.....	id.	15 »	15 »
— au beurre, au jambon.....	id.	30 »	25 »
Haricots verts.....	id.	15 »	15 »
— flageolets.....	id.	15 »	15 »
Champignons.....	id.	20 »	15 »
Cèpes à l'huile.....	id.	25 »	15 »
Tomates.....	id.	5 »	15 »
Asperges.....	id.	20 »	15 »
Truffes.....	id.	100 »	400 »
Marrons rôtis.....	id.	20 »	15 »
Julienne au gras.....	id.	15 »	15 »
Bouillon gras.....	id.	15 »	15 »
Potage militaire.....	id.	15 »	15 »
Liebig.....	id.	20 »	50 »
Artichauts.....	id.	20 »	15 »
Escargots à la bordelaise.....	id.	25 »	15 »
Choux-fleurs.....	id.	15 »	15 »
Soupes en boîtes.....	id.	15 »	15 »
Sauces.....	id.	20 »	15 »
Carottes.....	id.	10 »	n. d.
Navets.....	id.	10 »	id.
Epinards.....	id.	20 »	id.
Salsifis.....	id.	25 »	id.
Choucroute au naturel.....	id.	10 »	id.
— garnie.....	id.	20 »	id.
Macédoine.....	id.	12 »	id.
Julienne au naturel.....	id.	12 »	id.
Oseille.....	id.	15 »	id.
Légumineux en purée.....	id.	15 »	id.
Betteraves.....	id.	10 »	id.
Autres.....	id.	20 »	id.
Fruits et graines.			
Raisins et autres fruits secs et tapés.....	Les 100 kil.	15 »	10 »
Fruits de table au jus.....	id.	12 »	10 »
Fruits de table confits au sucre.....	Les 100 kil.	12 »	n. d.
— au vinaigre.....	id.	12 »	10 »
— et graines pour semence.....	»	Ex. de droit	Ex. de droit
Céréales: Blé, orge, avoine, son, seigle, méteil, millet et autres graines pour oiseaux, malt, etc.....	id.	1 25	1 50
Recoupe pour boulangerie.....	id.	1 25	n. d.
Fourrages, foin.....	id.	Ex. de droit	2 »
Prunes sèches.....	id.	15 »	10 »
Amandes.....	id.	15 »	15 »
Noix et noisettes.....	id.	15 »	10 »
Mais.....	id.	Ex. de droit	15 »
Filaments à ouvrir.			
Soie végétale.....	Les 100 kil.	Ex. de droit	10 »
Fils et tissus.			
Fils de tous textiles.....	Ad valorem	8 0/0	20 0/0
Tissus en pièces de tous textiles.....	id.	8 0/0	20 0/0
Bonneterie, rubannerie, passementerie de tous tissus.....	id.	8 0/0	20 0/0
Broderies de toutes sortes sur tous tissus, dentelles et tulles.....	id.	8 0/0	20 0/0
Articles confectionnés, vêtements et pièces de lingerie et tous autres articles.....	id.	8 0/0	20 0/0
Matériel pour navires.			
Caisses à eau.....	id.	8 0/0	5 0/0
Chaines de toute dimension.....	id.	8 0/0	13 0/0
Embarcations de toute dimension.....	id.	12 0/0	10 0/0
Poulies en bois et en fer.....	id.	8 0/0	8 0/0
Câbles métalliques de toute épaisseur.....	id.	8 0/0	n. d.
Ancres de toute dimension.....	id.	8 0/0	id.
Autres matériaux et objets non dénommés.....	id.	8 0/0	id.
Etoupe de lin et de chanvre.....	Les 100 kil.	40 »	15 »
Feutre.....	id.	10 »	10 »
Bâtiments de mer en bois, en fer, en acier, à voiles ou à vapeur grées et armés. (Décret du 5 juillet 1921) :			
Par tonneau de jauge brut.....	10 »
Par tonneau au dessus de 100 tonnes.....	5 »
Exempt à l'octroi. (Décret du 23 juillet 1921). Prohibition d'exportation. Décret du 13 octobre 1921.....
Meubles.			
Meubles ordinaires, montés ou non: Lits en bois, tables en bois, commodes, armoires, garde-manger, lavabos, sommiers, matelas et traversins, édredons, berceaux d'enfants, malles en bois blanc, malles chapelières, etc.....	Ad valorem	12 0/0	13 0/0

Dénomination des produits	Unités sur lesquelles portent les droits	Octroi de mer — Taux du droit	Douane — Taux du droit
Meubles riches, montés ou non : Armoires à glace, buffets, commodes, lavabos, tables de salon, de salle à manger, consoles, canapés façonnés ou rembourrés, chaises et fauteuils façonnés ou rembourrés, cadres, glaces, miroirs, étagères, baguettes et moulures dorées ou non dorées pour corniches de rideaux ou encadrements de gravures et de tableaux, billards et accessoires, tables à ouvrage, tables de jeu, casiers à musique, tabourets de piano, pupitres, secrétaires-guéridons, chiffonniers, etc.	Ad valorem	12 0/0	13 0/0
Lits en fer, fauteuils et chaises en rotin, malles de Chine.	id.	12 0/0	8 0/0
Pièces détachées servant à la fabrication des meubles.	id.	12 0/0	n. d.
<i>Métaux.</i>			
Métaux bruts : Fer, fonte, acier, cuivre, zinc, plomb, étain, fer brut de construction.	Les 100 kil.	2 »	12 »
Or en barres, fils, lingots ou feuilles.	Le kilog.	250 »	500 »
Argent — — —	id.	15 »	35 »
Platine — — —	id.	300 »	575 »
Métaux ouvrés et prêts à employer.	Ad valorem	12 0/0	13 0/0
Fils métalliques de toute épaisseur.	id.	12 0/0	13 0/0
Ronces métalliques.	id.	Ex. de droit	13 0/0
Ressorts pour sommiers.	id.	12 0/0	13 0/0
Tôles galvanisées.	id.	12 0/0	13 0/0
Soudure.	id.	12 0/0	13 0/0
<i>Ouvrages en matières diverses.</i>			
Crayons de toute sorte.	La grosse	1 »	1 »
Vannerie ordinaire et fine.	Ad valorem	12 0/0	13 0/0
Sellerie, harnachements. — Articles divers s'y rattachant.	id.	12 0/0	n. d.
Bois de selles, sellettes ou attelles.	id.	12 0/0	8 0/0
Parchemins de toute sorte pour harnachement et sellerie.	id.	12 0/0	13 0/0
Aiguilles à coudre, à voile et pour machines.	id.	12 0/0	8 0/0
Armes.	id.	12 0/0	20 0/0
Artifices.	id.	12 0/0	20 0/0
Appareils et instruments de chirurgie.	id.	Ex. de droit	Ex. de droit
Bijouterie (or, argent, doublé, plaqué, pierreries, perles, pierres fausses, etc.)	id.	12 0/0	13 0/0
Bijouterie nickelée, fausse.	id.	12 0/0	13 0/0
Orfèvrerie.	id.	12 0/0	13 0/0
Mercerie et tabletterie.	id.	12 0/0	n. d.
Bimbeloterie, jouets divers, plumes à écrire et porte-plumes.	id.	12 0/0	13 0/0
Articles de Paris.	id.	12 0/0	»
Bandages divers.	id.	8 0/0	8 0/0
Biberons et tétines.	id.	8 0/0	n. d.
Brosserie et pinceaux.	id.	12 0/0	13 0/0
Balais de crin, millet, chiendent, etc.	id.	12 0/0	13 0/0
Chapellerie, chapeaux de toute forme (pour hommes, femmes et enfants).	id.	12 0/0	13 0/0
Modes.	id.	12 0/0	n. d.
Chaussures de toutes sortes.	id.	8 0/0	20 0/0
Coutellerie, coffres-forts.	id.	12 0/0	13 0/0
Caractères d'imprimerie.	id.	Ex. de droit	Ex. de droit
Carrosserie : Voitures suspendues, voitures de luxe en général, bicyclettes, etc.	id.	12 0/0	20 0/0
Wagons, tombereaux, prolonges, charrettes, voitures à bras.	id.	12 0/0	20 0/0
Accessoires et pièces détachées pour voitures de toutes sortes, wagons, etc.	id.	12 0/0	Taxés au droit qui leur est propre
Chambres à air ou pneumatiques blocs, bandages pleins pour garniture de roues de voitures, bandages pour garniture de cycles, à l'état brut, travaillé ou fini.	id.	n. d.	»
Voitures automobiles pour le transport des personnes :	Les 400 kil.	»	300 »
1° Voitures carrossées complètes ou non, pesant par unité :			
moins de 1.100 kilogr.	id.	Ex. de droit	640 »
de 1.100 kilogr. inclus à 1.500 kilogr. exclus.	id.	id.	740 »
de 1.500 — 1.750 —	id.	id.	840 »
de 1.750 — 2.000 —	id.	id.	1.020 »
2.000 kilogr. et plus.	id.	id.	1.240 »
2° Chassis non carrossés avec ou sans moteur, garnis ou non de pneumatiques pesant par unité :			
moins de 850 kilogr.	id.	id.	640 »
de 850 kilogr. inclus à 1.250 kilogr. exclus.	id.	id.	740 »
de 1.250 — 1.500 —	id.	id.	840 »
de 1.500 — 1.750 —	id.	id.	1.020 »
1.750 kilogr. et plus.	id.	id.	1.240 »

Dénomination des produits	Unités sur lesquelles portent les droits	Octroi de mer — Taux du droit	Douane — Taux du droit
Voitures automobiles pour le transport des marchandises :			
1 ^o Voitures carrossées, complètes ou non, pesant par unité :			
moins de 1.150 kilogr.	Les 100 kil.	Ex. de droit	500 »
1.150 kilogr. et plus.	id.	id.	560 »
2 ^o Chassis non carrossés, avec ou sans moteur, garnis ou non de pneumatiques.	id.	id.	640 »
Carrosseries et parties de carrosseries pour voitures automobiles.	Ad valorem Les 100 kil.	8 0/0 »	640 »
Tous accessoires, parties et pièces détachées pour toutes voitures automobiles (moteurs, carburateurs, boîtes de vitesse, miroirs rétroviseurs, pare-brise, roues, magnétos, dynamos, etc.).	Ad valorem	8 0/0	36 0/0
Vélocipèdes ou voitures d'enfants.	id.	12 0/0	13 0/0
Manèges de chevaux de bois, de vélocipèdes et autres.	id.	12 0/0	n. d.
Jeux forains de toutes sortes.	id.	12 0/0	id.
Cheveux ouvrés.	id.	12 0/0	13 0/0
Cordages de toutes les formes et de toutes les dimensions. .	Les 100 kil.	13 »	10 »
Manille.	id.	13 »	10 »
Ligne de pêche en coton.	id.	20 »	10 »
— en chanvre.	id.	20 »	10 »
Chanvre blanc et goudronné.	id.	20 »	10 »
Fils à voile ou ficelles en coton.	id.	20 »	10 »
— en chanvre.	id.	20 »	10 »
Filets de pêche en coton.	id.	25 »	10 »
— en chanvre.	id.	25 »	10 »
Hammacs.	Ad valorem	12 0/0	n. d.
Fers à repasser.	Ad valorem	8 0/0	8 0/0
Fleurs artificielles.	id.	12 0/0	30 0/0
Couronnes mortuaires.	id.	12 0/0	n. d.
Gants et mitaines de peaux, de fil, de soie et de coton, etc..	id.	12 0/0	30 0/0
Horloges, pendules et montres.	id.	12 0/0	15 0/0
Pièces de rechange et accessoires d'horloges, de pendules et de montres.	id.	Ex. de droit	Ex. de droit
Lampes à suspension, portatives, à globes et à ornements (Les verres, globes et pièces détachées de lampes ou lanternes suivent le même régime que les lampes et lanternes elles-mêmes (Note du 25 janvier 1905)).	id.	12 0/0	15 0/0
Lanternes de voitures et autres.	id.	12 0/0	n. d.
Fanaux, falots et reverbères.	id.	12 0/0	id.
Pièces détachées de lanternes, fanaux, falots, reverbères et lampes de toutes sortes.	id.	12 0/0	id.
Seltzogènes.	id.	12 0/0	id.
Dames-jeannes.	Le 100	20 »	id.
Instruments de mathématique, physique, chimie, astronomie, topographie, histoire naturelle et de calcul.	Ad valorem	Ex. de droit	Ex. de droit
Instruments d'optique.	id.	12 0/0	n. d.
— de photographie et accessoires.	id.	12 0/0	8 0/0
Phonographes et accessoires.	id.	12 0/0	n. d.
Electro-poire.	id.	12 0/0	id.
Lanternes magiques.	id.	12 0/0	id.
Instruments de musique à vent en cuivre, en bois, à cordes.	id.	12 0/0	15 0/0
Tambours, caisses roulantes et grosses caisses.	id.	12 0/0	15 0/0
Orgues de barbarie, boîtes à musique.	id.	12 0/0	15 0/0
Accordéons.	id.	12 0/0	15 0/0
Harmoniums, harmonica-flûtes, orgues et pianos.	id.	12 0/0	15 0/0
Pièces séparées pouvant servir au montage ou à la réparation des instruments de musique.	id.	12 0/0	15 0/0
Instruments de pesage et de mesurage.	id.	12 0/0	8 0/0
Machines agricoles ou industrielles, machines-outils, accessoires desdites machines.	id.	Ex. de droit	Ex. de droit
Machines motrices pour la navigation ou la locomotion.	id.	id.	id.
Machines à coudre.	id.	12 0/0	8 0/0
Mannequins pour tailleurs, corsetiers ou modistes.	id.	12 0/0	n. d.
Moulins à vent.	id.	12 0/0	id.
Accessoires et pièces de rechange de moulins à vent.	id.	12 0/0	id.
Moulins à café ou à poivre.	id.	12 0/0	8 0/0
Pompes à incendie et accessoires.	id.	Ex. de droit	Ex. de droit
Pompes aspirantes et foulantes et accessoires.	id.	12 0/0	8 0/0
Cartouches et munitions de toutes sortes et accessoires pour armes à feu.	id.	12 0/0	20 0/0
Articles de chasse et de pêche.	id.	12 0/0	n. d.
Hameçons.	id.	12 0/0	8 0/0
Outils divers et instruments d'agriculture.	id.	8 0/0	8 0/0
Parapluies et ombrelles de toutes sortes.	id.	12 0/0	10 0/0
Presses d'imprimerie.	id.	Ex. de droit	Ex. de droit
Presses à copier.	id.	12 0/0	10 0/0
Machines à écrire.	id.	12 0/0	n. d.
Articles de voyage : Valises, sacoches, sacs de nuit, couvertures, etc.	id.	12 0/0	id.

Dénomination des produits	Unités sur lesquelles portent les droits	Octroi de mer — Taux du droit	Douane — Taux du droit
Articles de dessin.....	Ad valorem	12 0/0	n. d.
Pipes de toutes sortes.....	id.	12 0/0	15 0/0
Plumes d'autruches et autres pour garnitures de chapeaux.....	id.	12 0/0	20 0/0
Quincaillerie, ferblanterie, serrurerie, clouterie, boulonnerie, fourneaux et accessoires.....	id.	8 0/0	20 0/0
Chaudronnerie.....	id.	8 0/0	20 0/0
Ferronnerie.....	id.	8 0/0	20 0/0
Souricières, ratières, pièges de toutes sortes.....	id.	12 0/0	n. d.
Tuyaux en caoutchouc.....	id.	12 0/0	10 0/0
Caoutchouc en planches pour rondelles, pour joints et clapets	id.	Ex. de droit	Ex. de droit
Toile métallique en laiton, fer, acier, galvanisée ou non, peinte ou non.....	id.	12 0/0	10 0/0
Tresses en bois, pailles ou écorces, sparterie, paillassons.....	id.	12 0/0	10 0/0
Ouvrages en bois, avirons, boîtes en bois blanc pour emballage, boissellerie, plats, cuillers, sébiles, pelles, etc.....	id.	12 0/0	8 0/0
Futailles vides et cuves, montées ou non, manches d'outils de toutes sortes.....	id.	12 0/0	8 0/0
Pièces de charpente et de menuiserie (portes, persiennes, stores, paravents de toutes sortes, fenêtres, etc).....	id.	12 0/0	8 0/0
Bois de charonnage façonné.....	id.	8 0/0	8 0/0
Parqueterie, marqueterie, mosaïque.....	id.	12 0/0	8 0/0
Rosaires, chapelets, scapulaires.....	id.	12 0/0	n. d.
Aubes, étoles, chasubles et tous objets nécessaires à la célébration du culte.....	id.	Ex. de droit	id.
Soutanes.....	id.	id.	13 0/0
Objets d'art, tableaux, gravures ou peintures non encadrées, statues et statuettes en matières diverses, vases sculptés ou gravés, lustres et candélabres, médailles, articles de fantaisie, chinoiserie.....	id.	12 0/0	10 0/0
Objets de collection hors de commerce.....	id.	Ex. de droit	n. d.
Nattes de Chine.....	id.	12 0/0	10 0/0
Drapeaux, écussons, emblèmes, etc.....	id.	12 0/0	n. d.
Monnaies étrangères.....	id.	Ex. de droit	Ex. de droit
<i>Produits et dépouilles d'animaux.</i>			
Viandes en boîtes (bœuf rôti, bouilli, pressé, mouton et préparations analogues).....	Les 100 kil.	6 »	8 »
Langues de bœuf et de mouton.....	id.	10 »	8 »
Pieds et oreilles de porc, jambonneaux.....	id.	10 »	8 »
Jambons et saucissons.....	id.	12 »	8 »
Viandes séchées ou salées, fumées, ou en saumure.....	id.	3 50	3 »
Beurre en barils, boîtes ou flacons.....	id.	15 »	10 »
Margarine, graisses alimentaires et substances similaires.....	id.	15 »	200 » s. d.
Fromages divers.....	id.	8 »	6 »
Saindoux destinés à l'industrie.....	id.	8 »	50 » s. d.
— autres.....	id.	8 »	250 » s. d.
Huile de pied de bœuf.....	id.	12 »	13 »
Lait concentré et stérilisé.....	id.	12 »	8 »
Suif destinés à la savonnerie.....	id.	10 »	30 » s. d.
— autres.....	id.	10 »	60 » s. d.
Huiles de saindoux destinés au graissage des machines.....	id.	n. d.	60 » s. d.
— autres.....	id.	id.	360 » s. d.
Poil brut et autres.....	id.	15 »	13 »
Crin brut ou tordu.....	id.	15 »	13 »
Laine pour matelas.....	id.	15 »	13 »
Laine en suint.....	id.	Ex. de droit	Ex. de droit
Peaux préparées, de vache, de veau, de mouton, de chèvre, etc.....	id.	25 »	20 »
Cuir bruts.....	id.	20 »	13 »
Conserves en boîtes : Pâtés fins en boîtes et en terrines.....	id.	80 »	20 »
— Pâtés militaires.....	id.	30 »	10 »
— Rillettes de Tours.....	id.	40 »	»
— Gras-double.....	id.	20 »	15 »
— Pâtés du diable et préparations analogues.....	id.	40 »	15 »
— Jambons en boîtes.....	id.	30 »	15 »
— Gibiers en boîtes et en terrines.....	id.	40 »	15 »
— Volailles en boîtes.....	id.	30 »	15 »
— Charcuterie fabriquée.....	id.	20 »	n. d.
— Viandes épicées.....	id.	20 »	id.
— Mortadelle.....	id.	60 »	n. d.
— Galantine.....	id.	70 »	id.
— Cervelas.....	id.	30 »	id.
— Tripes.....	id.	20 »	id.
— Ragoûts.....	id.	15 »	id.
— Andouillettes.....	id.	30 »	id.
— Saucisses.....	id.	20 »	id.
— Pâtés de jambon.....	id.	30 »	15 »
— Autres.....	id.	25 »	n. d.

Dénomination des produits	Unités sur lesquelles portent les droits	Octroi de mer — Taux du droit	Douane — Taux du droit
<i>Pêches.</i>			
Conserves de poisson en boîtes :			
— Sardines.....	Les 100 kil.	15 »	13 »
— Saumons.....	id.	6 »	8 »
— Homards.....	id.	12 »	10 »
— Langoustes.....	id.	42 »	n. d.
— Huîtres.....	id.	12 »	10 »
— Maquereaux.....	id.	20 »	10 »
— — à la moutarde.....	id.	30 »	10 »
— Moules à la bordelaise.....	id.	30 »	10 »
— Thon.....	id.	30 »	10 »
— Royans.....	id.	20 »	13 »
— Lamproie.....	id.	50 »	20 »
— Morue.....	id.	10 »	8 »
— Pâtés de harengs.....	id.	50 »	n. d.
— Harengs à l'huile.....	id.	20 »	40 »
— — fumés.....	id.	10 »	4 »
— Anchois.....	id.	30 »	10 »
— Caviar.....	id.	50 »	n. d.
— Mulets.....	id.	15 »	id.
— Palourdes.....	id.	12 »	id.
— Chevrettes.....	id.	20 »	id.
— Autres.....	id.	20 »	id.
Chevrettes sèches.....	id.	10 »	id.
Poissons en saumure.....	id.	2 50	3 »
— secs, salés ou fumés.....	id.	Ex. de droit	7 50
Graisses et huile de poisson.....	id.	15 »	30 » s. d.
Blanc de baleine ou de cachalot.....	id.	n. d.	50 » s. d.
Colle de poisson.....	id.	15 »	13 »
Eponges communes.....	id.	15 »	13 »
— fines.....	id.	50 »	50 »
<i>Produits et déchets divers.</i>			
Gélatine.....	Les 100 kil.	15 »	13 »
Racines de gingembre.....	id.	15 »	13 »
Houblon.....	id.	15 »	13 »
Liège en planches.....	id.	20 »	25 »
— brut, ouvré.....	id.	20 »	n. d.
Bouchons de liège.....	Le 1000	2 »	1 50
Sable pour la métallurgie.....	Les 100 kil.	Ex. de droit	Ex. de droit
Tourteaux de graines oléagineuses.....	Ad valorem	id.	id.
Charbon de bois.....	Les 100 kil.	id.	2 »
Levure de bière.....	id.	id.	Ex. de droit
<i>Pierres, terres et combustibles minéraux</i>			
Ardoises pour toiture.....	Ad valorem	12 0/0	8 0/0
Bitume, solide ou fluide.....	id.	12 0/0	8 0/0
Blanc d'Espagne ou craie.....	Les 100 kil.	2 »	3 »
Plâtre.....	id.	1 50	n. d.
Briques ordinaires.....	Le 1000	6 »	5 »
— réfractaires.....	id.	9 »	15 »
Carreaux pour dallage.....	id.	8 »	10 »
Charbon de terre.....	Les 1000 k.	Ex. de droit	Ex. de droit
Chaux pour l'industrie.....	id.	id.	id.
— pour la construction.....	id.	id.	5 »
Ciment.....	Les 100 kil.	0 50	6 »
Coke.....	id.	Ex. de droit	Ex. de droit
Goudron minéral.....	id.	1 50	5 »
Huile de schiste destinée à l'éclairage.....	Les 30 kil.	0 85	0 85
Toutes les huiles de pétrole, mazout, fuel-oil, pétroles employés comme combustible pour le fonctionnement des machines employées à la locomotion, à la navigation, à l'agriculture et à l'industrie.....	Le litre	Ex. de droit	0 20
Marbre brut ou taillé.....	Ad valorem	12 0/0	8 0/0
Marbres sculptés, moulurés et polis.....	id.	12 0/0	n. d.
Pierres.....	id.	12 0/0	id.
Charbon préparé pour l'éclairage électrique.....	id.	Ex. de droit	id.
Tuyaux de drainage.....	id.	12 0/0	id.
Pierres de Bath (briques anglaises).....	id.	12 0/0	id.
— tumulaires, gravées ou non.....	id.	12 0/0	id.
Poudre de marbre.....	id.	12 0/0	id.
Meules à aiguiser.....	Les 100 kil.	3 »	5 »
Moellons à bâtir.....	Ad valorem	Ex. de droit	Ex. de droit
Pierre à bâtir taillées.....	id.	id.	id.
— à aiguiser.....	id.	12 0/0	13 0/0
— ponce.....	id.	12 0/0	13 0/0
— à lithographier.....	id.	Ex. de droit	Ex. de droit
Plaques.....	id.	id.	id.
Porcelaine et faïence.....	id.	12 0/0	13 0/0

Dénomination des produits	Unités sur lesquelles portent les droits	Octroi de mer — Taux du droit	Douane — Taux du droit
Poteries diverses	Ad valorem	12 0/0	13 0/0
Tuiles	Le 1000	6 »	5 »
Tourbe	Les 100 kil.	Ex. de droit	Ex. de droit
Engrais (phosphates brutes exceptées)	id.	id.	id.
<i>Produits chimiques.</i>			
Produits chimiques destinés aux arts ou à l'industrie	Ad valorem	12 0/0	5 0/0
Soude	Les 100 kil.	3 »	3 »
Soufre	id.	2 50	5 »
Teintures préparées et tannins	Ad valorem	12 0/0	13 0/0
Tripoli	Les 100 kil.	6 »	8 »
Allumettes en cire et en bois	La grosse de boîtes	0 35	2 »
Poudre de mine ou de chasse	Les 100 kil.	20 »	15 »
Sel de table et de cuisine	id.	0 80	1 »
Dynamite, mèches, capsules	id.	20 »	15 »
Amorces et détonateurs	id.	20 »	n. d.
Glycérine brute	id.	n. d.	30 » s. d.
— distillée	id.	id.	300 » s. d.
Acide oléique	id.	id.	30 » s. d.
— stéarique	id.	id.	205 » s. d.
<i>Papier et ses applications.</i>			
Livres divers, journaux et publications diverses	Ad valorem	Ex. de droit	Ex. de droit
Papier pour emballage	Les 100 kil.	3 »	3 »
Papier et ses applications autres	Ad valorem	10 0/0	15 0/0
<i>Huiles et sucres végétaux.</i>			
<i>Huiles fixes pures :</i>			
Huiles d'arachide destinées à la savonnerie	Les 100 kil.	n. d.	60 » s. d.
— — autres	id.	id.	150 » s. d.
— de coco ou de coprah destinées à la savonnerie ou à la stéarinerie	id.	Ex. de droit	20 » s. d.
— de coco ou de coprah autres	id.	id.	53 » s. d.
— de coton destinées à la savonnerie	id.	n. d.	48 » s. d.
— — autres	id.	id.	50 » s. d.
— de maïs destinées à la savonnerie	id.	id.	49 » s. d.
— — autres	id.	id.	60 » s. d.
— d'olive destinées à la savonnerie	id.	»	19 » s. d.
— — autres	L'hectolitre	30 »	»
— — — — —	L'hectolitre	30 »	»
— — — — —	Les 100 kil.	»	70 » s. d.
— de palme et palmiste	id.	n. d.	28 » s. d.
— de pulgère pour usage industriel	id.	id.	48 » s. d.
— de ricin pour usage industriel	id.	10 »	48 » s. d.
— de sésame destinées à la savonnerie	id.	n. d.	48 » s. d.
— — autres	id.	id.	64 » s. d.
Huiles de soja destinées à la savonnerie	id.	n. d.	44 » s. d.
— — autres	id.	id.	50 » s. d.
— non dénommées destinées à la préparation des couleurs et vernis	id.	12 »	49 » s. d.
— non dénommées autres	id.	n. d.	60 » s. d.
— de pavot	id.	600 »	n. d.
— de lin	id.	12 »	15 »
— de colza	id.	12 »	15 »
— fixes cuites ou oxydées	id.	n. d.	135 » s. d.
— fixes aromatisées	id.	id.	400 » s. d.
Graisses végétales alimentaires	id.	id.	200 » s. d.
Gomme arabique	id.	15 »	20 »
Résine, bruis	id.	2 50	20 »
Térébenthines, colophanes, poix, pains de résine et autres produits résineux indigènes	id.	n. d.	20 »
Régisse ou jus de racine	Ad valorem	12 0/0	15 0/0
Essence de térébenthine	Les 100 kil.	12 »	15 »
Goudron végétal	id.	3 »	5 »
<i>Vitrification.</i>			
Verrerie, verrerie, vitrerie et cristallerie de toutes sortes	Ad valorem	12 0/0	15 0/0
Bouteilles vides	Le 100	0 50	n. d.
Flacons de pharmacie	Ad valorem	12 0/0	id.
<i>Marchandises non dénommées.</i>			
Marchandises non dénommées au présent tarif	Ad valorem	12 0/0	8 0/0
Tarifs ci-dessus majorés sauf pour les marchandises portant indication s. d. après le taux du droit d'octroi de mer ou douane par franc.			
		2 décimes	2 déc. 1/2

Droits d'octroi de mer. — Exemptions et immunités.

L'exonération du droit d'octroi de mer est exceptionnellement attribuée aux objets suivants :

- 1° Toutes machines quelconques destinées à l'agriculture et à l'industrie, y compris les accessoires nécessaires à la mise en œuvre ;
 - 2° Les machines-outils à l'usage des ouvriers à bois ou à métaux ;
 - 3° Les outils en cours d'usage, apportés par des ouvriers venant s'établir dans la colonie ;
 - 4° Les pompes à incendie, chaque pompe comprenant les accessoires en quantité indispensable pour la mise en œuvre, ainsi que les tuyaux de rechange ;
 - 5° Les bœufs, taureaux, vaches, chevaux, mules et mulets, ânes et ânesses ; les moutons, boucs et chèvres ; les porcs, les volailles, gibiers et tous animaux vivants ;
 - 6° Les armes et munitions de guerre proprement dites, les effets d'habillement et d'équipement destinés aux troupes de la garnison ;
 - 7° Les approvisionnements en vivres destinés au Service de la Marine, consommés à bord des bâtiments de l'Etat armés. Ces approvisionnements seront introduits dans les magasins de la Marine de la manière prescrite pour les objets admis en entrepôt ; le compte en sera suivi par les employés d'octroi et les droits exigés sur les quantités qui seraient enlevées pour l'intérieur du lieu sujet à toute autre destination que les bâtiments de l'Etat ;
 - 8° Les objets de toutes sortes introduits par l'Administration locale pour le compte des Services publics qui sont à la charge de la colonie ;
- Les vivres, matières et objets de toute nature introduits par l'Etat, la Colonie, les Services publics, qu'ils soient importés de l'extérieur ou récoltés, préparés ou fabriqués dans la Colonie ;
- 9° Les fournitures destinées aux écoles primaires, secondaires et professionnelles ; les livres, journaux, brochures et écrits périodiques ;
 - 10° les vêtements et effets composant la garde-robe des voyageurs au moment de leur arrivée ;
 - 11° Les objets de toute nature, en cours d'usage, composant le mobilier des fonctionnaires, militaires et officiers, débarqués au moment de leur arrivée dans la colonie. Cette disposition n'est pas applicable aux pianos et autres instruments de musique, aux voitures, harnais et bicyclettes ;
 - 12° Les objets de toute nature, en cours d'usage, composant le mobilier des Français et étrangers venant se fixer dans la colonie, débarqués au moment de leur arrivée. Cette disposition n'est pas applicable aux pianos et autres instruments de musique, aux voitures, harnais et bicyclettes ;
 - 13° Les appareils plongeurs et tous engins servant à la culture ou à la pêche de la nacre ;
 - 14° Les arbres fruitiers, plantes, graines ou semences ;
 - 15° Les alcool, rhum, tafia, bière, limonade gazeuse, café, poissons de mer et d'eau douce frais, féculs de pia, de manioc, d'ignames, de coco ; poissons secs, salés ou fumés, cacao non préparé, mélasse, échalottes, bananes pressées, gelée de goyaves, viandes dépecées, coquillages frais, vivres frais, fruits frais, lait frais, beurre frais, miel, bois à brûler, charbon de bois, tourrages, chaux, bois des îles, cire d'abeilles, huile de coco, nattes en pandanus, tabac en feuilles et en carottes, ouate, vanille, maïs, chapeaux-éventails et tresses (en paille de pia, de bambou, de cannes à sucre, de giraumont, de pandanus, de *mauraurii* et de *oaha*, perles ; vin d'oranges ;
 - 16° Les cotons, fungus, tripangs, coprahs, cocos, jus de citron, noix de bancoul, graines de coton, coquilles et écailles de toute sorte, laines en suint, et généralement toutes les matières premières, produits des îles, destinées à la réexportation ;
 - 17° Les robes et toques des membres des tribunaux, les uniformes militaires, ainsi que les objets d'armement et d'équipement réglementaires destinés personnellement à des officiers ;

- 18° Les insignes des fonctionnaires de l'ordre civil ;
- 19° Les imprimés, registres, pavillons et écussons destinés aux Consuls ;

20° Les matières employées à la construction ou au radoubage des navires, barques et bateaux, sauf à l'intéressé de se pourvoir près de l'Administration de l'Intérieur pour faire constater l'emploi.

21° Les vivres et provisions de bord destinés à l'avitaillement du navire affecté au service interinsulaire dans les E. F. O.

La gazoline et le pétrole employés comme combustibles pour le fonctionnement des machines destinées à la locomotion, à la navigation, à l'agriculture et à l'industrie.

L'alcool dénaturé, la benzine et le naphte destinés au chauffage, et à la production de la force motrice.

Les bâtiments de mer.

Exception faite des objets désignés ci-dessus, nulle personne, quels que soient ses fonctions, ses dignités ou son emploi, ne pourra prétendre, sous aucun prétexte, à la franchise des droits d'octroi de mer.

Droits de douane. — Exemptions.

Indépendamment des exemptions indiquées dans le tableau des droits de douane, les objets dont la nomenclature suit sont admis en franchise des droits de douane, savoir :

Les vivres, matières et objets introduits pour le compte de l'Etat, de la colonie et des services publics ;

Les machines-outils à l'usage des ouvriers à bois ou à métaux ;

Les outils en cours d'usage apportés par des ouvriers venant s'établir dans la colonie ;

Les bœufs, taureaux, vaches, chevaux, moutons, boucs, chèvres et porcs ;

Les volailles, gibiers, et tous oiseaux vivants ;

Les armes et munitions de guerre proprement dites ;

Les effets d'habillement et d'équipement destinés aux troupes de la garnison ;

Les fournitures destinées aux écoles primaires, secondaires et professionnelles ;

Les vêtements et effets composant la garde-robe des voyageurs au moment de leur arrivée ;

Les meubles et objets mobiliers en cours d'usage, appartenant aux fonctionnaires militaires et officiers de tous grades, débarqués au moment de leur arrivée dans la colonie ;

Les meubles et objets mobiliers en cours d'usage, appartenant à tous citoyens venant se fixer dans la colonie ;

Les appareils plongeurs et tous engins servant à la culture ou à la pêche de la nacre ;

Les arbres fruitiers, les plantes et les fruits ;

Les cotons, fungus, coprahs, tripangs, cocos, jus de citron, noix de bancoul, graines de coton, coquilles et écailles de toutes sortes, et généralement toutes les matières premières, produits des îles, destinées à la réexportation, à l'exception du café ;

Les robes et toques des membres des tribunaux ;

Les uniformes et les objets d'armement et d'équipement réglementaires destinés aux officiers.

Les uniformes et insignes des fonctionnaires civils ;

Les registres et imprimés destinés aux consuls ;

Les matières employées à la construction ou au radoubage des navires, barques ou bateaux, sauf à l'intéressé de se pourvoir près de l'Administration pour en faire constater l'emploi ;

La gazoline propre au chauffage des machines destinées à la locomotion, à la navigation et aux usages agricoles ou industriels.

Toutes les huiles lourdes de pétrole, mazout, fuel-oil, pétroles destinés à l'avitaillement des navires français ou étrangers expédiés pour toute autre destination que le cabotage ou la pêche côtière.

Droits de sortie (arrêté du 17 oct. 1930, décrets des 6 avril 1933 et 10 novembre 1938).

Désignation des produits	Unités sur lesquelles portent les droits	Quotité des droits sur les produits exportés	
		A destination de France et ses colonies	A destination des pays étrangers
Coprah	les 1.000 kilog.	10 fr.	30 fr.
Nacre	id.	90 fr.	150 fr.
Vanille	les 100 kilog.	30 fr.	50 fr.
Phosphates	les 1.000 kilog.	4 fr.	4 fr.
Chutes, ferrailles, ouvrages usagés de fonte, de fer ou d'acier ou débris de ces ouvra- ges pouvant être utilisés pour la refonte..	les 100 kilog.	Exempts	10 fr.
Tous autres produits	les 1.000 kilog.	»	Exempts

Taxes d'importation et d'exportation (arrêtés des 10 décembre 1928 et 31 octobre 1931, décret du 7 mars 1934, arrêté du 19 juin 1937 et décret du 11 octobre 1938).

6 % du prix net de facture sur les marchandises de toute nature, de toute origine et de toute provenance importées dans la colonie pour la consommation ou mises à la consommation en sortie d'entrepôt.

(Un certain nombre de marchandises ont été exemptées des taxes d'importation et d'exportation par les textes relatifs de ces taxes).

Taxe à l'exportation.

2 % de la valeur au cours pratiqué dans la Colonie ou d'après une mercuriale officielle sur les marchandises autres que phosphates originaires de la Colonie exportées sur l'étranger.

1 % de la valeur de ces mêmes marchandises exportées sur France.

2 franc la tonne sur les phosphates exportés de la colonie.

2 fr. 50 % de la valeur au cours pratiqué couramment dans la Colonie ou d'après une mercuriale officielle sur le coprah d'origine étrangère, mis en entrepôt dans la colonie et réexporté sur l'étranger.

1 % de la valeur sur ce même coprah entreposé et réexporté sur France.

2 fr. 50 % du prix net de facture sur toutes autres marchandises importées mises en entrepôt dans la Colonie et réexportées sur toutes destinations.

Droits de consommation sur les liquides alcooliques (arrêté du 27 janvier 1930).

Vins ordinaires, 14° et moins (litre de liquide)..... 0 15

Bières et cidres (la bouteille)..... 0 10

Champagne et vin mousseux (la bouteille)..... 0 13

Vins ordinaires de plus de 14° et vins de liqueurs (litre de liquide)..... 2 »

Toutes boissons alcooliques distillées jusqu'à 56° inclus (litre de liquide)..... 18 »

Toutes boissons alcooliques distillées plus de 56° (0 fr. 90 en sus par degré et par litre de liquide).

Parfumerie alcoolique (ad valorem)..... 5 %

Médicaments alcooliques (ad valorem)..... Exempt

Alcool dénaturé (ad valorem)..... Exempt

Droit de consommation sur les hydrocarbures (arrêté du 8 novembre 1930).

a) Essence et benzine..... 30 fr. les 100 kilogs brut.

b) huile de pétrole..... Exempt.

c) huile lourde a) de graissage..... 10 fr. les 100 kilogs brut.

b) autres..... Exempt.

Surtaxe sur l'essence et benzine... 20 fr. les 100 kilogs brut.

(Décret du 6 décembre 1935, J. O. E. F. O. du 1^{er} février 1936, page 95.)

Droits de consommation sur les tabacs fabriqués (arrêté du 6 décembre 1923).

Tabac à fumer..... 4 fr. le kilog.

Cigarettes et cigares..... 8 fr. le kilog.

Droits d'entrepôt (décret du 25 août 1935).

1 fr. 50 p. 0/0 de la valeur de facture augmentée de 25 0/0.

Droit de magasinage (arrêté du 19 octobre 1928).

0 fr. 30 par mètre carré de surface occupée et par jour, à partir de 15 jours de dépôt.

Droit de dépôt sur les marchandises abandonnées en douane (décret du 20 juillet 1932, art. 83).

0 fr. 50 par colis et par jour.

Redevances (décret du 20 juillet 1932, article 88).

Les marchandises soumises à des restrictions spéciales donnant lieu à une autorisation d'importation délivrée par le Gouverneur donnent lieu à une perception dont le taux est fixé à 15 fr. par opération. Si ces opérations portent exclusivement sur des colis postaux la taxe sera réduite à 2 fr. 50 par colis postal.

Droit de transbordement et de transit (arrêté du 11 août 1924).
2 p. 0/0 ad valorem.

Droit de dépôt temporaire des huiles de pétrole et hydrocarbures (arrêté du 28 août 1913).

0 fr. 01 par litre emmagasiné et par jour.

Droit de chargement sur les nacres de toute provenance (arrêté du 22 janvier 1921).

60 fr. la tonne.

Droit d'expertise et de garantie sur la vanille (arrêté du 29 mars 1926).

Par kilogramme de vanille expertisée..... 0 15

Droits de francisation (décret du 20 juillet 1932, article 191).

Tonnage des navires	Quotité des droits
Moins de 100 tonneaux de jauge nette.	1 fr. par tonneau.
De 101 à 200 tonneaux de jauge nette..	150 fr. par navire.
De 200 à 300 tonneaux de jauge nette..	200 fr. par navire.
De 300 tonneaux et au-dessus.....	200 fr. par navire plus 50 fr. pour chaque 100 tonneaux au-dessus de 300 tonneaux

Droits de congé (décret du 20 juillet 1932, article 205 et décret du 27 décembre 1932).

Tonnage des navires et embarcations	Quotité des droits
De 50 tonnes et au-dessus	36 fr. par navire
De 50 tonnes exclusivement à 30 tonnes inclusivement	18 fr. par navire
Au-dessous de 30 tonnes	6 fr. par navire

Taxe sur les armes (décret du 7 avril 1939).

Permis de port d'armes	15 » par arme.
— de détention d'armes	15 » —
— de port d'armes revolver ou pistolet	50 » —
— de cession d'armes	20 » —
Droit de magasinage des armes	0 50 par arme et par mois.

Permis de chasse (décret du 7 avril 1939).

50 fr. par permis.

Taxes pour le pesage public (arrêté du 28 avril 1932).

a) pour tous produits agricoles (vanille, coprah, oranges, ananas, légumes, etc.).

De 1 à 1.000 kilog. 1 » par pesée.

Au-dessus 1.000 kilog. ... 0 50 par pesée de 1 à 1.000 kilog.

b) pour le bétail bovin : 2 fr. 50 par tête et par pesée.

c) pour le bétail porcin, ovin, caprin, etc. 1 fr. par tête et par pesée.

Toute pesée faite à domicile entraîne le paiement d'une taxe supplémentaire fixée à 10 fr. par demi-heure au maximum, et à 5 fr. pour toute demi-heure en sus.

Cale de halage. — (Arrêté du 31 décembre 1932, arrêté n° 62 T.P. du 19 janvier 1938).

Les tarifs applicables à l'exploitation de la cale longitudinale sont fixés comme suit :

Jauge brute	Halage au sec	Mise à l'eau	Du 1 ^{er} au 10 ^{me} jour. Par jour	A partir du 11 ^{me} jour. Par jour
Moins de 25 tonnes	150 fr.	125 fr.	50 fr.	30 fr.
De 25 à 49 tonnes	200 fr.	175 fr.	100 fr.	75 fr.
De 50 à 99 tonnes	375 fr.	350 fr.	200 fr.	150 fr.
De 100 à 199 tonnes	375 fr. + 2 fr. par tonne au-dessus de 99.	350 fr. + 2 fr. par tonne au-dessus de 99.	200 fr. + 2 fr. par tonne au-dessus de 99.	150 fr. + 1 fr. 50 par tonne au-dessus de 99.
De 200 tonnes et au-dessus	600 fr. + 2 fr. par tonne au-dessus de 199.	550 fr. + 2 fr. par tonne au-dessus de 199.	400 fr. + 1 fr. 75 par tonne au-dessus de 199.	300 fr. + 1 fr. 25 par tonne au-dessus de 199.

Droits sanitaires (arrêté du 13 juillet 1926).

Sont soumis au droit de reconnaissance les navires de toutes nationalités naviguant au long-cours et au cabotage international. Ce droit est fixé à 0 fr. 25 par tonneau de jauge, avec un minimum de 50 fr. et un maximum de 400 fr.

Sont exemptés de ce droit :

- a). — Les bâtiments de guerre et les bateaux appartenant aux divers Services de l'Etat.
b). — Les bâtiments en relâche forcée, s'ils ne se livrent à aucune opération de commerce.

Sont exemptés des 3/4 du droit de reconnaissance les navires faisant escale à Tahiti pour s'y ravitailler, s'ils ne se livrent à aucune transaction commerciale.

Les navires qui, au cours d'une même opération, entrent successivement dans plusieurs ports de la colonie, ne paient le droit de reconnaissance qu'une seule fois, au port de première arrivée.

Les autres droits sanitaires sont arrêtés aux chiffres ci-après :

Droit de station payable par les navires soumis à l'isolement (arrêté du 27 février 1913).

Par jour et par tonneau de jauge nette 0^f 20

Droits de séjour dans les stations sanitaires et lazarets. (arrêté du 13 juillet 1926).

Par jour et par personne :

1^o — Droits de station payables par les navires soumis à l'isolement, par jour et par tonneau de jauge 0 20

2^o — Droit de séjour dans les stations sanitaires et lazarets, par jour et par personne :

Passagers de 1 ^{re} classe	32 ^f »
— de 2 ^e id.	26 »
— de 3 ^e id.	15 »
— de pont	12 »

Droit de désinfection (arrêté du 13 juillet 1926 modifié et complété par l'arrêté n° 845 a.g.f., du 17 octobre 1935 et l'arrêté n° 542 a.g.f., du 2 juin 1937).

a). — Désinfection du linge sale, des effets à usage, des objets de literie de bord et de tous autres objets ou bagages considérés comme contaminés :

Par voyageur de 1 ^{re} classe	10 ^f »
— de 2 ^e classe	8 »
— de 3 ^e classe	6 »
— de pont	6 »
Par homme d'équipage (état-major compris)	6 »

b). — Désinfection des marchandises :

Désinfection pratiquée à bord des navires, par tonneau de jauge nette	1 ^f »
Marchandises débarquées pour être désinfectées :	
Marchandises emballées, par 100 kilos	2 »
Cuirs, les 100 pièces	4 »
Petites peaux non emballées, les 100 pièces	2 »

c). — Désinfection des chiffons et des drilles.

Par 100 kilos	2 »
---------------------	-----

d). — Désinfection du navire ou de la partie contaminée du navire :

Transport à quai de l'appareil Clayton	100 »
Chargement sur chaland de l'appareil Clayton ..	200 »
Location du chaland, par jour	200 »
Location de l'appareil Clayton, y compris personnel, gazoline, huile, etc., par heure de jour...	50 »
Par heure de nuit et de jour férié	70 »
Soufre, le kilog.	5 »
Gaz sulfureux liquide (Appareil sie du midi) le k.	20 53
Acide chlorhydrique, le litre	7 »
Cyanure de potassium, le kilo	25 »
Permanganate de potasse, le kilo	25 »
Formol, le litre	42 »
Pastilles de trioxyméthylène, le mille	50 »
Alcool à brûler, le litre	8 »
Fumigator Gonin n° 2, la pièce	3 15
do. n° 3, —	6 30
do. n° 6, —	6 90

Art. 6. — Sont dispensés des droits de station payables par les navires soumis à l'isolement et des droits de désinfection.

1° Les bâtiments de guerre et les bateaux appartenant aux divers Services de l'Etat;

2° Les bâtiments en relâche forcée, pourvu qu'ils ne donnent lieu à aucune opération sanitaire et qu'ils ne se livrent dans le port à aucune opération de commerce;

3° Les bâtiments allant faire des essais en mer, sans se livrer à des opérations de commerce.

Art. 7. — Les fonctionnaires, militaires et marins, les enfants au-dessous de 7 ans, les indigents embarqués aux frais du Gouvernement ou d'office par les Consuls, sont dispensés des droits sanitaires. Ces mêmes droits, qui sont applicables aux immigrants ou aux pèlerins voyageant en vertu d'un contrat, doivent être supportés par l'armement.

Droits de phare (arrêté du 13 juillet 1926 et 16 septembre 1932).

Art. 8. — Les droits de phare, pour le port de Papeete, sont fixés à 0 fr. 30 par tonneau de jauge nette et par voyage.

Ce tarif est réduit de moitié pour les navires entrant dans le port pour s'y ravitailler et ne se livrant à aucune opération commerciale, ainsi que pour tous les navires français.

Les navires armés dans la Colonie ont la faculté de s'abonner en payant 1 franc par an et par tonneau de jauge nette. Sont exemptés : Tous les navires appartenant aux divers services de l'Etat. Les bâtiments en relâche forcée et les bâtiments allant faire des essais en mer et ne se livrant à aucune opération commerciale.

Sont complètement exemptés de ce droit :

a. — Les bateaux de guerre et navires appartenant aux divers Services de l'Etat;

b. — Les bâtiments en relâche forcée et les bâtiments allant faire des essais en mer et ne se livrant à aucune opération de commerce.

Art. 10. — Les droits appliqués conformément à l'article 8 sont réduits de moitié pour les bateaux français.

Droits d'amarrage et de quai (arrêté du 13 juillet 1926 et 16 septembre 1932.)

Les droits d'amarrage sont dus par tout navire amarré au wharf ou aux quais.

Ces droits sont fixés ainsi qu'il suit :

a). — Quand le navire est amarré parallèlement au quai : 0 fr. 30 par jour et par tonneau, de jauge nette.

b). — Quand le navire est amarré perpendiculairement au quai les droits sont réduits de moitié.

Le droit de quai, pour chaque mètre carré de surface de quai occupé par les marchandises déposées depuis huit jours, est fixé à 0 fr. 20 par m² et par jour. Ce droit est entièrement exigible à compter du 8^e jour et toute fraction de jour comptera pour un jour.

Art. 12. — Une réduction de 50 0/0 est accordée aux navires français pour ces différents droits.

ILES-SOUS-LE-VENT.

Droits d'amarrage et de quai, tarif réduit de Papeete de 50 p. % (arrêté du 13 juillet 1926).

Droit d'amarrage aux bouées de Papeete (arrêté du 1^{er} mai 1924).

Art. 1^{er}. — Les droits d'amarrage aux bouées de Papeete sont fixés ainsi qu'il suit :

Pour les navires de	1 à	100 tonneaux...	40 fr. »	par jour.
id.	101 à	300 — ...	45 fr. »	—
id.	301 à	500 — ...	20 fr. »	—
id.	501 à	2.000 — ...	30 fr. »	—
id.	2.001 à	4.000 — ...	40 fr. »	—
id.	4.001 à	6.000 — ...	60 fr. »	—
id.	6.001 ton.	et au-dessus...	80 fr. »	—

Droit d'amarrage à la bouée d'Uturoa (Iles-Sous-le-Vent) Arrêté du 16 décembre 1926.

Droit d'encombrement pour les pontons et navires inactifs (arrêté du 13 juillet 1926).

Art. 14. — Le droit d'encombrement pour les pontons et navires inactifs et stationnant dans le port de Papeete est fixé à 1 franc par tonneau de jauge nette et par an.

Art. 15. — NOTA. — Tous les droits perçus en vertu de l'arrêté du 27 février 1913 doivent être calculés d'après le tonnage officiel des navires, c'est-à-dire en jauge nette.

Droits de visite des navires (décret du 24 décembre 1938).

Les différentes visites prescrites par le décret du 22 août 1937 sur la sécurité de la navigation maritime et l'hygiène à bord des navires, donneront lieu à la perception des droits ci-après :

Visites avant mise en service et visites annuelles :

Navires armés au long cours : 25 centimes par tonne de jauge brute.

Tous autres navires : 15 — — —

Pour les navires dont la jauge brute n'est pas supérieure à 250 tonneaux, il est perçu un droit fixe établi comme suit :

a) Navires armés au cabotage ou à la pêche n'ayant pas une jauge supérieure à 100 tonneaux : 20 fr.

b) Navires armés au cabotage ou à la pêche dont la jauge brute est comprise entre 100 et 250 tonneaux et navires armés au long cours d'une jauge brute de 100 tonneaux et au dessous : 30 fr.

c) Navires armés au long cours dont le tonnage brut est compris entre 100 et 250 tonneaux : 50 fr.

Visites de partance et visites exceptionnelles.

Tous les navires armés au long cours ou au cabotage international d'une jauge brute de 2.000 tonneaux et au dessus : 100 fr.

Navires armés au cabotage international d'une jauge brute inférieure à 2.000 tonneaux et navires de grande pêche : 80 fr.

Tous autres navires : 50 fr.

Visites des navires d'une jauge brute inférieure à 25 tonneaux.

Ces bâtiments payeront pour les visites auxquelles ils sont assujettis un droit fixe établi comme suit et qui n'est exigible qu'une fois par an :

Jusqu'à 10 tonneaux : 10 fr.

Au dessus de 10 et jusqu'à 25 tonneaux : 15 fr.

Lorsqu'il s'agit d'une visite exceptionnelle, passée à la suite de réclamations de l'équipage reconnues non fondées, le montant du droit est retenu sur les salaires des plaignants.

La taxe de visite de partance n'est exigible qu'une fois des navires dont le tonnage brut est supérieur à 250 tonneaux. Elle n'est exigible qu'une fois tous les six mois des navires dont la jauge brute n'excède pas 250 tonneaux.

Pour les navires de grande pêche, elle n'est exigible qu'une fois en cours de campagne si la campagne dure moins de six mois.

Pilotage.

PORT DE PAPEETE

(Arrêté du 10 juillet 1931, Article 6).

a) Taxe d'entrée et de sortie.

Pour les navires à propulsion mécanique ou les voiliers à moteur 0 fr. 30 par tonne de jauge nette, avec minimum de 100 francs, c'est-à-dire que la somme obtenue en multipliant le tonnage net par 0 fr. 30, est perçue une fois pour l'entrée, une seconde fois pour la sortie. Pour les voiliers remorqués ou non 0 fr. 40 par tonneau de jauge nette, avec minimum de 150 francs.

b) Taxe de pilotage pour tout mouvement à l'intérieur du port effectué avec l'aide du pilote.

Jusqu'à 1.000 tonnes de jauge nette 50 francs

Au-dessus de 1.000 tonnes de jauge nette.... 100 francs

c) Pour tout pilotage (entrée, sortie ou déplacement) exécuté la nuit, il sera ajouté aux taxes de pilotage, une surtaxe de 25 francs par mouvement. (Sont comptées comme heures de nuit celles comprises entre 18 heures et 6 heures).

Tout capitaine de navire qui n'utilisera pas les services du pilote présent à l'heure fixée par lui, pour le départ ou le déplacement du navire, ou dans l'heure qui suivra, sera passible d'une taxe de 30 francs pour le jour, et de 50 francs pour la nuit; au-delà de ce délai, il sera tenu de verser une taxe horaire de 30 francs le jour et de 50 francs la nuit.

Tout navire astreint au pilotage ou l'ayant demandé et qui n'aurait pas utilisé l'assistance du Pilote, paiera les taxes indiquées ci-dessus comme obligatoires, comme s'il avait eu effectivement recours au pilote.

d) Taxe de lamannage.

150 francs pour le transport des amarres du navire à l'accostage à l'entrée avec l'aide de la chaloupe du Pilotage, et la même somme pour l'enlèvement des amarres en vue de la sortie.

125 francs pour le réamarrage après un déplacement dans l'intérieur du port.

Dans l'intérieur du port de Papeete, le transport des amarres de bord à quai est assuré obligatoirement par la vedette du pilotage, le capelage sur les bittes ou canons étant effectué par des journaliers à la solde des armateurs.

e) Taxe de remorquage.

Les remorquages ne s'effectuent, à l'aide de la chaloupe du pilotage, que sur demande.

Il sera perçu 125 francs par remorquage d'entrée ou de sortie du port.

— 75 francs par remorquage à l'intérieur du port.

Droit de permis de circulation (arrêté du 20 février 1933).

Pour les bâtiments français, par an 400 »

Pour les étrangers : de 0 à 5 tonnes de jauge nette 400 »

de 6 à 10 — 200 »

de 11 à 15 — 300 »

de 16 à 20 — 400 »

de 21 et au-dessus — 500 »

MARQUISES.

(Arrêté du 29 mai 1882.)

Navires de commerce français et étrangers : 2 fr. par décimètre du plus grand tirant d'eau.

Les navires de guerre paieront demi-droit.

Le pilotage n'est obligatoire dans aucun port des îles Marquises.

Les droits de pilotage ne sont dus que lorsque le bâtiment aura été réellement piloté et sur sa demande.

GAMBIE.

(Arrêtés des 12 septembre 1881 et 30 décembre 1891.)

Navires de commerce français et étrangers :

1^o Des récifs extérieurs aux rades intérieures. 2 fr.

2^o Des hauts fonds qui joignent l'île Akamaru à la partie sud de Mangareva à la grande rade de Rikitea 1 fr.

3^o De la grande rade de Rikitea au port intérieur de Rikitea 1 fr.

par décimètre
du plus grand
tirant d'eau
du navire.

Les navires de guerre paieront demi-droit.

Le capitaine qui emploiera pour le service de son navire l'embarcation du pilote paiera 10 fr. par jour pour l'embarcation et 2 fr. 50 pour chaque journée de canotier.

Le pilotage n'est pas obligatoire aux Gambier.

Les droits de pilotage ne sont dus que lorsque le bâtiment aura été réellement piloté et sur sa demande.

TUBUAI.

(Arrêtés des 18 mars 1882 et 30 décembre 1891.)

Navires de commerce français et étrangers : 2 fr. par décimètre du plus grand tirant d'eau.

Les navires de guerre paieront demi-droit.

Le capitaine qui emploiera pour le service de son navire l'embarcation du pilote paiera 10 fr. par jour pour l'embarcation et 2 fr. 50 pour chaque journée de canotier.

Le pilotage n'est pas obligatoire aux Tubuai.

Les droits de pilotage ne sont dus que lorsque le bâtiment aura été réellement piloté et sur sa demande.

Droits de renouvellement des papiers de bord après réarmement (arrêté du 18 avril 1925, art. 4).

Les rôles d'équipage seront délivrés par l'Administrateur de l'inscription maritime, aux armateurs à titre de cession remboursable, au prix de trois francs la feuille de rôle ou d'expédition.

PRODUITS DIVERS

Droits d'enregistrement — Frais de Justice — Produits accessoires.

Arrêtés des 15 novembre 1873, 3 février 1883, 27 décembre 1890, 22 décembre 1898, 23 décembre 1904, 1^{er} décembre 1908, 10 janvier 1920, 24 mars 1924, 25 juillet 1925, 6 mars 1926, 12 octobre 1926, 12 mars 1927, 11 octobre 1927, décret du 7 mars 1934,

30 janvier 1873, 8 avril 1922, 24 mars 1924, 31 juillet 1931,

7 avril 1927 promulguant le décret du 24 février 1927,

22 décembre 1898, 9 septembre 1902, 10 octobre 1904, 12 avril 1905,

27 juillet 1918, 10 avril 1922,

28 mai 1923 promulguant le décret du 25 mars 1923,

23 juillet 1926.

(En raison de leur multiplicité, ces droits ne peuvent être détaillés ici).

Taxes postales, des colis postaux et d'articles d'argent (arrêtés des 24 avril 1917, 7 janvier 1920, 14 juin 1920, 10 janvier 1929, 13 septembre 1922, 12 juin 1924, 23 janvier 1925, 3 février 1925, 3 septembre 1925, 17 septembre 1925, 28 septembre 1925, 1^{er} décembre 1925, 26 février 1926, 3 avril 1926, 19 avril 1926, 16 juin 1926, 5 août 1926, 6 août 1926, 7 août 1926, 28 septembre 1926, 26 octobre 1926, 30 novembre 1926, 3 décembre 1926, 7 mars 1927, 11 août 1927, 24 septembre 1927, 4 juillet 1928, 3 juin 1929, 12 juin 1930, 28 août 1930, 1^{er} juillet 1932, 13 juillet 1934, n° 962 p. t. t. du 28 septembre 1937, n° 1239 p. t. t. du 27 novembre 1937, n° 1470 p. t. t. du 28 décembre 1937, n° 455 p. t. t. du 28 avril 1938, n° 2073 p. t. t. du 21 novembre 1938, n° 13 p. t. t. du 7 janvier 1939, n° 14 p. t. t. du 7 janvier 1939).

Radiotélégraphie privée (arrêté du 13 novembre 1931, modifié par l'arrêté n° 208 du 18 mars 1933).

Taxes télégraphiques (arrêtés des 20 novembre 1919, 29 mai 1922, 5 juin 1925, 13 juin 1925, 25 juin 1925, 25 janvier 1926, 12 août 1926, 14 août 1926, tarif du 3 septembre 1926, 1^{er} octobre 1926, 18 décembre 1926, 6 janvier 1927, 22 janvier 1927, 21 février 1927, 19 septembre 1927, 11 février 1928, 21 mars 1928, 21 avril 1928, 20 juin 1928, 9 août 1928, 13 juin 1929, 19 novembre 1930, 17 décembre 1930, 18 juin 1931, 23 janvier 1932, 13 août et 1^{er} septembre 1934, arrêtés n°s 40 p. t. t., 41 p. t. t., 42 p. t. t., du 19 janvier 1935 et 115 p. t. t. du 16 février 1935, 962 p. t. t. du 28 septembre 1937, 1239 p. t. t. du 27 novembre 1937, 47 p. t. t. du 15 janvier 1938, 321 p. t. t. du 24 mars 1938, 965 p. t. t. du 24 septembre 1938, 2103 bis p. t. t. du 29 novembre 1938).

Taxes téléphoniques (arrêtés n°s 177 p. t. t. du 19 février 1932, 647 p. t. t. du 12 juillet 1932, 565 p. t. t., du 26 août 1933, 844 p. t. t., du 30 novembre 1934, et 207 c. du 28 février 1938).

Frais de fourrière, sauf à Rurutu et à Rimatara (arrêtés des 6 novembre 1850, 13 mars 1877, 8 décembre 1900, 11 avril 1934 et 31 juillet 1936 et 6 avril 1939).

20 fr. par animal mis en fourrière.

A Rurutu et à Rimatara : 2 fr. par journée de fourrière.

Produit de la vente des animaux tués sur les propriétés particulières et sur la voie publique (arrêté du 13 mars 1877).

Droits hypothécaires (arrêtés des 45 novembre 1873, 3 février 1883 et 10 janvier 1920.)

1 fr. 50 p. 0/0 sur la valeur des mutations, pour chaque acte susceptible d'être transcrit en forme authentique ou sous seing privé.

1 fr. pour mille sur le montant des créances :

1^o Pour chaque inscription, excepté celle d'office, laquelle ne donnera lieu à aucune perception au profit du Trésor ;

2^o Pour chaque renouvellement d'inscription, même de celle d'office, faite dans le but d'éviter la péremption ou de rectifier des erreurs émanant des parties.

2 fr. de droit fixe pour toutes autres formalités hypothécaires.

2 fr. de droit fixe de transcription perçu en sus du droit de mutation.

(Droits prévus par l'art. 44 de l'ordonnance du 22 novembre 1829)

Délivrance d'extraits des registres, de copies de plans parcellaires, du plan de la Ville de Papeete, de la carte d'ensemble de l'Océanie française et de la carte du réseau routier de Tahiti (arrêtés des 5 novembre 1862, 49 décembre 1896, 9 septembre 1902, 4 octobre 1913, 11 mars 1924, 29 avril 1926, 14 décembre 1928, 11 août 1930 et 17 janvier 1931 modifié par l'arrêté n° 672 s. g. du 30 juillet 1932, décision du 11 février 1938).

1^o Chaque extrait du registre matrice avec maximum de 40 lignes..... 5 fr.

Au-dessus de 40 lignes il sera perçu, par ligne un droit supplémentaire de..... 0 fr. 50

2^o Chaque copie de procès-verbal de bornage..... 10 fr.

3^o Chaque copie de plan parcellaire :

Pour une parcelle de moins de 2 hectares..... 30 fr.

id. de 2 à 5 —..... 60 fr.

id. de 5 à 10 —..... 90 fr.

id. de 10 à 20 —..... 120 fr.

id. de 20 à 40 —..... 150 fr.

id. de 40 à 70 —..... 180 fr.

id. de 70 à 100 —..... 210 fr.

Au delà de 100 hectares cinquante francs en sus par 100 hectares ou fraction de 100 hectares.

4^o Chaque copie du plan de Papeete, de la carte touristique de Tahiti de la carte d'ensemble d'Océanie..... 10 fr.

Par groupe de 10 le prix unitaire sera réduit à..... 7 50

5^o Chaque copie de carte du réseau routier = brute... 25 fr.
coloriée... 40 fr.

Par groupe de 10 : réduction de 2 fr. 50 du prix unitaire.

MARQUISES

(Arrêté du 9 septembre 1902.)

Par titre délivré..... 10 »

Le plan joint au titre délivré à l'intéressé donne lieu à la perception des droits prévus par arrêté du 29 avril 1926.

ILES SOUS-LE-VENT

(Arrêtés des 22 décembre 1898, 10 octobre 1904 et 12 avril 1905.)

Pour chaque titre..... 5^{fr}

Délivrance de copies des relevés mensuels des observations météorologiques (arrêté du 27 juillet 1932).

1^{re} catégorie (la feuille)..... 9 fr.

2^{me} — —..... 15 fr.

3^{me} — —..... 9 fr.

4^{me} — —..... 9 fr.

5^{me} — —..... 9 fr.

6^o a) par année..... 12 fr.

6^o b) —..... 6 fr.

6^o c) —..... 3 fr.

Location du matériel Decauville des Travaux publics.

(Décisions des 24 novembre 1905 et 5 octobre 1923.)

Par mètre de voie et par jour, les aiguillages étant comptés pour le double de leur longueur..... 0 40

Par plaque tournante et par jour..... 1 »

Par wagonnet et par jour..... 5 »

Droit des pauvres (arrêté du 12 mars 1918).

Taxes minières (arrêté du 24 mai 1918).

Taxes spéciales sur les automobiles (arrêté du 31 décembre 1920).

Récépissé de mise en circulation des automobiles..... 100^{fr} »

Certificats de capacité pour conduire les automobiles... 100 »

Duplicata des récépissés et certificats sus dits..... 20 »

Droit de vérification des automobiles publiques..... 25 »

Concessions d'eau (décret du 25 février 1938).

Remboursement des frais d'hospitalisation (arrêtés des 27 février 1926 et 17 janvier 1931).

Exhumations et réinhumations des corps (arrêtés des 6 mars 1923 et 14 janvier 1926).

Concessions dans les cimetières des districts (décret du 13 octobre 1937).

Par mètre carré : perpétuelles, 50 fr.; trentenaires, 30 fr.; temporaires, 25 fr.

Droit de visite des animaux provenant de l'extérieur introduits dans la Colonie (arrêté n° 207 c. du 28 février 1939).

Passeports, taxe de résidence des étrangers et taxe de renouvellement (Arrêtés du 20 octobre 1919, 15 juin 1921, 4 décembre 1923, 19 juin 1926, 18 septembre 1931, et 11 décembre 1931).

Taxe de visa de passeport (francs or)..... 50 »

Taxe de séjour (après 2 mois)..... 500 »

Taxe de renouvellement..... 25 » par an.

Les publications en réserve à l'Imprimerie du Gouvernement sont les suivantes :

1.— Procès-verbal (Conseil Général).....	25 »
2.— Table Heimbürger.....	50 »
3.— Codification (Langomazino).....	25 »
4.— Procès-verbal (Assemblée Législative).....	10 »
5.— Annuaire parus avant l'année 1917.....	5 »
6.— Notice (Lemasson).....	5 »
7.— Fascicule (Bulletin officiel).....	2 50
8.— Budget.....	50 »
9.— Tarif des taxes.....	5 »
10.— Océania (prix broché).....	20 »
11.— Règlement sur la Circulation routière (prix broché).....	2 50
12.— Calendrier.....	0 50
13.— Tableau du Sémaphore de Papeete.....	0 50
14.— Arrêté réglant les clauses et conditions générales en vertu des marchés passés pour le compte du Service Local (broché).....	4 »
15.— Journal de Maximo Rodriguez (prix broché).....	10 »
16.— Les Etablissements français de l'Océanie et du Pacifique Austral (prix broché).....	50 »
17.— Essai de Bibliographie du Pacifique par M. le Gouverneur Jore (prix broché).....	30 »
18.— Plaquette de l'inauguration de la Place "Albert 1 ^{er} ".....	10 »
19.— Plaquette de l'Inauguration du Monument "Pierre Loti".....	10 »
20.— Brochure "Loi du Médecin".....	7 50
21.— Procès-verbaux des Délégations Economiques et Financières.....	20 à 30 »

22.— Décret portant réorganisation judiciaire et règles de procédure dans les Etablissements français de l'Océanie	10 »
23.— Compte définitif	50 »
24.— Tahiti et ses archipels.....	12 »

"TE VEA MAOHI"

Prix de l'abonnement (par an).....	10 »
— du numéro	1 »

Prix des abonnements au Journal officiel des Etablissements français de l'Océanie.

	Un an 6 mois 3 mois		
Etablissements français de l'Océanie.	60 fr.	32 fr.	18 fr.
France et colonies françaises.....	64 fr.	35 fr.	21 fr.
Etranger.....	71 fr.	42 fr.	23 fr.

Conditions de vente du "Journal officiel" au numéro.

Le prix de vente de chaque numéro du *Journal officiel* et de ses suppléments est fixé à 3 Fr. 50.

Annonces.

Annonces judiciaires, la ligne.....	4 »
Les mêmes renouvelées.....	2 »
Annonces commerciales et avis.....	5 »
Les mêmes renouvelées.....	2 50
Publication de sociétés philanthropiques, artistiques, littéraires, scientifiques, sportives etc	2 »

Aucune annonce ne sera comptée au tarif réduit si l'intéressé n'as pas fait connaître au moment de sa demande de 1^{re} insertion qu'il en désire le renouvellement.

Prix de l'abonnement au Radio-Presse.

10 francs par mois.

ANNONCES.

Petites annonces : 2 fr. la ligne.
Les mêmes renouvelées : 1 fr. —

ANNONCES COMMERCIALES (par mois).

1/16 de page : 30 fr.	1/4 de page : 75 fr.
1/8 — : 50 fr.	1/2 — : 125 fr.
La page entière : 200 fr.	



ARRÊTÉ n° 1197 t.p., portant classement des adductions d'eau.

(Du 11 décembre 1939).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 25 février 1938 approuvant la délibération des délégations économiques et financières des Etablissements français de l'Océanie relative aux conditions d'abonnement aux eaux, promulgué dans la Colonie par arrêté n° 525 c. du 17 mai 1938 et notamment l'article 30 du règlement ;

Sur la proposition du chef du service des travaux publics et l'avis conforme du chef du service d'administration générale et des finances,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — La liste des adductions d'eau auxquelles sera fait application pour l'année 1939, du tarif prévu au règlement relatif aux eaux est arrêtée ainsi qu'il suit :

Tahiti.

Punaauia : l'ensemble de la distribution.

Paea : —

Papara : —

Afaahiti : distribution de Taravao.

— : distribution entre les p.k. 2 et 2 + 700 du C.V. n° 2 pour le 2^e semestre 1939.

Tautira : l'ensemble de la distribution.

Pare : distribution de Pirae.

Mahina : l'ensemble de la distribution.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 11 décembre 1939.

CHASTENET DE GÉRY.

DÉCISION n° 1203 a.g.f., portant reclassement d'agents auxiliaires (liste n° 2) et annulant certaines dispositions de la décision n° 1014 a.g.f., du 25 octobre 1939.

(Du 12 novembre 1939.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 83 a.g.f. du 27 janvier 1939, fixant le statut du personnel auxiliaire, notamment l'article 57 ;

Sur la proposition du chef de cabinet p. i., chargé du personnel,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Sont reclassés comme suit à compter du 1^{er} juillet 1939 les agents auxiliaires ci-après désignés :

Port.

M. Carlson (Louis) demeurant à Papeete (Tahiti) marié, est nommé agent auxiliaire du service local de 2^e catégorie aux appointements annuels du 4^e degré soit :

Capitaine de la goélette du service local "*Tamara*" 24.600 frs imputables au chap. 8 du budget local. — Opérateur de T.S.F. 2.400 frs imputables au chap. 8 du budget local.

Conserve une ancienneté de 7 mois, 15 jours.

M. Bredin (Franck, Teuruaorono, Fare) demeurant à Papeete (Tahiti) marié, est nommé agent auxiliaire du service local de 3^e catégorie aux appointements annuels du 10^e degré soit :

Patron mécanicien de vedette au port 16.000 frs imputables au chap. 8 du budget local.

Conserve une ancienneté de 2 ans, 6 mois.

M. Burns (Patrice) demeurant à Papeete (Tahiti) veuf, est nommé agent auxiliaire du service local de 5^e catégorie aux appointements annuels du 25^e degré soit :

Guetteur du sémaphore 5.640 frs imputables au chap. 11 du budget local.

Conserve une ancienneté de 6 mois.

Postes, télégraphes et téléphones.

M^{me} Daullé (Fanny) veuve Augé, demeurant à Papeete (Tahiti) est nommée agent auxiliaire du service local de 1^{re} catégorie aux appointements annuels du 3^e degré soit :

Comptable-surveillante auxiliaire 29.400 frs imputables au chap. 8 du budget local. — Chargée de la permanence 600 frs imputables au chap. 8 du budget local.

Conserve une ancienneté de 1 an, 5 mois.

Prison.

M. Colombani (Ambroise) demeurant à Papeete (Tahiti) veuf, est nommé agent auxiliaire du service local de 2^e catégorie aux appointements annuels du 6^e degré soit :

Gardien chef de prison 22.000 frs imputables au chap. 4 du budget local.

Conserve une ancienneté de 2 ans, 9 mois.

Circonscription administrative (Tahiti).

M. Tom Ling Sing (Georges) demeurant à Hitiaa (Tahiti) est nommé agent auxiliaire du service local de 5^e catégorie aux appointements annuels du 33^e degré soit :

Président du conseil de district 2.760 frs imputables au chap. 4 du budget local.

Conserve une ancienneté de 1 an, 6 mois.

M. Tere (Vahio) demeurant à Tautira (Tahiti) marié, est nommé agent auxiliaire du service local de 5^e catégorie aux appointements annuels du 33^e degré soit :

Président du conseil de district 2.760 frs imputables au chap. 4 du budget local.

Conserve une ancienneté de 1 an, 2 mois, 21 jours.

Enseignement.

M^{me} Lescarcelle (Georgette) épouse Delage (Robert) demeurant à Papeete (Tahiti) est nommée agent auxiliaire du service local de 2^e catégorie aux appointements annuels du 6^e degré soit :

Institutrice auxiliaire 22.000 frs imputables au chap. 11 du budget local.

Conserve une ancienneté de 9 mois, 15 jours.

Circonscription administrative (Iles Australes.)*Chefs de district.*

M. Haatitio (Teata) demeurant à Anapoto (Rimatara) veuf, est nommé agent auxiliaire du service local de 5^e catégorie aux appointements annuels du 40^e degré soit :

Chef de district 1.080 frs imputables au chap. 4 du budget local.

Conserve une ancienneté de 1 an, 6 mois.

M. Lenoir (Tua) demeurant à Amanu (Rimatara) marié, est nommé agent auxiliaire du service local de 5^e catégorie aux appointements annuels du 40^e degré soit :

Chef de district 1.080 frs imputables au chap. 4 du budget local.

Conserve une ancienneté de 1 an, 6 mois.

M. Iotua (Huaai) demeurant à Mutuaura (Rimatara) marié, est nommé agent auxiliaire du service local de 5^e catégorie aux appointements annuels du 40^e degré soit :

Chef de district 1.080 frs imputables au chap. 4 du budget local.

Conserve une ancienneté de 1 an, 6 mois.

M. Teuruarii (Atitoo) demeurant à Avera (Rimatara) marié, est nommé agent auxiliaire du service local de 5^e catégorie aux appointements annuels du 40^e degré soit :

Chef de district 1.080 frs imputables au chap. 4 du budget local.

Conserve une ancienneté de 1 an, 6 mois.

M. Teuruarii (Roofaataura) demeurant à Moerai (Rurutu) marié, est nommé agent auxiliaire du service local de 5^e catégorie aux appointements annuels du 40^e degré soit :

Chef de district 1.080 frs imputables au chap. 4 du budget local.

Conserve une ancienneté de 1 an, 6 mois.

M. Mateau (Terilitai) demeurant à Hauti (Rurutu) marié, est nommé agent auxiliaire du service local de 5^e catégorie aux appointements annuels du 40^e degré soit :

Chef de district 1.080 frs imputables au chap. 4 du budget local.

Conserve une ancienneté de 1 an, 6 mois.

M. Tetuamanuhiri (Tahuna) demeurant à Rairua (Raivavae) marié, est nommé agent auxiliaire du service local de 5^e catégorie aux appointements annuels du 38^e degré soit :

Président du conseil de district 1.440 frs imputables au chap. 4 du budget local.

Conserve une ancienneté de 1 an, 6 mois.

M. Hauata (Tearai) demeurant à Mataura (Tubuai) veuf, est nommé agent auxiliaire du service local de 5^e catégorie aux appointements annuels du 38^e degré soit :

Président du conseil de district 1.440 frs imputables au chap. 4 du budget local.

Conserve une ancienneté de 1 an, 6 mois.

Justice indigène.

M. Teauoroa (Miroura) demeurant à Rurutu marié, est nommé agent auxiliaire du service local de 5^e catégorie aux appointements annuels du 43^e degré soit :

Président des grands juges 720 frs imputables au chap. 4 du budget local.

Conserve une ancienneté de 1 an, 6 mois.

M. Tihoni (Tumaha) demeurant à Rimatara marié, est nommé agent auxiliaire du service local de 5^e catégorie aux appointements annuels du 43^e degré soit :

Président des grands juges 720 frs imputables au chap. 4 du budget local.

Conserve une ancienneté de 1 an, 6 mois.

M. Hurahutia (Ariera) demeurant à Moerai (Rurutu) marié, est nommé agent auxiliaire du service local de 5^e catégorie aux appointements annuels du 43^e degré soit :

Grand juge 720 frs imputables au chapitre 4 du budget local.

Conserve une ancienneté de 1 an, 6 mois.

M. Iotua (Mahai) demeurant à Rimatara marié, est nommé agent auxiliaire du service local de 5^e catégorie aux appointements annuels du 43^e degré soit :

Grand juge 720 frs imputables au chap. 4 du budget local.

Conserve une ancienneté de 1 an, 6 mois.

M. Taputu (Irorau) demeurant à Hauti (Rurutu) marié, est nommé agent auxiliaire du service local de 5^e catégorie aux appointements annuels du 45^e degré soit :

Juge de district 550 frs imputables au chap. 4 du budget local.

Conserve une ancienneté de 1 an, 6 mois.

M. Taputu (Mauriarii) demeurant à Rurutu marié, est nommé agent auxiliaire du service local de 5^e catégorie aux appointements annuels du 45^e degré soit :

Juge de district 550 frs imputables au chap. 4 du budget local.

Conserve une ancienneté de 1 an, 3 mois.

M. Tematahotoa (Taaroahiva) demeurant à Mutuaura (Rimatara) marié, est nommé agent auxiliaire du service local de 5^e catégorie aux appointements annuels du 45^e degré soit :

Juge de district 550 frs imputables au chap. 4 du budget local.

Conserve une ancienneté de 1 an, 6 mois.

M. Lenoir (Tao) demeurant à Amanu (Rimatara) marié, est nommé agent auxiliaire du service local de 5^e catégorie aux appointements annuels du 45^e degré soit :

Juge de district 550 frs imputables au chap. 4 du budget local.

Conserve une ancienneté de 1 an, 6 mois.

Sûreté.

M. Taumihau (Tinirau) demeurant à Rurutu marié, est nommé agent auxiliaire du service local de 5^e catégorie aux appointements annuels du 38^e degré soit :

Agent de police 1440 frs imputables au chap. 4 du budget local.

Conserve une ancienneté de 7 mois, 15 jours.

M. Hoffmann (Théodore, Teihotuaonatieva) demeurant à Tubuai marié, est nommé agent auxiliaire du service local de 5^e catégorie aux appointements annuels du 36^e degré soit :

Agent de police 1920 frs imputables au chap. 4 du budget local.

Conserve une ancienneté de 1 an, 2 mois.

Enseignement.

M. Teinaore (Tere) demeurant à Rurutu marié, est nommé agent auxiliaire du service local de 4^e catégorie aux appointements annuels du 24^e degré soit :

Instituteur auxiliaire 6.000 frs imputables au chap. 11 du budget local.

Conserve une ancienneté de 8 ans, 1 mois, 10 jours.

Temarii (Lucien, Taneheerai) demeurant à Maiao, marié, est nommé agent auxiliaire du service local de 4^e catégorie aux appointements annuels du 15^e degré soit :

Instituteur auxiliaire 9.600 frs imputables au chap. 11 du budget local.

Surclassement de 3 degrés 1.800 frs imputables au chap. 11 du budget local. (affecté à Maio)

Conserve une ancienneté de 1 an, 11 mois, 6 jours.

Marquises (Circonscription administrative).

M. Vallès (François, Georges, Félix, Lucien, Tamapeva) demeurant à Taiohae (Marquises) marié, est nommé agent auxiliaire du service local de 2^e catégorie aux appointements annuels du 7^e degré se décomposant comme suit :

Agent auxiliaire 19.520 frs imputables au chap. 4 du budget local.

Gardien de phare 480 frs imputables au chap. 11 du budget local.

Conserve une ancienneté de 4 ans, 10 mois, 15 jours.

Art. 2. — Sont annulées les dispositions de la décision n° 1014 a.g.f. portant reclassement d'agents auxiliaires en ce qui concerne les dénommés ci-après :

MM. Drollet (Félix, Alexandre).

Varney (Gérald, Benjamin).

Drollet (Denis, Guy).

Céran-Jérusalem (Jean-Baptiste, Maurice, Gilbert, Heitarauri).

Tetuanui (Tuatahi).

Degage (Charles, Tuanua).

Takokore (Tehio, Peniamina, Tavita).

MM^{lles} Fuller (Bellona, Vahinerii).

Teariki (Frida, Teharetua).

Manuel (Marere, Tiare, Rosa).

Salmon (Teraiefa).

M^{me} Viriamu (Reiurarii) épouse Joseph Estall.

MM. Konno (Isaburo).

Reneteaud (Marie, Henri, Maurice).

Mugnier (Julien, Jean, Teissier).

Ateni (Gabriel, Hahe).

M^{me} Faivre (Angèle, Augustine) épouse Marcel Thirel.

Art. 3. — Sont reclassés comme suit à compter du 1^{er} juillet 1939 les agents auxiliaires ci-après désignés :

P. T. T.

M. Konno (Isaburo) demeurant à Papeete (Tahiti) marié, est nommé agent auxiliaire du service local de 2^e catégorie aux appointements annuels du 7^e degré se décomposant comme suit :

Agent auxiliaire : 19.856 fr. imputables au chap. 8 du budget local. Utilisant une bicyclette personnelle, 144 fr. imputables au chap. 8 du budget local.

Conserve une ancienneté de 1 an, 5 mois.

Affaires politiques et économiques.

M. Reneteaud (Marie, Henri, Maurice) demeurant à Papeete (Tahiti) marié, est nommé agent auxiliaire du service local de 1^{re} catégorie aux appointements annuels du 3^e degré soit : 30.000 fr. imputables au chap. 4 du budget local.

Conserve une ancienneté de 1 an.

Hygiène.

M. Mugnier (Julien, Jean, Teissier) demeurant à Papeete (Tahiti) célibataire, est nommé agent auxiliaire du service local de 4^e catégorie aux appointements annuels du 16^e degré soit : 10.800 fr. imputables au chap. 11 du budget local.

Conserve une ancienneté de 2 ans, 15 jours.

Enseignement primaire.

M. Ateni (Gabriel, Hahe) demeurant à Kaukura (Tuamotu) célibataire, est nommé agent auxiliaire du service local de 3^e catégorie aux appointements annuels du 13^e degré se décomposant comme suit :

Instituteur auxiliaire, 9.600 fr. imputables au chap. 11 du budget local. — Surclassement de 5 degrés, 3.400 fr., (affecté au Tuamotu) imputables au chap. 11 du budget local.

Conserve une ancienneté de 9 mois, 16 jours.

Administration générale et des finances.

M^{me} Faivre (Angèle, Augustine) épouse Marcel Thirel demeurant à Papeete (Tahiti) est nommée agent auxiliaire du service local de 4^e catégorie aux appointements annuels du 15^e degré soit 11.400 fr. imputables au chap. 4 du budget local.

Conserve une ancienneté de 9 mois.

Art. 4. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures à celles de la présente décision en tant qu'elles ont nommé, promu et fixé les appointements des agents auxiliaires ci-dessus désignés.

Art. 5. — Le chef du service d'administration générale et des finances est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 12 décembre 1939.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 1206 i.c., relatif à l'incorporation du premier tiers de la classe de 1939.

(Du 12 décembre 1939).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu ensemble, les Instructions Ministérielles des 26 août 1931 et du 4 décembre 1935, sur le recensement, la revision, la répartition du contingent, l'appel et la libération des classes ;

Vu la loi du 31 mars 1928, sur le recrutement de l'armée ;

Vu le câble colonies C. 129 du 23 novembre 1939 ;

Vu le câble du Commandant Supérieur des troupes du groupe du Pacifique n° 186, en date du 28 novembre 1939 ;

Vu ensemble le décret guerre et l'arrêté ministériel Guerre du 15 novembre 1938, relatifs à la formation de la classe de 1939 ;

Vu l'arrêté local n° 142 i.c. du 8 février 1939, relatif à la formation de la classe de 1939 dans les Etablissements français de l'Océanie,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — L'incorporation du premier tiers de la classe de 1939 aura lieu le 15 décembre 1939, sur l'ordre individuel adressé à chacun des intéressés.

Art. 2. — Le Capitaine commandant la Compagnie autonome d'Infanterie Coloniale de Tahiti, et le Bureau annexe de Recrutement des Etablissements français de l'Océanie, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué partout où besoin sera et publié au *Journal officiel* de la Colonie.

Papeete, le 12 décembre 1939.

CHASTENET DE GÉRY.

EXTRAITS

Pensions, nominations, mutations, congés, etc.

ENSEIGNEMENT.

1. — Par décision n° 1166 du 30 novembre 1939. — Un congé de maternité de deux mois avec solde entière est accordé pour compter du 1^{er} novembre 1939 à Madame Alves Terena, institutrice de 6^e classe du cadre local.

La date de l'accouchement devra être notifiée par l'intéressée au moyen d'un certificat de la sage-femme ou du médecin et d'une copie de l'acte de naissance.

2. — Par décision n° 1183 du 6 décembre 1939. — Un congé de maternité de deux mois avec solde entière est accordé, pour compter du 27 novembre 1939, à Madame Pittman Tefaarere institutrice de 6^e classe du cadre local.

La date de l'accouchement devra être notifiée par l'intéressée, au moyen d'un certificat de la sage-femme ou du médecin et d'une copie de l'acte de naissance.

* * *

POLICE.

1. — Par décision n° 1169 du 30 novembre 1939. — M. Coum Chin (Félix) agent de police de 2^e classe est remis à la disposition du chef du service de la sûreté pour compter du 1^{er} décembre 1939 en vue de son affectation au service général de la police.

* * *

SANTÉ.

1. — Par décision n° 1186 du 6 décembre 1939. — Un congé de maternité de deux mois avec solde entière est accordé, pour compter du 1^{er} décembre 1939, à M^{me} Cornu Berthe, infirmière auxiliaire à Uturoa.

La date de l'accouchement devra être notifiée par l'intéressée au moyen d'un certificat de la sage-femme ou du médecin et d'une copie de l'acte de naissance.

ACTE MUNICIPAL

ARRÊTÉ MUNICIPAL n° 126 modifiant l'arrêté municipal n° 50 du 28 juin 1938 créant une taxe sur les panneaux-réclame, enseignes, affiches.

(Du 28 octobre 1939).

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE PAPEETE, (ILE TAHITI),

Vu les articles 32 et 33 du décret du 8 mars 1879 organisant la Commune de Nouméa et rendu applicable à la Commune de Papeete par le premier décret du 20 mai 1890 ;

Vu les délibérations prises par le conseil municipal en ses séances des 18 mai et 27 juin 1938 ;

Vu l'arrêté municipal n° 50 du 28 juin 1938 abrogeant l'arrêté municipal du 22 octobre 1936 ci-dessus visé, et créant une taxe sur les panneaux-réclame, enseignes et affiches,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — L'article 2 de l'arrêté municipal n° 50 du 28 juin 1938 est ainsi modifié "in fine" : "..... apposée dans les rues, places et autres voies publiques de la Commune".

Art. 2. — Le présent arrêté qui prendra effet à compter du 1^{er} janvier 1940, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 28 octobre 1939.

Le Maire,

G. BAMBRIDGE.

APPROUVÉ :

Le Gouverneur,

CHASTENET DE GÉRY.

AVIS OFFICIELS

Conseil de district de AHE

Résultats des élections du 1^{er} octobre 1939.

Isidore Topata a Tuanaa
Tuhaiava a Teihoarii

Président ;
Vice-Président ;

AVIS

Les fonds recueillis pour l'érection d'un monument au roi POMARE V s'élèvent actuellement à la somme de 73.045 fr. 35, tous frais déduits.

Etant donnée la situation présente qui impose à tous des devoirs plus pressants, le Comité a décidé de surseoir provisoirement à la réalisation de ce projet ; mais les fonds

collectés restent en dépôt au Trésor de la colonie, et, dès que les circonstances le permettront, le Comité examinera les différentes propositions qui lui ont été soumises par des artistes français et poursuivra aussi rapidement que possible l'exécution de l'œuvre qui lui a été confiée.

Le Président du Comité,
E. AHNNE.

Souscription pour élever un monument au roi POMARE V

Liste n° 18 collectée par M. Teriierooiterai aux Iles Sous-le-Vent.....	592 »
— n° 53.— District de Haapiti.....	623 »
— n° 36.— District de Faâa.....	1.265 »
— n° 46.— District de Pueu.....	463 »
— n° 56.— District de Teavaro-Teaharoa...	420 »
— n° 42.— District de Vairao.....	616 »
— n° 55.— District de Afareaitu.....	1.115 »
— n° 13.— District de Atuona (Marquises)..	90 »
— n° 15.— District de Taiohae — ..	342 50
— — — District de Hatiheu — ..	220 »
— — — District de Uahuka — ..	130 »

Circonscription administrative des Tuamotu-Gambier.

Liste n° 4.— District de Anaa.....	166 »
— — — Ecole de Anaa.....	130 »
— — — District de Apataki.....	60 »
— — — District de Arutua.....	287 50
— — — District de Fakarava.....	285 »
— — — District de Fakahina.....	150 »
Liste n° 5.— District de Kaukura.....	200 »
— — — District de Nukutavake.....	420 »
— — — District de Takapoto.....	235 »
— — — District de Takaroa.....	342 50
— — — Ecole de Takaroa.....	57 50
Liste n° 6.— District de Tikahau.....	661 »
— — — District de Vahitahi.....	165 »
— — — District de Fangatau.....	335 »
— — — Pukapuka.....	566 »
M ^{re} Paul Maze, pour Mission Catholique.....	150 »
Par M. Teriierooiterai : de M. Bjarne Kroepelien à Oslo.....	1.000 »

PARTIE NON OFFICIELLE

MOUVEMENTS DU PORT DE PAPEETE

Mois de novembre 1939.

ENTRÉES

- 1^{er}. Cotre française *Umeretetai*, de 8 tonnes.
- 1^{er}. Cotre français à voiles *Te maru faniu*, de 9 tonnes.
2. Goélette française à moteur *St Xavier Maris Stella* de 42 tonnes.
2. Submersible américain *Pompano*, de 1.500 tonnes.
2. Motor-ship français *Hiro* de 183 tonnes.
3. Aviso français *Dumont d'Urville*, de 2.000 tonnes.
3. Yacht américain *California*, de 32 tonnes.

3. Goélette française à moteur *Manureva*, de 79 tonnes.
4. Goélette française à moteur *Potii Raiatea*, de 121 tonnes.
4. Motor-ship britannique *Limerick*, de 8.724 tonnes.
5. Cotre français à moteur *Vaitangi*, de 24 tonnes.
5. Goélette française à moteur *Tamara* de 94 tonnes.
5. Goélette française à moteur *Suzanne*, de 53 tonnes.
6. Cotre français à moteur *Tiare Tahiti*, de 23 tonnes.
9. Goélette française à moteur *Vahine Tahiti*, de 50 tonnes.
10. Trois mâts français à moteur *Oiseau des Iles*, de 398 tonnes.
10. Canonnière française *Zélée*, de 135 tonnes.
11. Navire français à moteur *Nicole*, de 41 tonnes.
12. Goélette française à moteur *Potii Raiatea*, de 121 tonnes.
12. Cotre français *Te manu e apa*, de 9 tonnes.
13. Goélette française à moteur *St Xavier Maris Stella*, de 42 tonnes.
14. Vapeur français *Ville d'Amiens*, de 6.975 tonnes.
15. Goélette française à moteur *Tercora*, de 113 tonnes.
16. Cotre français à moteur *Maruhiri*, de 12 tonnes.
17. Cotre français *Potii Rereura*, de 13 tonnes.
18. Cotre français à moteur *Tiare Tahiti*, de 23 tonnes.
18. Goélette française à moteur *Potii Raiatea*, de 121 tonnes.
20. Cotre français à moteur *Haupeeaterai*, de 26 tonnes.
21. Navire français à moteur *Nicole*, de 41 tonnes.
21. Cotre français *Tairapa*, de 16 tonnes.
21. Cotre français *Tamarii Auura*, de 17 tonnes.
21. Motor-ship français *Sagittaire*, de 8.254 tonnes.
22. Goélette française à moteur *Suzanne*, de 53 tonnes.
22. Motor-ship français *Hiro*, de 183 tonnes.
22. Goélette française à moteur *Moana*, de 161 tonnes.
22. Navire français à moteur *Nicole*, de 41 tonnes.
23. Goélette française à moteur *Ruahatu*, de 101 tonnes.
24. Cotre français à moteur *Vaitangi*, de 24 tonnes.
25. Goélette française à moteur *Potii Raiatea*, de 121 tonnes.
26. Motor-ship français *Hiro*, de 183 tonnes.
27. Cotre français à moteur *Tiare Tahiti*, de 23 tonnes.
27. Navire à moteur *Aito*, de 53 tonnes.
29. Cotre français à voiles *Tevaiora*, de 11 tonnes.
29. Goélette française à moteur *St Xavier Maris Stella*, de 42 tonnes.
29. Cotre français *Umeretetai*, de 8 tonnes.
26. Cotre français *Tamarii Maareva*, de 22 tonnes.
30. Goélette française à moteur *Gisborne*, de 91 tonnes.

SORTIES

- 1^{er}. Goélette française à moteur *Denise*, de 143 tonnes.
2. Cotre français *Tamarii Auura*, de 17 tonnes.
2. Navire français à moteur *Nicole*, de 41 tonnes.
4. Cotre français *Umeretetai*, de 8 tonnes.
5. Motor-ship britannique *Limerick*, de 8.724 tonnes.
5. Cotre français *Te maru faniu*, de 9 tonnes.
6. Goélette française à moteur *St Xavier Maris Stella*, de 42 tonnes.
6. Submersible américain *Pompano*, de 1.500 tonnes.
6. Yacht britannique *Satanella*, de 45 tonnes.
6. Cotre français *Tamarii Maareva*, de 22 tonnes.
6. Trois mâts français à moteur *Oiseau des Iles*, de 398 tonnes.
7. Canonnière française *Zélée*, de 135 tonnes.
7. Goélette française à moteur *Ruahatu*, de 101 tonnes.
7. Yacht américain *Myrtle's*, de 10 tonnes.
7. Goélette française à moteur *Ravarava*, de 30 tonnes.
7. Goélette française à moteur *Gisborne*, de 91 tonnes.
7. Goélette française à moteur *Potii Raiatea*, de 121 tonnes.
8. Cotre français à moteur *Vaitangi*, de 24 tonnes.
9. Cotre français à moteur *Tiare Tahiti*, de 23 tonnes.
9. Goélette française à moteur *Suzanne*, de 53 tonnes.
9. Goélette française à voiles *Manureva*, de 79 tonnes.
10. Navire français à moteur *Aito*, de 53 tonnes.
11. Cotre français à moteur *Haupeeaterai*, de 26 tonnes.
11. Goélette britannique à moteur *Tagua*, de 204 tonnes.

13. Motor-ship français *Hiro*, de 183 tonneaux.
14. Goélette française à moteur *Vahine Tahiti*, de 50 tonneaux.
14. Goélette française à moteur *Florence C. Robinson*, de 95 ton.
14. Goélette française à moteur *Potii Raiatea*, de 121 tonneaux.
14. Navire français à moteur *Nicole*, de 41 tonneaux.
16. Cotre français *Te manu e apa*, de 9 tonneaux.
17. Trois mâts français à moteur *Oiseau des Iles*, de 398 tonneaux.
19. Cotre français *Maruhiri*, de 12 tonneaux.
21. Goélette française à moteur *St Xavier Maris Stella*, de 42 ton.
21. Navire français à moteur *Nicole*, de 41 tonneaux.
21. Cotre français à moteur *Tiare Tahiti*, de 23 tonneaux.
21. Goélette française à moteur *Potii Raiatea*, de 121 tonneaux.
23. Cotre français *Potii Rereura*, de 13 tonneaux.
23. Aviso français *Dumont d'Urville*, de 2.000 tonneaux.
23. Motor-Ship français *Hiro*, de 183 tonneaux.
25. Goélette française à moteur *Suzanne*, de 53 tonneaux.
25. Cotre français *Tamaru Auura*, de 17 tonneaux.
27. Motor-ship français *Sagittaire*, de 8.254 tonneaux.
28. Cotre français *Tairapa*, de 16 tonneaux.
28. Goélette française à moteur *Potii Raiatea*, de 121 tonneaux.
28. Motor-ship français *Hiro*, de 183 tonneaux.
29. Goélette française à moteur *Tereora*, de 113 tonneaux.
29. Cotre français à moteur *Vaitangi*, de 24 tonneaux.
29. Cotre français à moteur *Haupeaterui*, de 26 tonneaux.
29. Goélette française à moteur *Ruahatu*, de 101 tonneaux.
30. Cotre français à moteur *Tiare Tahiti*, de 23 tonneaux.
30. Navire français à moteur *Aito*, de 53 tonneaux.

ANNONCE JUDICIAIRE

Étude de M^e LÉONCE BRAULT, Défenseur à Papeete.

A VENDRE

Sur saisie immobilière

Le Vendredi 19 Janvier 1940

A 8 heures 30 du matin

En l'audience des criées du Tribunal Civil de Première Instance de Papeete, au plus offrant et dernier enchérisseur, en UN LOT, les biens immeubles dont la désignation suit, savoir :

Désignation des biens à vendre :

LOT UNIQUE : Une parcelle de terre, sise au district de Punaauia, portant le numéro six du lotissement d'un ensemble de terres composant la propriété de feu M^r Martial Sage, ladite parcelle attribuée à M^r Marcellin Sage, selon un acte de partage intervenu entre les Consorts Sage, en date du 18 janvier 1938, enregistré.

Ladite parcelle de terre d'une contenance de six hectares, cinquante et un ares, vingt centiares (6 h^a 51 a 20 ca) est limitée : d'un côté par le lot N^o 4 bis, et de l'autre par le lot N^o 5.

Elle est traversée par la rivière de Punaruu, et elle est plantée en cocotiers d'un bon rapport, sur la moitié environ de sa superficie.

Ces biens immeubles ont été saisis à la requête de Monsieur Charles Brown-Petersen ayant M^e Léonce Brault pour Défenseur,

demeurant rue du Commandant Destremau, par procès-verbal de M^e Assaud Pierre, Huissier des Tribunaux, séant à Papeete, en date du 19 septembre 1939 enregistré et transcrit après dénonciation au saisi M^r Marcellin Sage, au Bureau des Hypothèques à Papeete, le 28 septembre 1939, Volume 11, N^o 84, conformément à la loi. Sur le cahier des charges déposé au Greffe des Tribunaux à Papeete, un DIRE a été fait par Madame Vve Martial Sage relatif au droit d'usufruit de cette dernière sur l'immeuble vendu conformément à l'article 1094 du Code Civil, dont il a été donné acte par jugement du 24 novembre 1939, sauf pour l'adjudicataire d'avoir à faire liquider comme il appartiendra les droits de ladite venue.

Mise à prix :

LOT UNIQUE : Deux mille francs, ci... 2.000 »

Il est déclaré, conformément aux dispositions de l'article 696 du Code de Procédure Civile, que tous ceux du chef desquels il pourrait être pris inscription sur les immeubles saisis pour raison d'hypothèques légales, devront requérir cette inscription avant la transcription du jugement.

Fait et rédigé par M^e Léonce Brault, Défenseur poursuivant à Papeete, le 24 novembre 1939.

LÉONCE BRAULT, Défenseur.

Etude de M^e P. de MONTLUC, Défenseur à Papeete.

En vertu d'une Ordonnance rendue par Monsieur le Président du Tribunal Civil de Première Instance de Papeete, le 12 décembre 1939, par application de l'article 247 du Code Civil Monsieur Michaël Victoria Liakhovsky sans domicile ni résidence connus est avisé que le divorce a été prononcé par défaut contre lui à la requête de Madame Tetuaveroa a Amaru le 3 novembre 1939 et que le Jugement a été signifié au Parquet de Monsieur le Procureur de la République le 1^{er} décembre 1939.

Pour extrait :

P. de MONTLUC, Défenseur.

ANNONCES DIVERSES

EN VENTE A L'IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT

Règlement sur la circulation routière.

Prix broché : 2 fr. 50.

" OCEANIA "

Légendes et Récits Polynésiens.

Extrait des *Bulletins* de la Société d'Etudes Océaniques.

PRIX BROCHÉ : 20 FRANCS.